



**COMITE CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS
ADMINISTRATIVES ET BUDGETAIRES**

**CINQUIEME RAPPORT
A L'ASSEMBLEE GENERALE
(DIX-HUITIEME SESSION)**

ASSEMBLEE GENERALE

**DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-HUITIEME SESSION
SUPPLEMENT N° 7 (A/5507)**

NATIONS UNIES

**COMITE CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS
ADMINISTRATIVES ET BUDGETAIRES**

**CINQUIEME RAPPORT
A L'ASSEMBLEE GENERALE
(DIX-HUITIEME SESSION)**

ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-HUITIEME SESSION

SUPPLEMENT N° 7 (A/5507)



NATIONS UNIES

New York, 1963

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

Pages

AVANT-PROPOS v

RAPPORT À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SUR LE PROJET DE BUDGET POUR 1964

Chapitres

Paragraphes

I. — OBSERVATIONS D'ENSEMBLE SUR LE PROJET DE BUDGET POUR 1964:

| | | |
|--|-------|---|
| Observations générales | 1-7 | 1 |
| Nature et portée de l'examen du projet de budget par le Comité consultatif | 8-11 | 2 |
| Comparaison avec les chiffres de 1963 | 12-21 | 2 |
| Ordonnance et présentation du budget | 22-24 | 3 |

Questions spéciales:

| | | |
|---|-------|----|
| Situation financière de l'Organisation | 25-30 | 4 |
| Demandes de crédits additionnels | 31-37 | 4 |
| Rationalisation des activités de l'Organisation | 38-51 | 5 |
| Programme des conférences et réunions | 52-74 | 7 |
| Ressources en personnel | 75-81 | 10 |
| Action dans le domaine de l'information | 82-88 | 11 |

Projets de résolution

| | | |
|--|--|----|
| Tableau comparatif des crédits demandés par le Secrétaire général et des crédits recommandés par le Comité consultatif | | 12 |
| Appendice I. — Projet de résolution concernant le budget de l'exercice 1964 | | 14 |
| Appendice II. — Projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires | | 15 |
| Appendice III. — Projet de résolution relatif au Fonds de roulement | | 16 |

II. — RECOMMANDATIONS DÉTAILLÉES CONCERNANT LE PROJET DE BUDGET:

PRÉVISIONS DE DÉPENSES

Titre I^{er}. — Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions et comités; réunions et conférences spéciales:

| | | |
|--|---------|----|
| Chap. 1 ^{er} . — Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires | 94-105 | 18 |
| Chap. 2. — Réunions et conférences spéciales | 106-112 | 19 |

Titre II. — Dépenses de personnel et dépenses connexes:

Chap. 3. — Traitements et salaires

| | | |
|--|---------|----|
| Observations générales | 113-119 | 20 |
| Art. I ^{er} . — Postes permanents | 120-123 | 21 |
| Reclassements de postes | 124-131 | 22 |
| Transformation de postes d'agent des services généraux en postes d'administrateur | 132-144 | 22 |
| Abattement pour mouvements de personnel | 145-146 | 24 |
| Art. II. — Personnel temporaire pour les réunions | 147-149 | 24 |
| Art. III. — Autre personnel temporaire | 150-155 | 25 |
| Art. IV. — Heures supplémentaires et salaire de nuit | 156-160 | 25 |
| Ensemble du chapitre 3 | 161-162 | 26 |
| Chap. 4. — Dépenses communes de personnel | 163-174 | 26 |
| Chap. 5. — Frais de voyage du personnel | 175-192 | 27 |
| Chap. 6. — Versements prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représentation | 193-195 | 30 |

Titre III. — Bâtiments, matériel et charges communes:

| | | |
|---|---------|----|
| Chap. 7. — Bâtiments et amélioration des locaux..... | 196-213 | 30 |
| Chap. 8. — Matériel et installations..... | 214-220 | 32 |
| Chap. 9. — Entretien, utilisation et location des locaux..... | 221-237 | 33 |
| Chap. 10. — Frais généraux..... | 238-256 | 36 |
| Chap. 11. — Imprimerie..... | 257-275 | 39 |

Titre IV. — Dépenses spéciales:

| | | |
|-------------------------------------|---------|----|
| Chap. 12. — Dépenses spéciales..... | 276-286 | 42 |
|-------------------------------------|---------|----|

Titre V. — Programmes techniques..... 287-293 43

| | | |
|--|-----|----|
| Chap. 13. — Développement économique..... | 294 | 44 |
| Chap. 14. — Activités sociales..... | 295 | 44 |
| Chap. 15. — Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme..... | 296 | 44 |
| Chap. 16. — Administration publique..... | 297 | 44 |
| Chap. 17. — Contrôle des stupéfiants..... | 298 | 44 |

Titre VI. — Missions spéciales et activités connexes:

| | | |
|--|---------|----|
| Chap. 18. — Missions spéciales..... | 299-311 | 45 |
| Chap. 19. — Service mobile de l'Organisation des Nations Unies.. | 312-319 | 46 |

Titre VII. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés:

| | | |
|---|---------|----|
| Chap. 20. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés | 320-331 | 47 |
|---|---------|----|

Titre VIII. — Cour internationale de Justice:

| | | |
|---|---------|----|
| Chap. 21. — Cour internationale de Justice..... | 332-337 | 48 |
|---|---------|----|

PRÉVISIONS DE RECETTES

Titre I. — Recettes provenant des contributions du personnel:

| | | |
|---|---------|----|
| Chap. I ^{er} des recettes. — Contributions du personnel..... | 338-341 | 49 |
|---|---------|----|

Titre II. — Autres recettes:

| | | |
|---|---------|----|
| Chap. 2 des recettes. — Recettes provenant de fonds extra-budgétaires..... | 342-346 | 50 |
| Chap. 3 des recettes. — Recettes générales..... | 347-352 | 50 |
| Chap. 4 des recettes. — Vente de timbres-poste de l'ONU..... | 353-357 | 51 |
| Chap. 5 des recettes. — Vente des publications..... | 358-365 | 52 |
| Chap. 6 des recettes. — Services destinés aux visiteurs; restaurants et services annexes..... | 366-383 | 52 |

AVANT-PROPOS

1. Aux termes de son mandat, tel qu'il est défini dans la résolution 14 (I) de l'Assemblée générale, en date du 13 février 1946, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires doit :

a) Procéder à un examen du budget soumis par le Secrétaire général à l'Assemblée générale et rendre compte de cet examen;

b) Donner à l'Assemblée générale des avis sur les questions administratives et budgétaires qui lui sont renvoyées;

c) Examiner au nom de l'Assemblée générale les budgets administratifs des institutions spécialisées et les propositions visant les arrangements financiers à conclure avec ces institutions;

d) Examiner les rapports des vérificateurs des comptes de l'Organisation et des institutions spécialisées et rendre compte de cet examen à l'Assemblée.

Le Comité se compose des membres suivants :

M. Thanassis Aghnides (*Président*);

M. Mohamed Abdel Magid Ahmed;

M. Albert F. Bender, Jr.;

M. André Ganem;

M. James Gibson;

M. Alfonso Grez;

M. Ismat T. Kittani;

M. Raúl Quijano;

M. E. Olu Sanu;

M. Dragos Serbanescu;

M. Agha Shahi;

M. A. F. Sokirkine.

2. Le Comité consultatif a tenu sa session d'été à New York, du 7 mai au 8 juillet 1963. L'une de ses tâches les plus urgentes a été d'examiner les prévisions de dépenses de l'Opération des Nations Unies au Congo pour 1963, examen dont il a rendu compte lors de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale (A/5421).

3. Le Comité a ensuite examiné les questions ci-après, au sujet desquelles il a établi des rapports à l'intention de l'Assemblée générale, pour la dix-huitième session de celle-ci :

a) Rapports financiers et comptes pour 1962 et rapports du Comité des commissaires aux comptes sur les divers programmes et activités de l'ONU (A/5434 à A/5437);

b) Projet de budget de l'ONU pour 1964, au sujet duquel le Comité a établi un rapport qui constitue le présent document (A/5507);

c) Régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice (A/5440);

d) Emploi de moyens mécaniques de vote à l'Assemblée générale (A/5442).

4. Le Comité consultatif a aussi examiné un certain nombre de questions spéciales de caractère budgétaire ou administratif.

5. Le Comité consultatif tient à remercier le Secrétaire général et ses collaborateurs de leur aide et de leur coopération qui ne lui ont jamais fait défaut et ont grandement facilité sa tâche.

6. Il est aussi reconnaissant au Président du Comité des commissaires aux comptes et à ses collègues de leurs précieux conseils.

7. Enfin, je tiens, au nom du Comité, à rendre hommage à la compétence, à la diligence et à l'énergie du secrétaire du Comité. Grâce à ses efforts inlassables et au dévouement de son adjoint et de ses autres collaborateurs, le Comité a pu achever ses travaux dans le même laps de temps que les années précédentes, malgré les difficultés suscitées par la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui se tenait en même temps que les séances du Comité.

Le Président,
Th. AGHNIDES

Le 8 juillet 1963

RAPPORT A L'ASSEMBLEE GENERALE SUR LE PROJET DE BUDGET POUR 1964

CHAPITRE PREMIER

OBSERVATIONS D'ENSEMBLE SUR LE PROJET DE BUDGET POUR 1964

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Le Secrétaire général présente pour 1964 un projet de budget prévoyant des dépenses brutes de 96 611 350 dollars¹, soit 2 500 300 dollars de plus que le chiffre brut actuellement approuvé pour 1963.

2. Les recettes sont estimées pour 1964 à 14 765 200 dollars, se décomposant comme suit: recettes provenant des contributions du personnel (à porter au crédit des Etats Membres au Fonds de péréquation des impôts), 9 300 000 dollars; recettes de toutes autres provenances (à déduire des crédits bruts aux fins du recouvrement des contributions), 5 464 200 dollars. Après déduction du montant estimatif des recettes, les dépenses nettes pour 1964 s'élèveraient à 81 847 150 dollars, soit 3 183 600 dollars de plus que le chiffre net approuvé pour 1963.

3. Le projet de budget ne tient pas compte des diverses dépenses supplémentaires, prévues ou à prévoir, qui sont énumérées plus loin, dans les paragraphes 14 à 18.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Supplément No 5 (A/5505).

4. Le Comité consultatif, pour les raisons exposées dans la suite du présent rapport, recommande de réduire de 1 112 570 dollars au total les crédits demandés. Du fait de cette réduction ainsi que de certains ajustements que le Comité recommande d'apporter aux prévisions de recettes, le chiffre net² des dépenses pour 1964 serait ramené de 81 847 150 dollars, montant proposé par le Secrétaire général, à 80 575 380 dollars.

5. Les Etats Membres qui versent des contributions aux budgets des organisations reliées à l'ONU souhaiteront peut-être savoir dans quel ensemble s'insèrent les prévisions relatives aux activités ordinaires de l'ONU pour 1964. Le tableau 1 donne, aux fins de comparaison, les chiffres concernant les exercices 1959 à 1964. Il ressort de ce tableau que, compte tenu du chiffre que le Secrétaire général propose pour l'ONU, le montant global des dépenses que les Etats membres des diverses organisations seraient appelés à autoriser pour l'exercice 1964 atteindrait 206 815 656 dollars³.

² Tous les montants figurant dans le présent rapport sont, sauf indication contraire, des montants bruts.

³ Non compris l'IMCO, pour laquelle le Comité consultatif ne dispose pas de données.

Tableau 1

| | 1959 Dépenses effectives | 1960 Dépenses effectives | 1961 Dépenses effectives | 1962 Dépenses effectives | 1963 Crédits ouverts | 1964 Crédits ouverts ou demandés | 1964 Augmentation (ou diminution) par rapport à 1963 | 1964 Pourcentage d'augmentation (ou de diminution) par rapport à 1963 |
|--------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|----------------------------|---|--|---|
| | Dollars des Etats-Unis | | | | | | | |
| ONU | 61 946 442 | 65 772 849 | 71 096 378 | 84 452 350 | 93 511 050 | 96 611 350 | 2 700 300 | 2,88 |
| OIT | 9 096 049 | 9 583 933 | 10 646 592 ^a | 12 737 507 | 14 577 834 | 16 977 156 | 2 399 322 | 16,46 |
| FAO | 10 530 182 | 10 591 953 | 11 105 665 | 14 368 342 | 16 816 658 | 19 446 470 ^b | 2 629 812 | 15,64 |
| UNESCO | 12 590 916 | 13 507 868 | 16 058 525 ^c | 18 189 035 ^c | 19 177 302 | 19 822 698 | 645 396 | 3,37 |
| OACI | 4 497 238 | 4 620 290 | 4 793 188 | 5 503 010 | 5 827 028 | 5 907 926 | 80 898 | 1,39 |
| UPU | 619 154 | 646 552 | 708 657 | 731 598 | 899 537 | 1 346 528 | 446 991 | 49,69 |
| OMS | 15 378 981 | 17 121 583 ^d | 19 201 885 ^d | 24 164 650 ^d | 30 394 100 ^d | 34 065 100 ^d | 3 671 000 | 12,08 |
| UIT | 2 695 818 | 2 313 270 | 2 739 050 | 3 409 693 | 4 103 006 ^e | 3 926 329 | (176 677) | (4,31) |
| OMM | 502 432 | 621 525 | 643 278 | 771 166 | 935 439 ^f | 1 267 599 ^g | 332 160 | 35,51 |
| IMCO | 163 611 | 284 307 | 270 979 | 471 100 ^h | 421 250 | — ⁱ | — ⁱ | — ⁱ |
| AIEA | 4 494 610 | 5 158 145 | 6 030 557 | 6 446 139 | 7 337 500 | 7 444 500 | 107 000 | 1,46 |
| TOTAL | 122 515 433 | 130 222 275 | 143 344 754 | 171 244 590 | 194 400 794 | 206 815 656 ^j | 12 836 202 ^j | 6,62 ^j |

NOTE: Pour établir le tableau ci-dessus, on a utilisé les taux de change suivants: le dollar canadien au pair; le franc suisse à 4,34 francs suisses pour 1 dollar des Etats-Unis en 1959, à 4,30 francs suisses pour 1 dollar des Etats-Unis en 1960-1961, et à 4,32 francs suisses pour 1 dollar des Etats-Unis en 1962-1964.

^a Y compris 232 314 dollars réglés au moyen d'un prélèvement sur le Fonds de roulement qui doit être remboursé en 1964.

^b Le chiffre de 1964 représente une partie du budget proposé par le Directeur général pour 1964-1965.

^c Y compris un prélèvement (1961: 162 666 dollars; 1962: 1 024 000 dollars) sur le Fonds de roulement, que le Conseil exécutif a autorisé pour la construction de locaux additionnels au Siège et pour certains relèvements des traitements et indemnités du personnel.

^d Non compris les réserves non réparties: 1960, 1 195 060 dol-

lars; 1961, 1 333 900 dollars; 1962, 1 683 140 dollars; 1963, 2 149 570 dollars; 1964, 2 223 130 dollars.

^e Le budget de 1963 comprend les crédits additionnels de 249 188 dollars que le Conseil d'administration a approuvés à sa dix-huitième session, en mars-avril 1963, et qui portent le montant brut du budget de 3 853 818 dollars à 4 103 006 dollars.

^f Par sa résolution 44 (EC-XIV), le Comité exécutif a autorisé l'ouverture du crédit de 814 378 dollars initialement demandé, mais il a aussi décidé de reporter sur 1963 l'excédent budgétaire de l'exercice 1962, soit 25 061 dollars. Les membres ont approuvé par correspondance un nouveau crédit additionnel de 96 000 dollars pour l'exécution de projets urgents.

^g Premier exercice de la quatrième période financière (1964-1967), pour laquelle les crédits ouverts sont de 5 373 581 dollars.

^h Crédits ouverts.

ⁱ Le Comité consultatif ne dispose pas de renseignements.

^j Non compris l'IMCO.

6. Abstraction faite du budget ordinaire de l'ONU, l'Assemblée générale a créé des comptes spéciaux et *ad hoc* pour la Force d'urgence des Nations Unies (FNU) et l'Opération des Nations Unies au Congo (ONUC). L'Assemblée générale a décidé à sa quatrième session extraordinaire, le 27 juin 1963, d'ouvrir un crédit de 33 millions de dollars pour l'ONUC et un crédit de 9,5 millions de dollars pour la FNU, pour le second semestre de 1963.

7. En plus de ce qui précède, les Etats Membres sont instamment priés de verser des contributions aux programmes suivants, qui sont exclusivement financés par des contributions volontaires: Programme élargi d'assistance technique; Fonds spécial des Nations Unies; Fonds des Nations Unies pour l'enfance; Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire pour les réfugiés; Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. En 1962, les contributions que les gouvernements ont versées ou annoncées pour ces programmes ont atteint au total environ 167,8 millions de dollars. Les sommes annoncées ou prévues pour ces mêmes programmes en 1963 s'élèveront à environ 185,2 millions de dollars.

NATURE ET PORTÉE DE L'EXAMEN DU PROJET DE BUDGET PAR LE COMITÉ CONSULTATIF

8. Pour examiner le projet de budget pour 1964, le Comité consultatif a étudié de manière approfondie les pièces budgétaires. Il a tenu compte des renseignements verbaux très complets donnés par le Secrétaire général et ses représentants, ainsi que des renseignements complémentaires écrits fournis par eux, et s'est préoccupé des pratiques administratives qui influent sur le montant des prévisions.

9. Comme il ressort des parties pertinentes du présent rapport, le Comité a eu avant tout présente à l'esprit la situation financière critique⁴ dans laquelle se trouve l'Organisation. C'est pourquoi il a été guidé, en formulant ses recommandations, par un souci d'austérité et par le désir de limiter les dépenses de 1964 au minimum requis pour l'exécution des programmes de l'Organisation, compte tenu des ressources disponibles.

10. Des observations détaillées sur les divers chapitres du budget, ainsi qu'un certain nombre d'observations sur des questions administratives connexes figurent au chapitre II, où sont consignées les recommandations du Comité sur le montant des crédits à ouvrir. Des projets de résolution concernant le budget de 1964, les dépenses imprévues et extraordinaires et le Fonds de roulement figurent à la fin du présent chapitre.

11. La suite du présent chapitre est consacrée à une comparaison générale des prévisions pour 1964 avec les crédits ouverts pour 1963 et à des observations sur l'ordonnance et la présentation du budget ainsi qu'à un certain nombre de questions que le Comité a été amené à examiner en étudiant le projet de budget et qui, à son avis, méritent des observations spéciales.

COMPARAISON AVEC LES CHIFFRES DE 1963

12. Le tableau 2 permet de comparer, titre pour titre, les prévisions du Secrétaire général pour 1964 et les montants approuvés pour 1963.

13. Toutefois, le Comité tient à signaler que les prévisions initiales pour 1964 et les montants approuvés

pour 1963 sont susceptibles d'être modifiés comme suite aux décisions que l'Assemblée générale prendra à sa dix-huitième session.

14. Dans son avant-propos au projet de budget, le Secrétaire général indique que le total des dépenses effectives de 1963 subira certainement le contrecoup des engagements contractés en vertu de la résolution 1862 (XVII) de l'Assemblée générale, relative aux dépenses imprévues et extraordinaires. Dans la plupart des cas, ces dépenses auront été soit engagées avec l'assentiment préalable du Comité consultatif, soit, dans les cas prévus expressément par cette résolution, notifiées au Comité. Plus précisément, voici les postes de dépenses pour lesquels il n'a pas été ouvert de crédit pour 1963:

a) Accélération des travaux de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine, prévue par la résolution 1856 (XVII) de l'Assemblée générale;

b) Travaux du Comité spécial que l'Assemblée générale, par sa résolution 1654 (XVI), a chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

c) Envoi, en application du paragraphe 6 de la résolution 1836 (XVII) de l'Assemblée générale, d'experts chargés de former les forces armées et la police du Rwanda et du Burundi;

d) Réunion, à Genève, du Sous-Comité scientifique et technique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;

e) Accélération des travaux du Haut Commissariat pour les réfugiés en ce qui concerne l'indemnisation des réfugiés persécutés par le régime national-socialiste du fait de leur nationalité.

15. De l'avis du Secrétaire général, les éléments suivants influenceront aussi sur le montant des dépenses ordinaires: relèvement, à compter du 1^{er} mars, des traitements des agents des services généraux et des salaires des travailleurs manuels à Genève, second relèvement possible de ces traitements et salaires à compter du 1^{er} septembre 1963, et relèvement des salaires des travailleurs manuels à New York. Il faudra peut-être aussi, vers la fin de 1963, relever les traitements des agents des services généraux en poste dans d'autres bureaux, et procéder à certains reclassements.

16. Le Secrétaire général prévoit également que des crédits additionnels seront peut-être nécessaires pour le personnel temporaire, les heures supplémentaires et le sursalaire de nuit, en raison des retards qui se produisent inévitablement dans le recrutement du personnel appelé à pourvoir les postes vacants du tableau d'effectifs, ainsi que pour les frais généraux, en raison d'augmentations des prix et salaires du personnel contractuel qui ne peuvent être couvertes à l'aide des crédits réduits approuvés pour 1963.

17. Dans ces conditions, le Secrétaire général évalue à 800 000 dollars (montant brut) le total des crédits additionnels, dont la majeure partie servirait à couvrir des dépenses imprévues et extraordinaires. Cependant, ces dépenses additionnelles se trouveront peut-être partiellement compensées s'il s'avère que les dépenses inscrites à d'autres postes du budget sont inférieures aux crédits ouverts pour 1963.

18. Dans l'avant-propos au projet de budget, le Secrétaire général indique que les prévisions concernant 1964 seront peut-être modifiées ultérieurement en fonc-

⁴ Voir plus loin, par. 25 à 30.

Observations d'ensemble sur le projet de budget pour 1964

tion des dépenses supplémentaires que pourront entraîner :

a) Les décisions que le Conseil économique et social prendra à sa trente-sixième session, y compris celles qui ont trait aux prévisions relatives à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et aux bureaux sous-régionaux de la Commission économique pour l'Afrique ;

f) Les mesures que l'Assemblée générale pourra adopter à sa dix-huitième session au sujet de nouvelles modifications et améliorations des locaux et des installations de conférences à New York ;

c) L'examen, lors de la dix-huitième session de l'Assemblée, des plans et prévisions de dépenses concernant la troisième conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, qui doit se tenir en 1964 comme suite à la résolution 1770 (XVII) de l'Assemblée générale, et les réunions futures du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement ;

d) Le relèvement des traitements des agents des services généraux et des salaires des travailleurs manuels à Genève, ainsi que des salaires des travailleurs manuels à New York ;

e) Toute vente d'obligations de l'ONU en sus du montant qui, au 30 avril 1963, avait été effectivement vendu ou était souscrit.

19. Le Comité consultatif examine, dans les paragraphes 31 à 37, un certain nombre de questions relatives aux demandes de crédits additionnels et, aux paragraphes 38 à 51, il présente des observations sur la question générale de la rationalisation de l'ensemble du cycle budgétaire.

20. Les différences les plus importantes entre les crédits initialement demandés pour 1964 et les crédits ouverts pour 1963 s'expliquent par les facteurs suivants :

a) Augmentation d'un peu plus de 1 million de dollars des dépenses de personnel et dépenses connexes ;

b) Augmentation d'environ 2 millions de dollars des dépenses envisagées au titre des bâtiments, du matériel et des charges communes ;

c) Augmentation de près de 3 millions de dollars des dépenses spéciales, cette somme devant permettre d'assurer le versement des intérêts des obligations de l'ONU et le remboursement d'une annuité du principal venant à échéance.

21. Une réduction des dépenses de 3,5 millions de dollars apparaît sous la rubrique des réunions et conférences spéciales. Toutefois, il s'agit là d'une diminution plus apparente que réelle, puisque les prévisions relatives à certaines des principales conférences n'ont pas encore été présentées.

Tableau 2

| Titres | 1964 | 1963 | 1964 Augmentation (ou diminution) par rapport à 1963 |
|--|------------|------------|--|
| | | | Dollars des Etats-Unis |
| I. — Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions et comités ; réunions et conférences spéciales..... | 1 417 700 | 4 830 500 | (3 412 800) |
| II. — Dépenses de personnel et dépenses connexes..... | 57 942 000 | 56 807 500 | 1 134 500 |
| III. — Bâtiments, matériel et charges communes..... | 15 848 750 | 13 807 750 | 2 041 000 |
| IV. — Dépenses spéciales..... | 7 712 800 | 4 845 000 | 2 867 800 |
| V. — Programmes techniques..... | 6 400 000 | 6 400 000 | — |
| VI. — Missions spéciales et activités connexes..... | 3 954 300 | 3 856 000 | 98 300 |
| VII. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés..... | 2 371 200 | 2 450 000 | (78 800) |
| VIII. — Cour internationale de Justice..... | 964 600 | 914 300 | 50 300 |
| | 96 611 350 | 93 911 050 | 2 700 300 |
| A déduire: Recettes autres que les contributions du personnel..... | 5 464 200 | 6 146 500 | (682 300) |
| | 91 147 150 | 87 764 550 | 3 382 600 |
| Recettes provenant des contributions du personnel, à porter au crédit des Etats Membres au Fonds de péréquation des impôts..... | 9 300 000 | 9 101 000 | 199 000 |
| Montant net des dépenses | 81 847 150 | 78 663 550 | 3 183 600 |

ORDONNANCE ET PRÉSENTATION DU BUDGET

22. L'ordonnance et la présentation du projet de budget pour 1964 sont dans l'ensemble identiques à celles des budgets des deux exercices précédents et répondent au vœu de l'Assemblée générale, qui a approuvé un certain nombre d'améliorations proposées par le Comité consultatif.

23. Le Comité apprécie les efforts qui ont été faits pour donner des renseignements explicatifs plus détaillés dans le texte même et grâce à l'emploi de tableaux. En particulier, il note avec satisfaction que le Secrétaire général, comme suite à la suggestion faite

par le Comité l'année dernière, a complété le tableau qui, au chapitre 3, indique la répartition des postes permanents par catégories et par classes, en y faisant figurer aussi la ventilation des postes par services pour tous les départements.

24. Le Comité se déclare satisfait de l'ordonnance et de la présentation d'ensemble du projet de budget, mais il se demande s'il est judicieux de placer le Programme d'études et de stages à l'article VII du chapitre 10 (Frais généraux). Sans se prononcer quant au fond, le Comité pense qu'il serait préférable, comme il le propose au paragraphe 254, d'inscrire les prévisions de dépenses en question à un autre chapitre du budget.

QUESTIONS SPECIALES

SITUATION FINANCIÈRE DE L'ORGANISATION

25. Lors de la clôture de la dix-septième session de l'Assemblée générale, le 20 décembre 1962, le montant des engagements de l'Organisation dépassait ses ressources nettes de trésorerie de 74,1 millions de dollars. La situation s'est encore aggravée durant le premier semestre de 1963 et le Secrétaire général estimait le déficit à 109,7 millions de dollars le 31 mai et à 111,7 millions de dollars le 30 juin.

26. Par sa résolution 1854 B (XVII) du 19 décembre 1962, l'Assemblée générale a reconstitué le Groupe de travail pour l'examen des procédures administratives et budgétaires de l'Organisation des Nations Unies, en portant le nombre de ses membres à 21, et l'a chargé d'étudier des méthodes permettant de financer les opérations de maintien de la paix qui entraînent de lourdes dépenses, comme celles du Moyen-Orient et du Congo, y compris éventuellement un barème spécial de quotes-parts. Elle a également prié le Groupe de travail d'étudier la situation due au fait que certains Etats Membres sont en retard dans le versement de leurs contributions au titre de ces opérations, et de recommander des arrangements en vue d'assurer le recouvrement des sommes en question. Enfin, l'Assemblée générale a prié le Groupe de travail de présenter son rapport au plus tard le 31 mars 1963.

27. Par sa résolution 1866 (XVII), l'Assemblée générale a décidé de convoquer, avant le 30 juin 1963, une session extraordinaire en vue d'examiner, compte tenu du rapport du Groupe de travail, la situation financière de l'Organisation.

28. A sa quatrième session extraordinaire, qui s'est ouverte le 14 mai 1963, l'Assemblée était saisie du rapport (A/5407 et Corr.1) du Groupe de travail qu'elle avait chargé, par sa résolution 1854 B (XVII) du 19 décembre 1962, d'examiner les procédures administratives et budgétaires de l'Organisation des Nations Unies, et de documents connexes (A/AC.113/1 à 27), ainsi que de rapports du Secrétaire général sur la situation financière de l'Organisation et son évolution probable (A/C.5/974) et sur les prévisions de dépenses relatives à l'ONUC (A/5416) et à la FUNU (A/5187) pour 1963, et enfin, en ce qui concerne ces prévisions de dépenses, des rapports correspondants du Comité consultatif (ONUC: A/5421; FUNU: A/5274).

29. Après que la Cinquième Commission eut examiné les rapports susmentionnés, l'Assemblée générale a adopté, le 27 juin 1963, sur recommandation de cette Commission, les sept résolutions ci-après:

Résolution 1874 (S-IV), dans laquelle l'Assemblée a énoncé des principes généraux destinés à servir de guide pour la répartition du coût des opérations entraînant de lourdes dépenses que l'ONU pourra entreprendre à l'avenir en vue du maintien de la paix;

Résolution 1875 (S-IV), par laquelle l'Assemblée a pris des dispositions concernant le financement de la Force d'urgence des Nations Unies dans le Moyen-Orient (FONU) pendant le second semestre de 1963;

Résolution 1876 (S-IV), par laquelle l'Assemblée générale a pris des dispositions concernant le financement de l'Opération des Nations Unies au Congo (ONUC) pendant le second semestre de 1963;

Résolution 1877 (S-IV), dans laquelle l'Assemblée a fait appel aux Etats Membres qui demeurent en

retard dans le versement de leurs quotes-parts au Compte spécial de la FUNU et au Compte *ad hoc* pour l'ONUC afin qu'ils acquittent leurs arriérés;

Résolution 1878 (S-IV), par laquelle l'Assemblée a décidé que les obligations de l'Organisation des Nations Unies pourraient être vendues jusqu'à la fin de l'année 1963;

Résolution 1879 (S-IV), par laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général d'étudier l'intérêt qu'il y aurait à créer un fonds de la paix alimenté par des contributions volontaires, tant des Etats Membres que d'organisations et de particuliers, et les possibilités pratiques de créer ce fonds;

Résolution 1880 (S-IV), par laquelle l'Assemblée a décidé de maintenir en fonctions le Groupe de travail des Vingt et un⁵.

30. En attendant de prendre connaissance du rapport que le Secrétaire général établira pour la dix-huitième session de l'Assemblée générale, compte tenu de l'évolution de la situation depuis l'adoption des résolutions susmentionnées, le Comité consultatif se contente pour le moment de prendre note de la situation financière critique de l'Organisation, qui rend indispensable une politique de stricte austérité.

DEMANDES DE CRÉDITS ADDITIONNELS

31. Comme le Comité l'a indiqué au paragraphe 17, le Secrétaire général prévoit qu'il faudra majorer d'environ 800 000 dollars le total des crédits ouverts pour 1963. Les principales dépenses pour lesquelles ces crédits additionnels seront demandés ont déjà été engagées, pendant l'année 1963, en vertu de la résolution de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires, et avec l'assentiment préalable du Comité consultatif, comme il est spécifié dans ladite résolution.

32. Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale lors de la dix-septième session de celle-ci, le Comité consultatif a contesté qu'il fût souhaitable de continuer à assimiler des dépenses de ce type à des "dépenses imprévues et extraordinaires". Le Comité a fait valoir que nombre de ces dépenses n'étaient pas imprévues et que c'était seulement la ventilation détaillée et le montant de ces dépenses qui, avec les méthodes actuelles, ne se prêtaient pas à une estimation précise⁶.

33. Le Comité consultatif estime devoir appeler une fois de plus l'attention de l'Assemblée générale sur cette question. Ce n'est qu'à contrecoeur qu'il a donné son assentiment à certaines des demandes qui lui ont été présentées en 1963, car il n'était nullement convaincu que l'on pût raisonnablement considérer les dépenses en question comme "imprévues". Dans d'autres cas, si l'on pouvait soutenir que ces dépenses étaient "imprévues",

⁵ L'Assemblée a prié le Groupe de travail:

"a) De recommander une méthode spéciale pour la répartition équitable du coût de futures opérations de maintien de la paix entraînant de lourdes dépenses, dans la mesure où les dépenses en question ne sont pas autrement couvertes grâce à des arrangements convenus;

"b) D'examiner toutes suggestions relatives à d'autres sources de financement pour de futures opérations de maintien de la paix;

"c) D'étudier les moyens de réaliser un accord aussi large que possible entre tous les Etats Membres sur la question du financement de futures opérations de maintien de la paix."

⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-septième session, Supplément no 7 (A/5207), par. 18.

il ne faisait aucun doute, de l'avis du Comité, qu'elles n'étaient pas "imprévisibles".

34. En 1963, le Comité consultatif a été à nouveau saisi d'une demande de crédits additionnels présentée en vertu de la résolution relative aux "dépenses imprévues et extraordinaires" et qui découlait de la décision qu'un comité de l'Assemblée générale avait prise sans tenir compte de l'article 13.1 du règlement financier, aux termes duquel "aucun conseil, commission ou autre organe compétent ne peut prendre de décision entraînant des dépenses s'il n'a été saisi d'un rapport du Secrétaire général sur les incidences administratives et financières de la décision envisagée".

35. Le Comité consultatif a longuement hésité à donner suite à la demande qui lui était présentée car ce n'est qu'après qu'il eut été décidé de créer un organe subsidiaire que le Secrétaire général a reçu les renseignements dont il avait besoin pour calculer le coût probable des travaux que cet organe devait exécuter.

36. Après avoir examiné attentivement tous les éléments en jeu, le Comité consultatif a décidé de faire exception pour une fois et a donné son assentiment.

37. Le Comité recommande à l'Assemblée générale d'inviter une fois de plus les conseils, commissions et comités à se conformer strictement aux règles en vigueur.

RATIONALISATION DES ACTIVITÉS DE L'ORGANISATION

38. La nécessité de rationaliser l'ensemble des activités de l'Organisation a retenu, dès le début, l'attention de l'Assemblée générale et, bien que l'on se soit efforcé de temps à autre d'introduire plus d'ordre et de rigueur dans l'établissement du programme de travail de l'Organisation, les problèmes fondamentaux n'ont pas encore, de l'avis du Comité consultatif, reçu de solution.

39. Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale lors de la deuxième session de celle-ci⁷, le Comité consultatif déclarait qu'il ne faisait pas de doute qu'une des grandes causes de faiblesse du système financier de l'Organisation des Nations Unies tenait à ce que des programmes pouvaient être adoptés par des organes autres que l'Assemblée générale, alors que celle-ci était seule habilitée à ouvrir des crédits. Le problème consistait donc à mettre au point des méthodes permettant d'exercer un contrôle sur les décisions que prenaient, en matière de politique à suivre, les Conseils et les grandes commissions de l'Assemblée générale. C'est ainsi que l'Assemblée générale a été conduite à adopter, sur recommandation du Comité consultatif, un nouvel article du règlement financier (article 38, qui est devenu l'article 13.1 et l'article 13.2) ainsi conçu :

"Article 13.1: Aucun conseil, commission ou autre organe compétent ne peut prendre de décision entraînant des dépenses s'il n'a été saisi d'un rapport du Secrétaire général sur les incidences administratives et financières de la décision envisagée."

"Article 13.2: Lorsque, de l'avis du Secrétaire général, la dépense proposée ne peut être faite dans les limites des crédits ouverts, elle ne peut être engagée tant que l'Assemblée générale n'a pas voté les crédits nécessaires, à moins que le Secrétaire général ne certifie que la dépense peut être couverte dans les conditions prévues par la résolution de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires."

40. L'Assemblée générale a également adopté le nouvel article suivant de son règlement intérieur :

"Article 154

"Aucune commission ne recommandera de résolution comportant engagement de dépenses à l'approbation de l'Assemblée générale, sans que cette résolution soit accompagnée d'une prévision des dépenses préparée par le Secrétaire général. L'Assemblée générale ne tiendra compte d'aucune résolution susceptible, selon le Secrétaire général, d'entraîner des dépenses, tant que la Commission des questions administratives et budgétaires n'aura pas eu l'occasion de déterminer les incidences de cette proposition sur les prévisions budgétaires de l'Organisation des Nations Unies."

41. Le Comité consultatif estime que les dispositions ci-dessus ont beaucoup contribué à rendre plus efficace le contrôle du programme des activités de l'Organisation.

42. Il reste néanmoins à trouver le moyen de concilier les demandes concurrentes des conseils, commissions et comités et de réaliser la planification préalable indispensable pour que le programme ait une souplesse raisonnable et, en même temps, se maintienne dans le cadre des ressources disponibles. Le Comité a déclaré qu'à son avis, le programme des réunions et la portée des projets avaient déjà une telle ampleur que l'on courait sérieusement le risque de voir intervenir, sur le plan des résultats, la loi du rendement décroissant. Il a dit aussi que les divers conseils, commissions et comités prenaient, de leur côté et sans la coordination voulue, des décisions entraînant des dépenses considérables, tout particulièrement dans le domaine économique et social, où les activités se développent avec une grande rapidité.

43. L'Assemblée générale a étudié, à ses deuxième, troisième et quatrième sessions, diverses possibilités de remédier à la situation. Plusieurs solutions ont été proposées, mais rien de concret ne s'est dégagé des débats et la légère amélioration enregistrée jusqu'ici en ce qui concerne la question des priorités et de la coordination tient à la modération dont font preuve, d'une année à l'autre, les organes délibérants eux-mêmes. Le problème fondamental demeure entier, comme en témoigne la résolution 1797 (XVII) par laquelle l'Assemblée générale prie le Conseil économique et social d'établir un ordre de priorité des activités devant être inscrites au programme de travail et de revoir périodiquement ces priorités, compte tenu des besoins plus récents ou plus urgents, ainsi que des ressources dont on disposera vraisemblablement pour répondre à ces besoins.

44. A cet égard, le Comité consultatif a pris connaissance des utiles suggestions qu'a faites le Secrétaire général (E/3702)⁸ en vue d'aider le Conseil économique et social à donner suite à cette demande de l'Assemblée générale, ainsi que de la résolution 936 (XXXV) par laquelle, notamment, le Conseil invite ses commissions et comités "à passer en revue leurs programmes de travail et leurs priorités en fonction des besoins et des ressources disponibles, et en recherchant si les travaux proposés se prêtent à une action efficace de l'Organisation". Le Comité consultatif demande instamment au

⁸ Rapport du Secrétaire général sur les travaux du Conseil en 1963, que le Conseil examinera à sa trente-sixième session.

⁷ Ibid., deuxième session, Supplément n° 7 (A/336), par. 26.

Conseil d'étudier de près les suggestions du Secrétaire général.

45. Les faits sont les suivants : tous les ans, les commissions et comités du Conseil établissent séparément leurs programmes pour l'année suivante, et ce n'est qu'au mois de juillet que ces programmes sont examinés par le Conseil. Ainsi, bien que les prévisions budgétaires initiales soient présentées au Comité consultatif en mai-juin, une partie importante du programme global de l'ONU ne peut faire l'objet, à cette époque, d'une évaluation appropriée et n'est pas comprise dans le projet de budget ou n'y figure que pour mémoire. Le Secrétaire général est donc obligé de présenter ultérieurement des demandes de crédits révisées, de sorte que les gouvernements des Etats Membres doivent attendre les derniers mois de l'année pour avoir une vue d'ensemble du programme et du budget de l'exercice suivant et déterminer le montant de la contribution financière qu'ils seront appelés à fournir au budget. Il est évident que ce retard dans la présentation d'un projet de budget complet gêne les gouvernements des Etats Membres⁹ et nuit aussi à la bonne marche de l'Organisation.

46. Ces demandes de crédits révisées n'ont d'ailleurs pas un caractère définitif. En effet, depuis quelques années, il a toujours fallu, en cours d'exercice, ajouter au programme de travail approuvé diverses activités dont le financement, assuré à l'origine en vertu de la résolution relative aux "dépenses imprévues et extraordinaires" que l'Assemblée générale adopte tous les

⁹ Les Etats Membres ont d'autant plus de difficultés à saisir la pratique de l'ONU que leurs budgets approuvés sont en général inférieurs aux crédits initialement demandés.

ans, fait l'objet de demandes de crédits additionnels présentées à l'Assemblée générale en fin d'exercice.

47. Le tableau 3 indique le cycle budgétaire complet pour les exercices 1960, 1961, 1962 et une partie de celui de 1963. La différence entre le montant des crédits initialement demandés et le total des crédits ouverts est approximativement de 4 millions de dollars pour 1960 et 1961, de 12 millions de dollars pour 1962 et de 7 millions de dollars pour 1963, ce dernier chiffre ne comprenant pas les demandes de crédits additionnels dont le montant exact ne sera connu qu'à la fin de l'exercice. Compte non tenu des demandes de crédits additionnels, il ressort du tableau 3 qu'entre le mois de juillet, au cours duquel le Comité consultatif achève l'examen du projet de budget pour l'exercice suivant, et le mois de décembre, au cours duquel l'Assemblée générale approuve les ouvertures de crédits pour ce même exercice, le budget s'est trouvé augmenté de quelque 1,2 million de dollars pour 1960, de 5,5 millions de dollars pour 1961, de 8,5 millions de dollars pour 1962 et de 7,3 millions de dollars pour 1963. Ce gonflement des demandes de crédits initiales résulte, d'une part, des décisions prises par l'Assemblée générale elle-même vers la fin de l'année et, d'autre part, des décisions prises par le Conseil économique et social à sa session d'été. Les augmentations de crédits dues à la mise en route d'activités nouvelles ou au développement d'activités existantes dans le domaine économique et social, et approuvées à la veille même de l'exercice financier auquel elles se rapportent, se sont élevées à 521 100 dollars pour 1960, à 2 578 500 dollars pour 1961, à 2 050 650 dollars pour 1962 et à 1 886 100 dollars pour 1963.

Tableau 3

| | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 |
|--|-------------------------------|-------------------|-------------------|----------------------|
| | <i>Dollars des Etats-Unis</i> | | | |
| Crédits initialement demandés par le Secrétaire général..... | 61 863 200 | 67 453 750 | 73 533 500 | 86 649 500 |
| Crédits recommandés par le Comité consultatif..... | 61 213 300 | 66 510 900 | 72 402 850 | 84 683 450 |
| Ouvertures de crédits approuvées par l'Assemblée générale après présentation, par le Secrétaire général, de demandes de crédits révisées | 63 149 700 | 72 969 300 | 82 144 740 | 93 911 050 |
| Crédits additionnels..... | 2 585 200 | (1 320 000) | 3 673 480 | 800 000 ^a |
| TOTAL des crédits ouverts | 65 734 900 | 71 649 300 | 85 818 220 | 94 711 050 |

^a Estimation faite en juin 1963; de ce fait, le chiffre concernant le total des crédits ouverts pour cet exercice est également estimatif.

48. En ce qui concerne le programme économique et social pour 1964, le Comité consultatif constate avec inquiétude que de nombreux projets doivent être étudiés par le Conseil à sa trente-sixième session, en juillet 1963, qu'aucun crédit n'est encore demandé à ce titre dans le projet de budget pour 1964 et que, si le Conseil ne fait pas preuve de la plus grande modération, les dépenses supplémentaires à inscrire au budget de 1964 atteindront un chiffre élevé¹⁰, sans parler du surcroît de travail qui en résultera pour le Secrétariat, dont les ressources sont déjà sollicitées à l'extrême. Indépendamment de la Conférence sur le commerce et le développement — dont le lieu, l'ordre du jour provisoire,

la date, et les modalités d'organisation ne seront pas connus avant le milieu de juillet — les activités qui exigeront vraisemblablement un gonflement sensible des crédits demandés pour 1964 intéressent le développement industriel, la mise en valeur des ressources hydrauliques, la cartographie, l'habitation, la construction et la planification, ainsi que divers projets de recherche concernant la planification du développement économique et social et la création de bureaux sous-régionaux de la Commission économique pour l'Afrique.

49. Le Comité consultatif n'entend pas suggérer qu'il faille réduire, uniquement pour des raisons d'ordre budgétaire, des activités essentielles qui ont pour objet de favoriser le développement économique et social. Il reconnaît que le développement économique et social des pays qui viennent d'accéder à l'indépendance doit bénéficier d'une très haute priorité dans le programme

¹⁰ Ces demandes de crédits révisés se trouveront encore gonflées par le coût de toute conférence — par exemple la troisième Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques — pour laquelle il n'est pas demandé de crédits dans les prévisions initiales pour 1964.

de travail de l'ONU, mais il n'en est pas moins convaincu que la tâche est si vaste et si complexe, au regard des ressources disponibles, que c'est uniquement grâce à une planification à long terme et à un effort de concentration que les résultats justifieront la dépense d'énergie et d'argent. De l'avis du Comité, il est indispensable que le programme de toutes les activités prévisibles soit arrêté assez tôt pour qu'il en soit fait état dans les demandes de crédits initiales; toute activité prévisible qui ne pourrait y figurer devrait être remise à l'année suivante. C'est dans cet esprit que l'Assemblée générale a adopté la résolution 1449 (XIV), ainsi conçue:

"L'Assemblée générale,

"Rappelant sa résolution 1096 (XI) du 27 février 1957, relative à la présentation des demandes de crédits révisés,

"Désireuse de limiter au minimum les additions à un programme global de travail qui a déjà été établi pour une année donnée et sur lequel est fondé le projet de budget présenté par le Secrétaire général,

"Prie tous les organes de l'Organisation des Nations Unies de rechercher les moyens permettant de différer les nouveaux projets jusqu'à ce que le Secrétaire général puisse demander les crédits appropriés dans le projet de budget d'un exercice ultérieur, à moins qu'il ne s'agisse de projets présentant une importance et une urgence particulières ou qu'il ne soit pas possible de les mener à bien avec les crédits déjà ouverts en différant des projets relativement peu pressants."

50. Le Comité consultatif n'ignore pas que la responsabilité en la matière incombe aux gouvernements des Etats Membres, puisque c'est eux qui possèdent le droit d'initiative et de décision en ce qui concerne les travaux de l'Organisation. Il estime, néanmoins, que le problème fondamental des priorités et de la coordination ne sera résolu que si l'action des organes délibérants s'accommode d'une certaine discipline dans le cadre d'une procédure budgétaire rationnelle. Ce n'est que si le programme et le budget de l'Organisation sont présentés en temps voulu et sous forme d'un tout cohérent, que les gouvernements des Etats Membres, le Comité consultatif et l'Assemblée générale pourront les étudier en détail, compte tenu des objectifs visés et des ressources dont on dispose pour les atteindre.

51. Le Comité consultatif recommande vivement à l'Assemblée générale, ainsi qu'aux conseils, commissions et comités, de bien peser les considérations qui précèdent lorsqu'ils examineront leurs futurs programmes de travail. Il recommande notamment au Conseil économique et social de passer en revue l'ensemble de son programme, y compris le calendrier des réunions de ses commissions et comités, en vue de prendre les mesures qui sont nécessaires pour que le programme complet des activités économiques et sociales pour un exercice donné soit établi assez tôt pour figurer dans le projet de budget du Secrétaire général concernant cet exercice.

PROGRAMME DES CONFÉRENCES ET RÉUNIONS

52. Dans son rapport sur le projet de budget pour 1963¹¹, le Comité consultatif s'inquiétait de l'augmentation constante du nombre des séances que tiennent les organes des Nations Unies et dont le Secrétariat assure le service. Bien que le Comité ait instamment demandé qu'on fasse preuve de modération et qu'on rationalise

d'avantage le programme des conférences et réunions, la situation en 1963 est, à son avis, encore bien peu satisfaisante et il y a lieu de craindre que, si des mesures énergiques ne sont pas prises pour 1964, la demande ne dépasse de loin les possibilités.

53. Le tableau ci-après indique avec quelle rapidité s'est accru le nombre des conférences et des réunions tenues à New York et à Genève, au cours des exercices 1960, 1961 et 1962.

| Années | Nombre de réunions | |
|-----------|--------------------|--------|
| | New York | Genève |
| 1960..... | 1 489 | 1 280 |
| 1961..... | 2 052 | 1 556 |
| 1962..... | 2 219 | 2 012 |

54. Cette évolution ne revêt sa pleine signification que si l'on met en regard les mesures prises ces dernières années par l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et le Secrétaire général pour rationaliser davantage le programme des conférences et réunions.

55. Par sa résolution 1202 (XII) du 13 décembre 1957, l'Assemblée générale a arrêté certains principes régissant l'établissement du plan des réunions et conférences de l'Organisation des Nations Unies et leur financement pour la période 1958-1962, afin de permettre l'emploi le plus rationnel et le plus économique des ressources de l'Organisation et de faciliter la participation effective des Etats Membres.

56. En décembre 1962, le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale un rapport¹² dans lequel, notamment, il signalait l'augmentation du nombre des conférences et réunions concernant les activités économiques et sociales et appelait l'attention de l'Assemblée générale sur le volume de travail auquel le Secrétariat avait à faire face pour assurer les services de conférence voulus. Le Secrétaire général déclarait ce qui suit: "Le volume du programme des conférences préoccupe de plus en plus, semble-t-il, tant les membres de l'Assemblée générale que ceux des organes principaux. Le temps dont on dispose pour les travaux préparatoires de fond est si court que le résultat effectif des conférences risque de s'en trouver compromis, et les répercussions financières de cet état de choses sont très importantes. En outre, du fait de la très grande concentration des réunions entre les sessions ordinaires de l'Assemblée, on éprouve de grandes difficultés à bien échelonner la présentation des rapports des organes subsidiaires aux organes dont ils relèvent et donc à observer les dispositions du règlement intérieur qui ont trait à la question." Après avoir rappelé certaines décisions — notamment la résolution 909 (XXXIV) du Conseil économique et social, concernant la "concentration des activités, l'établissement d'un calendrier plus rationnel des conférences et la coordination des missions d'enquête" — qui pouvaient, dans une certaine mesure, atténuer les difficultés actuelles et après avoir évoqué certains problèmes particuliers qui se poseraient en 1964 du fait du programme de gros travaux d'aménagement qui serait exécuté au Siège, le Secrétaire général indiquait qu'il pourrait y avoir intérêt à réexaminer la

¹¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-septième session, Supplément n° 7 (A/5207), par. 22 à 27.

¹² Ibid., Annexes, point 65 de l'ordre du jour, document A/5317.

question du plan des conférences lors de la dix-huitième session de l'Assemblée générale.

57. Le Comité consultatif a fait sienne la suggestion du Secrétaire général et a recommandé que l'Assemblée générale proroge jusqu'au 31 décembre 1963 l'application des dispositions de la résolution 1202 (XII), compte tenu d'une ou deux modifications relatives aux sessions de certains organes.

58. Par sa résolution 1851 (XVII), l'Assemblée générale a adopté cette recommandation et invité le Secrétaire général à appeler l'attention des organes compétents sur l'importance et l'urgence des mesures visant à améliorer la situation qui étaient exposées au paragraphe 11 du rapport du Secrétaire général, ainsi que sur la nécessité de faire preuve de modération lorsqu'ils arrêteraient le programme de leurs réunions à New York pour 1964.

59. En décembre 1962, avant que l'Assemblée générale n'adoptât sa résolution 1851 (XVII) le Secrétaire général a suggéré au Conseil économique et social de procéder à un nouvel examen du programme des réunions de ses commissions techniques, de ses commissions régionales et de ses organes subsidiaires en vue de rationaliser le nombre et la fréquence de ces réunions (E/3702, par. 9 à 13). Il précisait que ses suggestions "relatives au nombre et à la fréquence des réunions et des conférences sont inspirées largement par le fait que, outre les difficultés matérielles rencontrées en ce qui concerne l'organisation des conférences, les ressources consacrées à la préparation de la documentation officielle nécessaire à ces réunions ont souvent dû être prélevées sur celles que l'on destinait à des recherches et à des évaluations d'une importance primordiale, à la fois pour l'adoption de décisions de principe par les organismes subsidiaires du Conseil, le Conseil lui-même et l'Assemblée générale, et pour l'exécution des opérations".

60. Après que l'Assemblée générale eut adopté sa résolution 1851 (XVII), le Secrétaire général a présenté au Conseil un nouveau rapport (E/3741) dans lequel il signalait à son attention certaines des principales considérations qui auraient une incidence sur le programme des conférences pour 1964. Dans ce rapport, le Secrétaire général concluait qu'étant donné la situation difficile dans laquelle l'Organisation se trouverait en 1964 en ce qui concerne les locaux et les services de conférence disponibles tant à New York qu'à Genève, il n'y avait d'autre solution que d'appliquer la recommandation faite par le Comité consultatif en 1960¹³ et tendant à rendre bisannuelles les sessions des commissions techniques et autres organes subsidiaires du Conseil économique et social qui ne l'étaient pas encore. Le Secrétaire général soumettait à l'examen du Conseil plusieurs suggestions, dont l'adoption contribuerait nettement à améliorer la situation en 1964 et représenterait, pour les années à venir, un progrès important dans la voie de la rationalisation du programme d'ensemble des conférences et réunions.

61. Par sa résolution 936 (XXXV), le Conseil économique et social a décidé qu'il examinerait les propositions du Secrétaire général lors de sa trente-sixième session, qui devait se tenir à Genève, en juillet 1963. D'autre part, il a invité les commissions économiques régionales, les commissions techniques et les comités permanents du Conseil à étudier le nombre et le calendrier de leurs réunions et des réunions de leurs

organes subsidiaires en vue de supprimer celles qui n'étaient pas indispensables et de réduire la fréquence des autres.

62. Le Comité consultatif constate avec regret que malgré les appels réitérés à la rationalisation et à la modération qui ont été lancés au cours des cinq dernières années, les résultats pratiques sont moins qu'encourageants. De plus, le Conseil ayant renvoyé à sa trente-sixième session (juillet 1963) toute décision concernant son programme de réunions pour 1964 et celui de ses organes subsidiaires, le Secrétaire général se trouve dans l'impossibilité, d'ici la fin de la session du Conseil, c'est-à-dire d'ici le mois d'août 1963, de donner aux gouvernements des Etats Membres toutes précisions utiles sur son projet de budget pour 1964. Pour les raisons indiquées plus haut, le Comité consultatif estime qu'un tel état de choses est des plus regrettables.

63. Le Comité consultatif constate en outre que la Commission des questions sociales, après avoir pris note du rapport dans lequel le Secrétaire général recommandait la suppression de la session de 1964 de la Commission (E/3741, par. 12) et de la résolution 936 (XXXV) du Conseil économique et social, en date du 11 avril 1963, qui est mentionnée plus haut, a décidé, le 9 mai 1963, de réaffirmer son désir de continuer à tenir des sessions annuelles et proposé que sa session de 1964 se tienne à Genève, ou ailleurs s'il n'était pas possible à la Commission de se réunir à Genève (E/CN.5/280). En outre, elle a décidé de recommander au Conseil économique et social de créer un nouveau groupe spécial qui se réunirait en 1964 avant la session annuelle que la Commission se propose de tenir cette année-là. De même, le Comité consultatif constate que le Comité du développement industriel, récemment créé, tient deux sessions par an et se réunit en outre entre les sessions. La Commission des droits de l'homme et la Commission de la condition de la femme ont exprimé l'une et l'autre le désir de siéger en 1964, et la première est à la recherche d'un lieu de réunion, puisque ni New York ni Genève ne pourront vraisemblablement l'accueillir.

64. Ce ne sont là que quelques exemples de la tendance qu'ont les organes subsidiaires à insister auprès des organes dont ils relèvent, non seulement pour conserver un programme de réunions déjà surchargé, mais encore pour y ajouter. Le Comité consultatif est d'avis que le moment est venu pour les organes principaux d'exercer un contrôle sur le programme des réunions de leurs organes subsidiaires.

65. Tout en reconnaissant que les travaux d'aménagement qui doivent être exécutés en 1964 à New York et à Genève contribueront dans une large mesure à réduire les installations de conférence dont on disposera cette année-là, le Comité consultatif est convaincu que la situation ainsi créée ne fait que mieux mettre en lumière l'absolue nécessité de prendre d'urgence des mesures énergiques pour que le programme des conférences et réunions tienne effectivement compte des réalités et que ses buts essentiels puissent être atteints.

66. Comme le Comité consultatif l'a fait observer dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale lors de la quinzième session de celle-ci¹⁴, l'incidence véritable des conférences et réunions ne saurait se mesurer simplement aux dépenses entraînées par le

¹³ *Ibid.*, quinzième session, Supplément n° 7 (A/4408), par. 44.

¹⁴ *Ibid.*, par. 42.

service des séances. La réussite d'une conférence ou d'une réunion dépend en grande partie de la qualité des travaux préparatoires. Ces travaux, qui exigent beaucoup de soin et d'étude de la part du Secrétariat, finissent par atteindre un tel volume que leur exécution ne peut que porter gravement atteinte à l'accomplissement des tâches courantes. Si, de l'avis du Secrétaire général, il est impossible de préparer une réunion comme il convient ou d'en assurer le service d'une manière satisfaisante, soit parce que les moyens nécessaires font défaut, soit parce qu'on ne pourrait les mettre en œuvre qu'en compromettant gravement d'autres travaux considérés comme d'importance majeure pour les organes délibérants eux-mêmes, le Comité estime que ces derniers ne devraient pas hésiter à retarder ou même à annuler la réunion envisagée.

67. La prolifération des conférences et réunions crée aussi de graves problèmes pour les gouvernements des Etats Membres. Certains d'entre eux ont signalé combien il leur est difficile de se faire représenter comme il convient ou d'assumer les charges financières et administratives qui découlent d'un tel programme. D'autres se sont déclarés submergés sous le flot des documents qu'ils doivent étudier pour se préparer aux réunions.

68. Le Comité consultatif constate qu'il se manifeste depuis quelque temps une tendance à organiser des conférences et des réunions ailleurs qu'à New York, à Genève ou au siège d'un bureau régional. Si l'encombrement des principaux centres d'activité s'en trouve incontestablement diminué, il demeure tout aussi difficile d'assurer le service de ces conférences et réunions. En effet, les moyens dont dispose le Secrétariat à cet égard sont limités et on ne peut répondre aux besoins qu'en recrutant du personnel temporaire. Les dépenses de l'ONU concernant ce personnel temporaire se sont élevées à quelque 477 350 dollars en 1960, à 763 500 dollars en 1961 et à 739 750 dollars en 1962. De plus, il ne faut pas oublier que même si l'Assemblée générale vote les crédits nécessaires, il n'existe qu'une réserve assez limitée de personnel temporaire qualifié (interprètes, réviseurs, traducteurs, rédacteurs de comptes rendus) et que l'ONU se heurte sur ce terrain à la concurrence des institutions spécialisées et des autres organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux dont les conférences et réunions se déroulent parallèlement à celles de l'Organisation. Eu égard aux disponibilités limitées en personnel de conférence, le Comité estime que si la demande dont il fait l'objet n'est pas réduite de façon décisive, il faudra inévitablement en venir à se contenter d'un personnel moins qualifié.

69. Il convient aussi de parler de la documentation, dont une partie relève des travaux préparatoires et dont le reste est imprimé pendant ou après la réunion, sous forme de documents de travail, de rapports et de comptes rendus analytiques des débats. Le volume de cette documentation s'est accru d'année en année dans des proportions encore plus considérables que le nombre des conférences et réunions, de sorte que le Secrétariat est débordé et que les documents en retard s'accumulent. Indépendamment de la capacité de production du Secrétariat, il est bien évident que si les gouvernements des Etats Membres ne reçoivent pas les documents suffisamment tôt avant l'ouverture de la réunion, leurs représentants ne pourront procéder aux consultations nécessaires, ni arrêter leur position avant de s'y

rendre. Le Comité consultatif a appris que la documentation destinée à la trente-sixième session du Conseil économique et social représente environ 8 000 pages, dont moins de la moitié ont été distribuées dans les délais prescrits par le Conseil.

70. Le Comité tient à rappeler que, conformément à l'article 13.1 du règlement financier, l'organe délibérant doit, avant d'autoriser une réunion entraînant des dépenses, être saisi d'un rapport du Secrétaire général sur les incidences administratives et financières de la décision envisagée. Il est évident que pour être en mesure de donner à l'organe délibérant un avis sur l'ensemble des incidences de la proposition en question et de faire savoir si les ressources disponibles permettent d'y donner suite, le Secrétaire général doit être en possession de renseignements précis, notamment sur le lieu où se tiendra la réunion, sa durée, les organes subsidiaires éventuellement nécessaires — comités préparatoires, groupes consultatifs — le nombre des participants, les installations nécessaires et le personnel de conférence dont on aura besoin ainsi que sur la nature et le volume de la documentation. Le Comité constate avec regret que les dispositions de cet article du règlement financier ne sont pas toujours observées.

71. Le Comité consultatif est convaincu que le programme de réunions proposé pour 1964 dépasse de beaucoup les ressources matérielles et humaines dont dispose le Secrétariat. Même s'il était possible d'organiser certaines de ces réunions ailleurs qu'à New York et à Genève, le Comité doute qu'il soit souhaitable qu'elles aient lieu si elles ne peuvent être préparées comme il convient et dotées des services dont elles ont besoin. Le Comité est également fondé à penser qu'un assez grand nombre d'Etats Membres ne seraient pas en mesure de faire face à tout ce qu'exige de leur part le plan global des conférences et réunions. Bien qu'il appartienne au Conseil lui-même d'arrêter le plan de ses réunions, le Comité consultatif lui demande instamment d'accepter les suggestions que le Secrétaire général a faites au paragraphe 12 de son rapport (E/3741). Leur adoption constituerait un progrès important dans la voie de la rationalisation des travaux de l'Organisation.

72. Un allègement du programme des conférences et réunions pour 1964 apporterait un répit provisoire au Secrétariat et aux gouvernements des Etats Membres. Cela dit, le Comité consultatif est fermement convaincu que les conférences et réunions ne conserveront toute leur efficacité dans le cadre des activités globales de l'Organisation que si les organes délibérants sont disposés à concevoir rationnellement leurs programmes futurs, à faire preuve de la plus grande modération en la matière et à consentir des sacrifices le cas échéant. Il importe au plus haut point qu'ils veillent à orienter les ressources disponibles vers la mise en œuvre d'un programme de priorités minutieusement établi, au lieu de les disperser aux fins de l'exécution d'un plan de réunions spéciales toujours plus nombreuses que le Secrétariat et les gouvernements des Etats Membres ne seraient pas en mesure de bien préparer, dont le service ne serait pas assuré de manière satisfaisante et dont l'utilité serait loin d'être à la mesure des efforts déployés et des dépenses faites.

73. Ni le Secrétaire général ni le Comité consultatif ne peuvent appliquer, en ce qui concerne l'ordre de priorité ou le choix des réunions et conférences, des critères tels qu'il soit possible de limiter à un chiffre

donné le nombre total des conférences et réunions prévues pour une année. Il se peut cependant que si l'Assemblée fixe un plafond absolu pour le nombre des réunions principales, le Conseil économique et social se sente à même de procéder à un choix chaque année. Certes, il peut paraître difficile d'appliquer de telles mesures d'austérité pendant les premières années d'une décennie que l'Assemblée générale elle-même a proclamée "Décennie des Nations Unies pour le développement", mais le Comité consultatif estime que le succès de la Décennie du développement n'est pas lié au nombre des réunions et conférences qui se tiendront pendant cette période. Si l'Assemblée désire concilier les initiatives particulières et les restrictions générales qu'elle a énoncées dans sa résolution 1851 (XVII), elle devra trouver un moyen de freiner quelque peu la tendance à organiser des réunions. L'autre solution consisterait à faire, pour chaque domaine d'activité, une analyse de toutes les conférences et réunions et à rechercher de quelle manière on pourrait procéder à un certain regroupement de leurs travaux.

74. Les observations du Comité consultatif sur la rationalisation du programme des conférences et réunions s'appliquent plus spécialement à l'ONU, mais le Comité considère que les principes de base intéressent aussi les institutions spécialisées, qui ont des besoins analogues en installations et en personnel de conférence qualifié. Le Comité consultatif compte donc que les organes délibérants des institutions spécialisées coopéreront pleinement à la rationalisation du programme global des conférences et réunions des organismes des Nations Unies.

RESSOURCES EN PERSONNEL

75. Dans le septième rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale lors de la dix-septième session de celle-ci, le Comité consultatif constatait que le projet de budget pour 1963 prévoyait d'appréciables augmentations de l'effectif de plusieurs services du Département des affaires économiques et sociales et des Commissions régionales. Le Secrétaire général avait dit de ces augmentations qu'elles étaient liées à "un premier accroissement contrôlé du personnel", justifié par le fait que "les gouvernements des Etats Membres avaient, à une majorité écrasante, exprimé le désir de voir les activités de l'Organisation continuer à se développer"¹⁵.

76. En invitant instamment l'Assemblée générale à examiner de très près ce passage éventuel d'une politique de stabilisation à une politique d'accroissement contrôlé du personnel, le Comité consultatif recommandait d'éviter tout accroissement des effectifs — même contrôlé — tant qu'il ne serait pas évident que le personnel actuel était dans l'impossibilité absolue d'absorber le surcroît de travail résultant de décisions nouvelles des divers organes de l'ONU¹⁶. Tout en reconnaissant que le Secrétaire général ne pouvait être tenu pour responsable des incidences de décisions de ces organes, notamment du Conseil économique et social, qui impliquaient un accroissement ou une intensification des activités, le Comité n'avait pas cru pouvoir approuver une politique d'accroissement des effectifs tant qu'une étude approfondie ne lui aurait pas permis d'acquiescer la certitude que les ressources existantes étaient utilisées au maximum. En revanche, le Comité acceptait certaines

augmentations de l'effectif en les considérant comme des cas d'espèce et sans préjuger la question fondamentale de la politique à suivre pour l'avenir¹⁷.

77. Le Comité consultatif note que le Secrétaire général ne demande pas d'augmentation du nombre des postes permanents pour 1964. Le Secrétaire général explique qu'il "a pris cette décision dans le cadre de la politique d'accroissement contrôlé du personnel qu'il a exposée dans son avant-propos au projet de budget pour l'exercice 1963 et qu'il a ultérieurement explicitée dans la déclaration qu'il a faite, le 4 octobre 1962, à la Cinquième Commission. Le Secrétaire général se sent en particulier tenu d'acquiescer la certitude que la totalité des ressources en personnel dont il dispose, y compris les nouveaux postes approuvés par l'Assemblée générale pour 1963, est pleinement utilisée, avant de demander une nouvelle augmentation des effectifs pour faire face à des programmes nouveaux ou qui prennent de l'ampleur. Tant que des candidats qualifiés n'auront pas été recrutés pour pourvoir les nouveaux postes mentionnés ci-dessus et tant que les études sur l'utilisation des ressources en personnel, en particulier dans le secteur économique et social, qui ont été entreprises conformément au vœu formulé par l'Assemblée générale à sa dix-septième session, n'auront pas été terminées, le Secrétaire général n'est pas en mesure d'affirmer que cette condition préalable se trouve effectivement remplie¹⁸." Le Secrétaire général ajoute qu'il "a jugé bon, néanmoins, d'examiner dans un passage ultérieur du présent article l'évolution du volume de travail dans les principaux secteurs d'activité du Secrétariat, évolution dont dépendra le maintien éventuel à l'avenir d'une politique d'accroissement contrôlé du personnel. Ce faisant, le Secrétaire général espère pouvoir montrer une fois encore que l'évolution de la situation dépend beaucoup, de son côté, de la mesure dans laquelle les Etats Membres eux-mêmes sont disposés à faire preuve d'une certaine rigueur en élaborant les programmes de travail, en établissant un ordre de priorité plus strict pour l'exécution de ces programmes et en se montrant plus raisonnables lorsqu'il s'agit de fixer des dates limites pour l'achèvement des études et rapports et d'arrêter la date des conférences¹⁹." Le Comité consultatif appuie sans réserve cet appel du Secrétaire général.

78. Le Comité note que malgré le désir qu'a exprimé le Secrétaire général de maintenir le nombre des postes permanents au niveau de 1963, il est proposé d'ajouter à ces postes quelque 60 "postes temporaires", représentant une dépense supplémentaire de 400 000 dollars. Le Comité examine la question plus en détail dans les paragraphes 150 à 153 du présent rapport.

79. Le Comité constate avec inquiétude qu'indépendamment de la sensible augmentation des effectifs du personnel temporaire demandée par le Secrétaire général, il est question à plusieurs reprises, à l'article 1^{er} (Postes permanents) du chapitre 3 du projet de budget pour 1964, de la nécessité d'accroissements appréciables de l'effectif dont l'ampleur apparaîtra plus clairement après examen des rapports dont le Conseil sera saisi à sa trente-sixième session, en juillet 1963. Ces accroissements sont liés: i) à une accélération, une expansion ou une intensification éventuelle des travaux dans les

¹⁵ Ibid., dix-septième session, Supplément n° 7 (A/5207), par. 36.

¹⁶ Ibid., par. 38.

¹⁷ Ibid., par. 41.

¹⁸ Ibid., dix-huitième session, Supplément n° 5 (A/5505), p. 21.

¹⁹ Ibid.

domaines du développement industriel, de la mise en valeur des ressources hydrauliques et de la déminéralisation des eaux, de la planification économique, de l'habitation et de l'urbanisme; ii) à l'élaboration de divers ouvrages et manuels; iii) à la création de nouveaux bureaux sous-régionaux de la Commission économique pour l'Afrique.

80. Le Comité note que les accroissements d'effectifs et autres augmentations découlant des décisions que le Conseil prendra en juillet se refléteront dans les demandes de crédits révisées qui seront présentées à l'Assemblée générale lors de sa dix-huitième session.

81. De l'avis du Comité consultatif, il existe de solides raisons pour que le Conseil évite de prendre, à sa session de juillet, des décisions qui exigeraient de tels accroissements. En raison de la politique "d'aménagement optimum du dispositif d'ensemble et de son maintien dans les limites acquises" que le Secrétaire général s'est assignée et tant que ne seront pas achevées les études sur l'utilisation des effectifs dans le secteur économique et social qu'a demandées l'Assemblée générale, le Comité consultatif pourrait difficilement recommander une expansion des activités qui ne serait pas compensée par une réduction des projets de moindre priorité ou par d'autres économies permettant de libérer les ressources, tant humaines que financières, dont on a besoin.

ACTION DANS LE DOMAINE DE L'INFORMATION

82. Dans ses résolutions 1335 (XIII) et 1405 (XIV) concernant l'action de l'ONU dans le domaine de l'information, l'Assemblée générale a formulé certains principes directeurs et, notamment, une "politique de stabilisation budgétaire". Dans son rapport du 16 juin 1959²⁰, le Secrétaire général a défini cette politique, dont les principaux éléments sont les suivants:

a) Stabilisation au niveau actuel du nombre des administrateurs affectés à l'information;

b) Détachement d'autres administrateurs — dans les limites du tableau d'effectifs approuvé — aux fins de l'exécution de travaux de production hors du Siège;

c) Utilisation maximum, chaque fois que cela est possible, des ressources de personnel combinées du Secrétariat, y compris les fonctionnaires du BAT, pour faire face aux tâches nouvelles qu'exige le fonctionnement des centres d'information;

d) Stabilisation des dépenses d'exploitation (fournitures pour la radio, le cinéma, la photographie et la télévision, et travaux contractuels d'imprimerie) au montant total actuellement approuvé, sous réserve des augmentations qui pourraient être compensées par des recettes supplémentaires;

e) Pour les dépenses locales, y compris les dépenses de personnel local des centres d'information, crédits suffisants pour permettre un fonctionnement efficace.

83. Le Comité note que, pour 1964, les prévisions de dépenses relatives au Service de l'information dépassent de 33 000 dollars le plafond de 6 millions de dollars approuvé par l'Assemblée générale pour 1963. Le Comité consultatif estime néanmoins que ces dépenses pourraient être maintenues à un niveau encore plus bas. Il demande donc instamment que l'on examine périodiquement les divers éléments du programme d'information en cherchant à atteindre les objectifs sui-

vants: a) réaliser le maximum d'économies sur les dépenses d'administration et les frais généraux; b) tirer le meilleur parti possible, dans l'ensemble du monde, des ressources financières disponibles; c) répartir les ressources entre les divers moyens d'information de la façon la plus efficace.

84. La nécessité de réduire les dépenses d'administration est si évidente que le Comité se contentera pour le moment de signaler deux postes de dépenses qui, à son avis, sont loin d'être justifiés. Ce sont: a) les deux réunions régionales des directeurs des centres d'information prévues pour 1964 à Santiago et à Genève, et b) la publication de *Coup d'œil*. Ces deux postes sont examinés plus en détail au paragraphe 187 et aux paragraphes 245 et 246 du présent rapport.

85. Pour ce qui est de l'utilisation optimum des ressources financières disponibles, le simple bon sens exigerait, semble-t-il, que le développement des activités du Service de l'information dans les pays nouvellement indépendants et les pays en voie de développement s'accompagne d'une réévaluation continue des programmes dans d'autres pays où les moyens d'information sont plus développés et où les activités du Service de l'information pourraient être réduites progressivement. De l'avis du Comité consultatif, il y a, semble-t-il, plusieurs raisons d'éviter que les travaux du Service de l'information fassent double emploi avec ceux des organismes nationaux d'information, qui disposent en général de moyens beaucoup plus importants. Quoi qu'il en soit, eu égard au peu de ressources dont il dispose, le Service de l'information ne peut espérer que compléter l'action des moyens d'information nationaux et, comme il sera appelé à ouvrir un nombre toujours plus grand de centres d'information dans les pays nouvellement indépendants, il doit réduire son action dans d'autres régions du monde, ne serait-ce que pour s'en tenir au plafond budgétaire fixé par l'Assemblée générale. Autrement dit, il s'agit ici encore de classer selon un ordre de priorité les diverses tâches qui entrent en concurrence lorsque l'on a à employer les ressources limitées dont on dispose.

86. Le choix du moyen d'information le plus efficace est également, en pratique, une question de priorités. Etant donné le développement des activités d'information de l'Organisation dans les pays en voie de développement où, pour des raisons d'ordre historique, les moyens modernes comme la radio et, dans certaines régions, la télévision jouent maintenant, dans la diffusion des informations, le rôle que les textes écrits tenaient traditionnellement dans des pays plus anciens, l'importance relative des divers moyens d'information dans le programme du Service de l'information s'est modifiée au cours des années. A ce sujet, le Comité pense que le Secrétaire général pourrait envisager d'accélérer ce processus d'adaptation à l'évolution des besoins du monde moderne, en prenant les dispositions voulues pour que le programme d'action dans le domaine de l'information fasse, de façon continue ou à intervalles réguliers, l'objet d'un examen approfondi. Cet examen aurait essentiellement pour objectif de modifier la place faite aux divers moyens d'information dans le programme de l'ONU de façon à répondre le plus rapidement possible à toute variation de la demande, ce qui garantirait l'utilisation optimum des crédits affectés à l'information.

87. En dernière analyse — et à supposer que l'administration et l'exécution du programme d'information de

²⁰ Ibid., quatorzième session, Annexes, point 52 de l'ordre du jour, document A/4122, par. 18.

l'ONU soient aussi efficaces qu'elles peuvent l'être — il incombe à l'Assemblée générale de trancher une question de principe en décidant quelle est la part des ressources limitées de l'Organisation qui doit être utilisée pour fournir toute l'assistance possible aux Etats Membres, et avant tout aux pays nouvellement indépendants et aux pays en voie de développement, et quelle est la part de ces ressources que l'Organisation doit employer pour faire connaître au monde l'action qu'elle mène en ce domaine.

88. Dans les circonstances présentes et eu égard à la politique d'aménagement optimum du dispositif d'ensemble et de son maintien dans les limites acquises que le Secrétaire général s'est assignée, le Comité consultatif recommande de conserver pour 1964 le plafond de 6 millions de dollars qui a été fixé par l'Assemblée. Les diverses réductions que le Comité consultatif recommande d'opérer sur les crédits demandés par le Secrétaire général suffiraient à ramener les dépenses d'information au-dessous de ce plafond. Le Comité a tenu compte de ces réductions pour déterminer le montant des crédits dont, au chapitre II du présent rapport, il recommande l'ouverture aux divers chapitres du budget.

PROJETS DE RESOLUTION

89. On trouvera dans les appendices I, II et III au présent chapitre le texte des trois projets de résolution ci-après recommandés par le Comité consultatif pour 1964:

- I. — Projet de résolution concernant le budget de l'exercice 1964;
- II. — Projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires;
- III. — Projet de résolution relatif au Fonds de roulement.

PROJET DE RESOLUTION CONCERNANT LE BUDGET DE L'EXERCICE 1964

90. Le projet de résolution soumis par le Secrétaire général en ce qui concerne le budget de l'exercice 1964 est pratiquement identique par sa présentation à celui que l'Assemblée générale a adopté pour 1963 [résolution 1861 A, B et C (XVII), du 20 décembre 1962]. Ce projet de résolution se compose de trois parties, qui ont trait, la partie A, à l'ouverture de crédits budgétaires,

la partie B, aux prévisions de recettes, et la partie C, à l'exécution du budget. Le texte du projet de résolution présenté par le Comité consultatif à l'appendice I est identique à celui du projet proposé par le Secrétaire général, si ce n'est que les montants qui y sont inscrits reflètent les recommandations que le Comité consultatif formule dans le présent rapport au sujet des chapitres du projet de budget qui ont trait aux dépenses et de ceux qui ont trait aux recettes.

91. Le Comité consultatif croit bon d'appeler l'attention de l'Assemblée générale sur ses observations relatives aux chapitres 13 à 17 (Programmes techniques). Comme il l'explique au paragraphe 293, il a décidé de ne présenter que plus tard ses recommandations sur les crédits demandés à ces chapitres. En attendant, les chiffres proposés par le Secrétaire général ont été repris dans le projet de résolution.

PROJET DE RESOLUTION RELATIF AUX DEPENSES IMPREVUES ET EXTRAORDINAIRES

PROJET DE RESOLUTION RELATIF AU FONDS DE ROULEMENT

92. Dans les appendices II et III au présent rapport, le Comité consultatif recommande à titre provisoire — au sujet des dépenses imprévues et extraordinaires pour 1964 et du Fonds de roulement pour 1964, respectivement — deux projets de résolution dont la présentation et la teneur sont identiques à celles des projets présentés par le Secrétaire général.

93. En ce qui concerne le projet de résolution relatif au Fonds de roulement, le Comité consultatif tient à rappeler que, par sa résolution 1863 (XVII) du 20 décembre 1962, l'Assemblée générale a décidé: a) que le Fonds de roulement serait fixé à 40 millions de dollars des Etats-Unis pour l'exercice prenant fin le 31 décembre 1963; b) qu'elle réexaminerait à sa dix-huitième session, compte tenu du rapport que présentera le Secrétaire général, le montant auquel il convient de maintenir le Fonds de roulement. Le Comité consultatif n'est donc pas en mesure, pour le moment, de formuler des observations et le chiffre de 40 millions de dollars a été conservé en attendant que l'Assemblée générale réexamine la question à sa dix-huitième session.

TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS DEMANDÉS PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET DES CRÉDITS RECOMMANDÉS PAR LE COMITÉ CONSULTATIF

| Chapitres | <i>Crédits demandés par le Secrétaire général pour 1964</i> | <i>Crédits recommandés par le Comité consultatif</i> | <i>Diminutions</i> |
|-----------|---|--|--------------------|
|-----------|---|--|--------------------|

Dollars des Etats-Unis

A. — ORGANISATION DES NATIONS UNIES

TITRE PREMIER. — *Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions et comités; réunions et conférences spéciales*

| | | | |
|---|-----------|-----------|--------|
| 1. Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires | 1 237 500 | 1 148 100 | 89 400 |
| 2. Réunions et conférences spéciales | 180 200 | 180 200 | — |

Observations d'ensemble sur le projet de budget pour 1964

TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS DEMANDÉS PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET DES CRÉDITS RECOMMANDÉS PAR LE COMITÉ CONSULTATIF (suite)

| Chapitres | Crédits demandés par le Secrétaire général pour 1964 | Crédits recommandés par le Comité consultatif | Diminutions |
|--|---|---|-------------|
| A. — ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite) | | | |
| Dollars des Etats-Unis | | | |
| TITRE II. — Dépenses de personnel et dépenses connexes | | | |
| 3. Traitements et salaires..... | 45 343 000 | 45 013 980 | 329 020 |
| 4. Dépenses communes de personnel..... | 10 424 000 | 10 325 000 | 99 000 |
| 5. Frais de voyage du personnel..... | 2 070 000 | 1 975 000 | 95 000 |
| 6. Versements prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représentation..... | 105 000 | 105 000 | — |
| TITRE III. — Bâtiments, matériel et charges communes | | | |
| 7. Bâtiments et amélioration des locaux..... | 6 034 500 | 6 034 500 | — |
| 8. Matériel et installations..... | 504 500 | 460 000 | 44 500 |
| 9. Entretien, utilisation et location des locaux..... | 3 694 750 | 3 600 000 | 94 750 |
| 10. Frais généraux..... | 4 133 400 | 4 000 000 | 133 400 |
| 11. Imprimerie..... | 1 481 600 | 1 438 500 | 43 100 |
| TITRE IV. — Dépenses spéciales | | | |
| 12. Dépenses spéciales..... | 7 712 800 | 7 712 800 | — |
| TITRE V. — Programmes techniques | | | |
| 13. Développement économique..... | 2 250 000 | 2 250 000 ^a | — |
| 14. Activités sociales..... | 2 105 000 | 2 105 000 ^a | — |
| 15. Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme. | 140 000 | 140 000 ^a | — |
| 16. Administration publique..... | 1 830 000 | 1 830 000 ^a | — |
| 17. Contrôle des stupéfiants..... | 75 000 | 75 000 ^a | — |
| TITRE VI. — Missions spéciales et activités connexes | | | |
| 18. Missions spéciales..... | 2 388 600 | 2 350 000 | 38 600 |
| 19. Service mobile de l'Organisation des Nations Unies..... | 1 565 700 | 1 525 700 | 40 000 |
| TITRE VII. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés | | | |
| 20. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.. | 2 371 200 | 2 275 000 | 96 200 |
| B. — COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE | | | |
| TITRE VIII. — Cour internationale de Justice | | | |
| 21. Cour internationale de Justice..... | 964 600 | 955 000 | 9 600 |
| RÉCAPITULATION | | | |
| Crédits demandés par le Secrétaire général..... | | | 96 611 350 |
| Crédits recommandés par le Comité consultatif..... | | | 95 498 780 |
| | | Réduction globale recommandée par le Comité consultatif | 1 112 570 |

^a Chiffre proposé par le Secrétaire général, le Comité consultatif n'ayant pu, pour les raisons indiquées plus loin (par. 293), recommander aucun montant précis.

APPENDICE I

**Projet de résolution concernant le budget de l'exercice 1964
(présenté par le Comité consultatif)**

A

OUVERTURE DE CRÉDITS BUDGÉTAIRES POUR L'EXERCICE 1964

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice 1964:

1. Un crédit de 95 498 780 dollars des Etats-Unis est ouvert pour les objets suivants:

| <i>Chapitres</i> | | <i>Dollars des Etats-Unis</i> |
|---|------------------------|-------------------------------|
| A. — ORGANISATION DES NATIONS UNIES | | |
| † TITRE PREMIER. — <i>Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions</i> † * <i>et comités; réunions et conférences spéciales</i> | | |
| 1. Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires..... | 1 148 100 | |
| 2. Réunions et conférences spéciales..... | 180 200 | |
| TOTAL DU TITRE PREMIER | | 1 328 300 |
| TITRE II. — <i>Dépenses de personnel et dépenses connexes</i> | | |
| 3. Traitements et salaires..... | 45 013 980 | |
| 4. Dépenses communes de personnel..... | 10 325 000 | |
| 5. Frais de voyage du personnel..... | 1 975 000 | |
| 6. Versements prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représentation..... | 105 000 | |
| TOTAL DU TITRE II | | 57 418 980 |
| TITRE III. — <i>Bâtiments, matériel et charges communes</i> | | |
| 7. Bâtiments et amélioration des locaux..... | 6 034 500 | |
| 8. Matériel et installations..... | 460 000 | |
| 9. Entretien, utilisation et location des locaux..... | 3 600 000 | |
| 10. Frais généraux..... | 4 000 000 | |
| 11. Imprimerie..... | 1 438 500 | |
| TOTAL DU TITRE III | | 15 533 000 |
| TITRE IV. — <i>Dépenses spéciales</i> | | |
| 12. Dépenses spéciales..... | 7 712 800 | |
| TOTAL DU TITRE IV | | 7 712 800 |
| TITRE V. — <i>Programmes techniques</i> | | |
| 13. Développement économique..... | 2 250 000 ^a | |
| 14. Activités sociales..... | 2 105 000 ^a | |
| 15. Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme..... | 140 000 ^a | |
| 16. Administration publique..... | 1 830 000 ^a | |
| 17. Contrôle des stupéfiants..... | 75 000 ^a | |
| TOTAL DU TITRE V | | 6 400 000 |
| TITRE VI. — <i>Missions spéciales et activités connexes</i> | | |
| 18. Missions spéciales..... | 2 350 000 | |
| 19. Service mobile de l'Organisation des Nations Unies..... | 1 525 700 | |
| TOTAL DU TITRE VI | | 3 875 700 |
| TITRE VII. — <i>Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés</i> | | |
| 20. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés..... | 2 275 000 | |
| TOTAL DU TITRE VII | | 2 275 000 |
| B. — COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE | | |
| TITRE VIII. — <i>Cour internationale de Justice</i> | | |
| 21. Cour internationale de Justice..... | 955 000 | |
| TOTAL DU TITRE VIII | | 955 000 |
| TOTAL GÉNÉRAL..... | | 95 498 780 |

^a Chiffre proposé par le Secrétaire général, le Comité consultatif n'ayant pu, pour les raisons indiquées plus loin (par. 293), recommander aucun montant précis.

2. Le Secrétaire général est autorisé :

a) A gérer comme un tout les crédits d'un montant total de 155 460 dollars ouverts aux chapitres 1^{er}, 3, 5 et 11 pour le Comité central permanent de l'opium et l'Organe de contrôle des stupéfiants;

b) A virer des crédits d'un chapitre à l'autre du budget, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

3. Les crédits d'un montant total de 329 882 dollars ouverts aux chapitres 1^{er}, 3, 4, 5 et 10 pour le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et le Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies seront gérés conformément à l'article XXVII des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

4. Outre les crédits ouverts au paragraphe 1 ci-dessus, un prélèvement de 17 500 dollars sur le revenu du Fonds de dotation de la Bibliothèque est autorisé pour l'achat de livres, de périodiques, de cartes et de matériel de bibliothèque et les autres dépenses de la Bibliothèque du Palais des Nations faites conformément à l'objet du Fonds de dotation et aux dispositions qui le régissent.

B

PRÉVISIONS DE RECETTES POUR L'EXERCICE 1964

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice 1964 :

1. Les recettes prévues, autres que les contributions des Etats Membres, se chiffrent à 14 923 400 dollars, qui se décomposent comme suit :

| <i>Chapitres</i> | <i>Dollars des Etats-Unis</i> |
|---|-------------------------------|
| TITRE PREMIER. — Recettes provenant des contributions du personnel | |
| 1. Contributions du personnel... | 9 225 000 |
| TOTAL DU TITRE PREMIER | 9 225 000 |
| TITRE II. — Autres recettes | |
| 2. Recettes provenant de fonds extra-budgétaires ... | 1 580 800 |
| 3. Recettes générales... | 1 348 600 |
| 4. Vente de timbres-poste de l'Organisation des Nations Unies | 1 400 000 |
| 5. Vente des publications... | 541 000 |
| 6. Services destinés aux visiteurs, restaurants et services annexes | 828 000 |
| TOTAL DU TITRE II | 5 698 400 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 14 923 400 |

2. Les recettes provenant des contributions du personnel seront créditées au Fonds de péréquation des

impôts conformément aux dispositions de la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955.

3. Celles des dépenses directes concernant l'Administration postale de l'ONU, les services destinés aux visiteurs, les restaurants et services annexes et la vente des publications pour lesquelles il n'est pas prévu de crédits au budget seront imputées sur les recettes provenant de ces activités.

C

EXÉCUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE 1964

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice 1964 :

1. Les dépenses de 95 498 780 dollars prévues au budget, ainsi que les dépenses additionnelles de dollars²¹ autorisées pour 1963, seront couvertes comme suit, conformément aux articles 5.1 et 5.2 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies :

a) Jusqu'à concurrence de 5 698 400 dollars, par les recettes, autres que les contributions du personnel, prévues dans la résolution B ci-dessus;

b) Jusqu'à concurrence de dollars²¹, par l'excédent budgétaire de l'exercice 1962;

c) Jusqu'à concurrence de dollars²¹, par les contributions des nouveaux Etats Membres pour 1962 et 1963;

d) Jusqu'à concurrence de dollars²¹, par les contributions dues par les Etats Membres en application des résolutions 1691 A (XVI), 1870 (XVII) et ... (XVIII) de l'Assemblée générale, en date des 18 décembre 1961, 20 décembre 1962 et ... décembre 1963, fixant le barème des quotes-parts pour 1964;

2. Il sera déduit des contributions dues par les Etats Membres :

a) Sous réserve des dispositions de la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955, leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts, soit un montant total de 9 156 015 dollars, à savoir :

i) Montant estimatif pour 1964 des recettes provenant des contributions du personnel : 9 225 000 dollars;

ii) Moins 68 985 dollars, montant de l'excédent, en 1962, des prévisions de recettes approuvées par rapport aux recettes effectives provenant des contributions du personnel;

b) Les sommes portées à leur crédit au titre du transfert des avoirs de la Société des Nations, conformément à la résolution 250 (III) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1948.

²¹ Montant qui sera fixé par l'Assemblée générale à sa dix-huitième session.

APPENDICE II

**Projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires²²
(présenté par le Comité consultatif)**

L'Assemblée générale

1. *Autorise* le Secrétaire général, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et sous réserve des dispo-

²² Voir plus haut, aux paragraphes 31 à 37, les observations spéciales du Comité consultatif.

sitions du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et des dispositions du paragraphe 3 ci-après, à engager des dépenses au titre des dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 1964, étant entendu que l'assentiment du Comité consultatif ne sera pas nécessaire pour :

a) Les engagements, jusqu'à concurrence de 2 millions de dollars, qui, suivant l'attestation du Secrétaire général, ont trait au maintien de la paix et de la sécurité;

b) Les engagements qui, suivant l'attestation du Président de la Cour internationale de Justice, ont trait aux dépenses relatives:

- i) A la désignation de juges *ad hoc* (Art. 31 du Statut de la Cour), jusqu'à concurrence de 37 500 dollars;
- ii) A la désignation d'assesseurs (Art. 30 du Statut) ou à la citation de témoins et à la désignation d'experts (Art. 50 du Statut), jusqu'à concurrence de 25 000 dollars;
- iii) Au maintien en fonctions de juges non réélus (par. 3 de l'Art. 13 du Statut), jusqu'à concurrence de 50 000 dollars;
- iv) Aux sessions de la Cour tenues hors de La Haye (Art. 22 du Statut), jusqu'à concurrence de 75 000 dollars;
- v) Au paiement des pensions et des frais de voyage et de déménagement des juges non réélus, ainsi qu'au paiement des frais de voyage et des frais

de déménagement des nouveaux membres de la Cour, jusqu'à concurrence de 47 500 dollars;

c) Les engagements, jusqu'à concurrence de 25 000 dollars, qui pourront être autorisés par le Secrétaire général conformément au paragraphe 4 de la résolution 1202 (XII) de l'Assemblée générale, en date du 13 décembre 1957, relative au plan des conférences;

2. *Décide* que le Secrétaire général présentera au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et à l'Assemblée générale, lors de sa dix-neuvième session, un rapport sur toutes les dépenses faites en vertu de la présente résolution et sur les conditions de leur engagement et soumettra à l'Assemblée générale des demandes de crédits additionnels concernant ces engagements;

3. *Décide* qu'au cas où il faudrait, comme suite à une décision du Conseil de sécurité, engager, pour le maintien de la paix et de la sécurité, des dépenses dont le total estimatif dépasserait 10 millions de dollars avant la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale, l'Assemblée sera, par les soins du Secrétaire général, convoquée en session extraordinaire pour examiner la question.

APPENDICE III

Projet de résolution relatif au Fonds de roulement²³ (présenté par le Comité consultatif)

L'Assemblée générale

Décide ce qui suit:

1. Le Fonds de roulement sera fixé à 40 millions de dollars des Etats-Unis pour l'exercice prenant fin le 31 décembre 1964;

2. Les Etats Membres feront des avances au Fonds de roulement conformément au barème adopté par l'Assemblée générale pour les contributions des Etats Membres au budget de l'exercice 1964;

3. Viendront en déduction de ces avances:

a) Les crédits revenant aux Etats Membres en raison du virement du surplus de 1 079 158 dollars existant au moment dudit virement au Fonds de roulement;

b) Les avances en espèces que les Etats Membres auront versées au Fonds de roulement pour l'exercice 1963, en application de la résolution 1863 A (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1962;

4. Le Secrétaire général est autorisé à avancer, par prélèvement sur le Fonds de roulement:

a) Les sommes qui pourront être nécessaires pour l'exécution du budget en attendant le recouvrement des contributions, étant entendu que les sommes ainsi avancées devront être remboursées aussitôt que l'on disposera à cette fin de recettes provenant des contributions;

b) Les sommes qui pourront être nécessaires pour faire face aux engagements de dépenses dûment autorisés conformément aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale, en particulier la résolution ... (XVIII) du ... décembre 1963 relative aux dépenses imprévues et extraordinaires, étant entendu que le

Secrétaire général demandera, dans le projet de budget, des crédits pour rembourser le Fonds de roulement;

c) Des sommes, qui, jointes aux montants nets avancés pour le même objet, ne dépassent pas 125 000 dollars, pour continuer d'alimenter le fonds d'avances remboursables destiné à financer divers achats et opérations amortissables, étant entendu que des avances au-delà du total de 125 000 dollars pourront être accordées avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

d) Avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, les sommes qui pourront être nécessaires pour couvrir le versement anticipé de primes d'assurance si la période d'assurance se prolonge au-delà de l'exercice au cours duquel le versement est effectué, étant entendu que le Secrétaire général demandera dans le projet de budget de chaque exercice des crédits à cet effet pendant toute la durée des polices, afin de couvrir les sommes dues au titre de l'exercice;

e) Les sommes qui pourront être nécessaires au Fonds de péréquation des impôts pour faire face à ses obligations courantes en attendant qu'il soit crédité des sommes qui doivent venir l'alimenter, étant entendu que les avances ainsi faites seront remboursées dès que le Fonds de péréquation des impôts sera crédité de sommes suffisantes;

f) Les sommes, jusqu'à concurrence de 40 000 dollars en 1964, qui pourront être nécessaires pour financer les prix tendant à encourager, sur le plan international, la recherche scientifique dans le domaine de la lutte contre les maladies cancéreuses, conformément à la résolution 1398 (XIV) de l'Assemblée générale en date du 20 novembre 1959, étant entendu que le Secrétaire

²³ Voir plus haut, par. 93.

général demandera dans le projet de budget additionnel les crédits nécessaires pour rembourser le Fonds de roulement.

5. Au cas où la somme prévue au paragraphe 1 ci-dessus ne suffirait pas à faire face aux besoins de trésorerie qui sont normalement couverts par le Fonds

de roulement, le Secrétaire général est autorisé à utiliser en 1964 des sommes qu'il prélèvera sur les fonds et comptes spéciaux commis à sa garde, aux conditions que l'Assemblée générale a approuvées dans sa résolution 1341 (XIII) en date du 13 décembre 1958, ou sur le produit d'emprunts autorisés par l'Assemblée.

RECOMMANDATIONS DÉTAILLÉES CONCERNANT LE PROJET DE BUDGET

Prévisions de dépenses

Titre premier. — Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions et comités; réunions et conférences spéciales**CHAPITRE PREMIER. — FRAIS DE VOYAGE ET AUTRES FRAIS DES REPRÉSENTANTS ET DES MEMBRES DES COMMISSIONS, COMITÉS ET AUTRES ORGANES SUBSIDIAIRES**

| | Dollars |
|--|-----------|
| Crédit demandé par le Secrétaire général .. | 1 237 500 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif .. | 1 148 100 |
| 1962 (dépenses effectives) .. | 1 115 115 |
| 1963 (crédit ouvert) .. | 1 185 300 |

94. Les demandes de crédits se fondent sur le programme général des réunions prévues pour 1964. Le remboursement des frais de voyage et le paiement d'indemnités de subsistance aux membres des organes de l'ONU sont régis par la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1962; les règles concernant le versement d'honoraires aux membres des organes composés d'experts sont énoncées dans les rapports de la Cinquième Commission tels qu'ils ont été approuvés par l'Assemblée générale à ses 729^e et 959^e séances, tenues respectivement le 13 décembre 1957 et le 20 décembre 1960. En ce qui concerne le Comité des commissaires aux comptes, le crédit demandé doit également permettre de rembourser aux gouvernements intéressés les frais assumés par eux pour envoyer le personnel nécessaire.

95. L'augmentation de 52 000 dollars environ que le crédit demandé pour 1964 au chapitre 1^{er} fait apparaître par rapport au crédit ouvert pour 1963 tient avant tout à ce qu'aucun crédit n'était inscrit à l'article IV de ce chapitre, dans le budget de 1963, pour les missions de visite du Conseil de tutelle, tandis que 45 000 dollars sont demandés pour la Mission de visite qui doit se rendre dans les Îles du Pacifique en 1964 (les dépenses effectives relatives à la Mission de visite qui s'est rendue à Nauru et en Nouvelle-Guinée en 1962 ont été de 42 358 dollars). Le solde de l'augmentation est imputable à la majoration (19 800 dollars) des dépenses prévues à la rubrique ii (Frais de voyage et autres frais des membres des commissions, comités et autres organes de l'Assemblée générale) de l'article I^{er} et à la majoration (3 700 dollars) des dépenses prévues à la rubrique iii (Comité des commissaires aux comptes) du même article, que compense en partie une réduction de 16 200 dollars des dépenses inscrites à l'article V (Organes consultatifs en matière administrative).

96. Le Comité consultatif a examiné de très près les dépenses (182 500 dollars) prévues à l'article III (Le Conseil économique et social, ses commissions et comités), eu égard à la situation particulière à laquelle il faudra faire face en 1964 et au sujet de laquelle le Comité formule des observations détaillées dans la première partie du présent rapport (par. 56 à 74). Il

y a lieu de rappeler que, d'année en année, le Comité se préoccupe de plus en plus du programme toujours plus chargé des réunions, qui pèse lourdement non seulement sur le budget de l'ONU, mais aussi sur la capacité des services de l'Organisation; le Comité a maintes fois souligné qu'une certaine modération et une organisation rationnelle s'imposent si l'on veut maintenir le plan général des réunions dans des limites raisonnables. Cette année, dans un rapport qu'il a présenté au Conseil lors de la trente-cinquième session de celui-ci, le Secrétaire général a signalé que l'on pourrait se trouver dans une situation critique en 1964, étant donné le manque de locaux et installations imputable aux gros travaux d'aménagement qui seront effectués à New York et au fait que Genève se trouvera par suite surchargée. Pour cette raison, le Secrétaire général estime qu'il n'y a pas d'autre solution que d'adopter la recommandation tendant à rendre bisannuelles les sessions des commissions techniques et autres organes subsidiaires du Conseil économique et social qui ne le sont pas encore" (E/3741, par. 11).

97. Il semblerait donc indispensable de différer ou de supprimer certaines des réunions prévues dans le projet de budget. C'est ainsi que le Secrétaire général a recommandé que le Conseil lui-même ne tienne qu'une session au lieu de deux en 1964. Il a recommandé aussi de supprimer les sessions de la Commission des questions sociales, de la Commission des droits de l'homme et de la Commission de la condition de la femme prévues pour 1964. Enfin, le Secrétaire général a indiqué que les sessions de la Commission de statistique et de la Commission du commerce international des produits de base pourraient être remises à 1965.

98. Etant donné la situation extrêmement difficile dans laquelle l'Organisation se trouvera inévitablement l'année prochaine, du fait qu'elle sera dans l'impossibilité matérielle de fournir les locaux et les services voulus pour toutes les réunions actuellement prévues, et étant donné aussi le programme très chargé de conférences spéciales et de réunions de commissions, groupes spéciaux, etc., prévu au chapitre 2, le Comité consultatif ne peut qu'inviter tous les intéressés, et en premier lieu, les membres du Conseil économique et social, à accepter les recommandations du Secrétaire général.

99. Compte tenu des considérations qui précèdent, le Comité consultatif présume que l'appel du Secrétaire général sera entendu. Dans cette hypothèse, le crédit demandé à l'article III du chapitre 1^{er} devrait être réduit de 89 400²⁴ dollars, c'est-à-dire ramené de 182 500 dollars à 93 100 dollars, grâce à la suppression des sessions que devraient tenir en 1964 les cinq commissions techniques mentionnées plus haut, au paragraphe 97. On peut signaler que cette compression du programme des réunions pour 1964 entraînerait des économies supplémentaires aux chapitres 3 (Traite-

²⁴ La même réduction serait appliquée dans le cas même où le Conseil déciderait de tenir, en 1964, en plus de sa session d'été à Genève, une session de printemps à New York.

ments et salaires), 5 (Frais de voyage du personnel) et 11 (Imprimerie).

100. Dans son rapport sur le projet de budget pour 1963²⁵, le Comité consultatif signalait à l'attention de l'Assemblée générale les économies que l'on pourrait réaliser si le nouveau régime des voyages applicable aux fonctionnaires qu'il recommandait alors — régime que l'Assemblée a ensuite approuvé — était retenu pour fixer le plafond du remboursement des frais de voyage des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires, dont le coût est inscrit au chapitre I^{er} du budget. Ces économies sont estimées actuellement, sur la base des demandes de crédits initiales du Secrétaire général pour 1964, à environ 250 000 dollars, se décomposant comme suit :

| <i>Economies (montant estimatif) :</i> | <i>Dollars</i> |
|---|----------------|
| <i>Art. I^{er}</i> (L'Assemblée générale, ses commissions et comités) | 203 000 |
| <i>Art. II</i> (Le Conseil de sécurité, ses commissions et comités) | — |
| <i>Art. III</i> (Le Conseil économique et social, ses commissions et comités) | 42 000 |
| <i>Art. IV</i> (Le Conseil de tutelle, ses commissions et comités) | 1 500 |
| <i>Art. V</i> (Organes consultatifs en matière administrative) | 3 500 |
| TOTAL, chapitre I^{er} | 250 000 |

101. Toutefois, si l'Assemblée générale approuve la réduction de 89 400 dollars que le Comité consultatif recommande d'opérer sur le crédit demandé à l'article III (voir plus haut, par. 99), dans l'hypothèse où le Conseil économique et social accepterait de différer les sessions de cinq commissions techniques qui sont prévues pour 1964, les économies que l'on réaliserait à l'article III en adoptant comme plafond du remboursement des frais de voyage des représentants, le nouveau régime des voyages prévu par la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale, seraient réduites de 25 000 dollars, c'est-à-dire ramenées de 42 000 à 17 000 dollars, du fait que l'Organisation n'aurait pas à payer de frais de voyage pour les sessions de ces commissions techniques. Ainsi, la modification des conditions de voyage permettrait de réduire de 225 000 dollars les crédits initialement demandés par le Secrétaire général pour l'ensemble du chapitre I^{er}, à quoi s'ajouterait la réduction de 89 400 dollars déjà recommandée par le Comité; en d'autres termes, les économies globales seraient de l'ordre de 314 400 dollars.

102. Le Comité consultatif a noté l'année dernière que les gouvernements qui font voyager en classe économique leurs agents en mission sont de plus en plus nombreux. Cette tendance s'est, semble-t-il, maintenue et il y aurait beaucoup de gouvernements qui font désormais voyager en classe économique les plus hauts fonctionnaires de leur service diplomatique. Dans ces conditions, le Comité consultatif estime devoir à nouveau attirer l'attention de l'Assemblée générale sur la question et il pense que l'Assemblée voudra peut-être réexaminer la situation et décider si, eu égard non seulement à cette évolution du régime des voyages appliqué par les Etats Membres, mais aussi à la situation financière critique de l'Organisation, une dépense de près de 250 000 dollars qui n'influe pas sur les travaux de l'Organisation, est véritablement justifiée.

²⁵ Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-septième session, Supplément n° 7 (A/5207), par. 66.

103. Le Comité se gardera, pour le moment, de recommander expressément de réduire les crédits demandés au chapitre I^{er}, de manière à ne pas préjuger la décision de l'Assemblée, mais il tient à souligner que si l'Assemblée accepte de reviser le régime du remboursement des frais de voyage des représentants, ce nouveau régime s'appliquera à tout le personnel, ce qui entraînera une économie supplémentaire d'environ 25 000 dollars au chapitre 5.

104. Ce qui est peut-être encore plus important de l'avis du Comité consultatif, c'est qu'une décision de l'Assemblée générale dans le sens indiqué plus haut inciterait fortement tous les organismes des Nations Unies, à une époque où leurs budgets augmentent rapidement, à reviser les règles qu'ils appliquent actuellement, en vue de supprimer les dépenses susceptibles d'être évitées.

105. Compte tenu des observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre I^{er} un crédit de 1 148 100 dollars, soit 89 400 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général. Comme il est indiqué plus haut, au paragraphe 101, on pourrait encore réduire ce crédit de 225 000 dollars, sans parler de l'économie de 25 000 dollars qui en résulterait au chapitre 5 (Frais de voyage du personnel), si l'Assemblée générale décidait d'approuver un plafond moins élevé pour le remboursement des frais de voyage des représentants.

| <i>Réduction recommandée :</i> | <i>Dollars</i> |
|--|----------------|
| <i>Chap. I^{er}</i> — Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires | 89 400 |
| [Réduction supplémentaire éventuelle | 225 000] |

CHAPITRE 2. — RÉUNIONS ET CONFÉRENCES SPÉCIALES

| | <i>Dollars</i> |
|--|------------------------|
| Crédit demandé par le Secrétaire général .. | 180 200 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif .. | 180 200 |
| 1962 (dépenses effectives) | 2 238 034 ^a |
| 1963 (crédit ouvert) | 3 645 200 ^b |

^a A savoir : 6 879 dollars pour la Conférence des Nations Unies sur l'énergie solaire, l'énergie éolienne et l'énergie géothermique; 42 879 dollars pour les conférences sur les produits de base; 1 040 232 dollars pour la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement; 42 079 dollars pour les réunions du Sous-Comité du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique; 1 073 313 dollars pour la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées; 15 074 dollars pour la Conférence de plénipotentiaires pour l'adoption d'une convention unique sur les stupéfiants; 16 805 dollars pour la Conférence sur la cessation des essais d'armes nucléaires; 773 dollars pour la Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient.

^b A savoir : 1 317 500 dollars pour la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement; 28 000 dollars pour la Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique; 82 800 dollars pour la Conférence des Nations Unies sur l'énergie solaire, l'énergie éolienne et l'énergie géothermique; 45 000 dollars pour les conférences sur les produits de base; 837 900 dollars pour la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement; 903 300 dollars pour la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées; 372 700 dollars pour la Conférence internationale de plénipotentiaires sur les relations consulaires; 48 600 dollars pour la Conférence sur le tourisme et les voyages internationaux; 9 400 dollars pour la Conférence technique des Nations Unies sur la carte internationale du monde au millionième.

106. Les crédits demandés au chapitre 2 concernent les conférences de caractère extraordinaire et sont présentés isolément, de manière à séparer des chapitres ordinaires du budget les postes de dépenses qui ne sont pas comparables d'une année à l'autre.

107. Le Comité consultatif se doit de signaler à l'attention de l'Assemblée générale que les postes de dépenses de loin les plus importants qui sont inscrits à ce chapitre n'y figurent que pour mémoire, et l'on peut présumer qu'une fois présentées les demandes de crédits révisées et les demandes de crédits additionnels, le montant définitif des dépenses à couvrir au chapitre 2 du budget de 1964 représentera plusieurs fois les 180 200 dollars actuellement demandés par le Secrétaire général. L'expérience du dernier exercice complet — exercice 1962 — est fort révélatrice à cet égard. Lorsque le Secrétaire général a présenté, au printemps de 1961, ses prévisions de dépenses initiales pour 1962, il évaluait à 83 200 dollars les dépenses à inscrire au chapitre 2. Lors de sa seizième session, à l'automne de 1961, l'Assemblée générale a approuvé, sur la base des demandes de crédits révisées, l'ouverture d'un crédit de 1 532 000 dollars. Mais les choses n'en sont pas restées à cette multiplication par 18 du montant initialement prévu: des demandes de crédits additionnels ont été présentées à l'Assemblée générale à sa dix-septième session et, à la clôture des livres pour 1962, il est apparu que les dépenses effectives concernant le chapitre 2 du budget de 1962 s'élevaient à 2 238 034 dollars, soit presque 27 fois le montant initialement demandé.

108. C'est là un état de choses peu satisfaisant. Les Etats Membres, même lorsqu'ils sont au courant de cet état de choses, peuvent tout au plus estimer grossièrement l'ordre de grandeur définitif du budget ordinaire de l'Organisation et, par conséquent, celui de la contribution qu'ils seront appelés à verser.

109. Le Comité consultatif sait parfaitement que, exception faite de conférences comme la Conférence sur la cessation des essais d'armes nucléaires et la Conférence du Comité sur le désarmement, pour lesquelles on ne saurait évidemment établir de prévisions, cet état de choses est imputable à l'époque où le Conseil économique et social prend ses décisions. En pratique, le plan des conférences et réunions pour l'année suivante est approuvé par le Conseil en juillet au plus tôt. Les gouvernements ne peuvent ainsi connaître avant septembre les prévisions de dépenses. C'est là l'un des aspects du problème général sur lequel le Comité consultatif a présenté des observations dans la première partie du présent rapport (par. 38 à 51).

110. En ce qui concerne l'article I^{er} (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement), qui figure pour mémoire, les dépenses à prévoir seront fonction des décisions que le Conseil économique prendra à sa trente-sixième session²⁶ compte tenu des propositions que le Comité préparatoire lui aura soumises. Aucune prévision de dépenses ne sera donc présentée avant septembre. Pour ce qui est de l'article II, qui figure aussi pour mémoire, le Comité consultatif pense que l'Assemblée voudra peut-être rechercher s'il ne conviendrait pas plutôt que le coût de la troisième Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques soit imputé sur le budget d'une organisation spécialisée dans ces questions, comme l'Agence internationale de l'énergie atomique.

²⁶ Qui s'est ouverte le 2 juillet 1963, à Genève.

Quant à l'article VI (Conférences sur les produits de base), pour lequel on demande 45 000 dollars en se fondant davantage sur l'expérience que sur une connaissance pleine et entière des besoins effectifs, le Comité consultatif tient à réaffirmer qu'en la matière il est nécessaire d'établir des plans par avance. Les conférences sur les produits de base sont, semble-t-il, convoquées dans des délais assez brefs et, parfois, sans que le plan en soit clairement tracé, ce qui fait que le Secrétaire général peut difficilement présenter en temps utile des prévisions financières suffisamment précises.

111. En raison du peu de renseignements dont on dispose pour le moment, et du fait notamment que les éléments inconnus peuvent avoir des incidences financières beaucoup plus lourdes que les besoins connus, le Comité consultatif ne saurait certes se prononcer de façon définitive sur le chapitre 2 du projet de budget pour 1964. Il se contente donc de recommander l'approbation provisoire des montants demandés par le Secrétaire général, sous réserve d'un nouvel examen au moment où, lors de sa dix-huitième session, l'Assemblée générale sera saisie des demandes de crédits révisées. Il prie cependant instamment le Conseil économique et social de tenir compte, avant de prendre aucune décision touchant la convocation de conférences spéciales, de l'appel que le Secrétaire général a lancé à propos du programme des réunions pour 1964, ainsi que du souci impérieux d'austérité et de modération qu'exige la situation financière critique dans laquelle se trouve l'Organisation.

112. Eu égard aux observations qui précèdent et sous réserve d'un nouvel examen en fonction des demandes de crédits révisées, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 2 le crédit de 180 200 dollars demandé par le Secrétaire général.

Titre II. — Dépenses de personnel et dépenses connexes

CHAPITRE 3. — TRAITEMENTS ET SALAIRES

| | <i>Dollars</i> |
|---|----------------|
| Crédit demandé par le Secrétaire général . . | 45 343 000 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif | 45 013 980 |
| 1962 (dépenses effectives) | 40 591 840 |
| 1963 (crédit ouvert) | 44 487 800 |

Observations générales

113. Le chapitre 3 concerne les dépenses relatives à tous les postes permanents, au personnel temporaire (y compris les postes temporaires et les consultants) ainsi qu'aux heures supplémentaires dont le coût est imputé sur le budget ordinaire, exception faite des dépenses relatives au Service mobile (chap. 19), au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (chap. 20) et au Greffe de la Cour internationale de Justice (chap. 21).

114. Le crédit demandé par le Secrétaire général est de 45 343 000 dollars, soit environ 855 000 dollars de plus que le crédit ouvert pour 1963 et environ 4 750 000 dollars de plus que les dépenses effectives de 1962. Le tableau 4 permet une comparaison article par article.

Tableau 4

| Articles | Crédits demandés pour 1964 | Crédits ouverts pour 1963 | Dépenses de 1962 |
|--|----------------------------|---------------------------|------------------|
| | Dollars des Etats-Unis | | |
| I. — Postes permanents... | 42 032 000 | 41 665 300 | 37 733 988 |
| II. — Personnel temporaire pour les réunions... | 613 000 | 627 750 | 739 752 |
| III. — Autre personnel temporaire (y compris les postes temporaires) | 2 068 000 | 1 572 750 | 1 454 011 |
| IV. — Heures supplémentaires et sursalaire de nuit | 630 000 | 622 000 | 664 089 |
| TOTAL, chapitre 3 | 45 343 000 | 44 487 800 | 40 591 840 |

115. Dans son avant-propos au projet de budget²⁷, le Secrétaire général expose brièvement un certain nombre de considérations primordiales qui l'ont amené à décider d'adopter pour 1964 une politique d'aménagement optimum du dispositif d'ensemble et de son maintien dans les limites acquises. L'une de ces considérations tient à ce qu'il n'a pas encore été possible d'utiliser pleinement l'augmentation sensible des ressources en personnel que l'Assemblée générale a approuvée pour 1963. Dans ces conditions, le Secrétaire général ne propose aucune augmentation du nombre des postes permanents, le tableau d'effectifs devant, s'il est approuvé, continuer de compter 4 285 postes. Plus précisément, le crédit demandé par le Secrétaire général pour 1964 concerne 1 986 postes d'administrateur pour tous les bureaux et 2 299 postes d'agent des services généraux à New York et à Genève, alors que 1 976 postes d'administrateur et 2 309 postes d'agent des services généraux avaient été approuvés pour 1963. Les dépenses supplémentaires qu'entraînera le maintien en 1964 de ces 4 285 postes sont estimées à 242 000 dollars. Cette somme doit permettre de couvrir non seulement les augmentations normales de traitement, mais aussi le relèvement des traitements des agents des services généraux et des salaires des travailleurs manuels à Genève à compter du 1^{er} mars 1963.

116. Toutefois, dans le cadre de ce tableau d'effectifs global, le Secrétaire général propose de procéder aux ajustements suivants:

a) Reclasser certains postes d'administrateur de rang élevé (coût: 20 000 dollars);

b) Reclasser un certain nombre de postes non spécifiés (coût: 48 000 dollars);

c) Augmenter le nombre des agents locaux dans les centres d'information, les commissions régionales et le Bureau régional des affaires sociales à Beyrouth et relever les salaires des techniciens et des travailleurs manuels (coût: 57 000 dollars). Les dépenses supplémentaires qu'entraîneraient ces ajustements seraient ainsi de 125 000 dollars environ au total.

117. L'augmentation des dépenses à prévoir à la rubrique des "postes permanents" serait donc approximativement de 367 000 dollars.

118. Tout en maintenant, au tableau d'effectifs, le même nombre de postes qu'en 1963, le Secrétaire

général propose pour 1964 la création de 59 "postes temporaires", ce qui, compte tenu de l'accroissement des dépenses relatives aux autres catégories de personnel temporaire, augmenterait encore les dépenses de personnel de 488 000 dollars.

119. Ainsi, les dépenses supplémentaires que le Secrétaire général prévoit au chapitre 3 s'élèvent au total à 855 000 dollars environ.

Article premier. — Postes permanents

| | |
|---|------------|
| | Dollars |
| Crédit demandé par le Secrétaire général .. | 42 032 000 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif | 41 919 480 |
| 1962 (dépenses effectives) | 37 733 988 |
| 1963 (crédit ouvert) | 41 665 300 |

120. Comme il est indiqué plus haut, au paragraphe 115, l'une des raisons que le Secrétaire général invoque lorsqu'il propose de placer l'année 1964 sous le signe de l'aménagement optimum du dispositif d'ensemble et de son maintien dans les limites acquises est qu'il n'a pas été possible jusqu'ici d'utiliser pleinement l'augmentation sensible des ressources en personnel que l'Assemblée générale a approuvée pour 1963. De fait, le Comité consultatif a constaté qu'au 30 juin 1963 il y avait dans la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang plus élevé 172 postes vacants, dont 114 dans le secteur économique et social.

121. Le Comité consultatif rappelle qu'au moment où il a examiné la proposition du Secrétaire général concernant un "accroissement contrôlé" du personnel pour 1963, il a signalé qu'à son avis²⁸, on devait éviter tout accroissement du personnel — même contrôlé — tant qu'il ne serait pas évident que le personnel actuel était dans l'impossibilité absolue d'absorber le surcroît de travail résultant de décisions nouvelles des divers organes de l'ONU. Le Comité n'était nullement convaincu que cela fût le cas et que l'on eût désormais à prévoir automatiquement, pour tout programme nouveau, un renforcement des effectifs. Cela étant, le Comité recommandait qu'une étude attentive des ressources actuelles fût effectuée par le Service organisation et méthodes du Service financier.

122. Le Comité consultatif regrette que cette étude n'ait pu être achevée avant qu'il n'entreprît l'examen des propositions du Secrétaire général concernant les effectifs pour 1964 et déplore d'avoir ainsi été privé d'un des éléments d'appréciation qui lui auraient été les plus utiles. De fait, le Comité a appris qu'il ne pourrait vraisemblablement avoir connaissance des résultats définitifs de cette étude avant sa session d'été de 1964 et que cette éventualité même ne se réaliserait que dans la mesure où le Service organisation et méthodes disposerait des ressources en personnel dont il a besoin. A ce sujet, le Comité croit savoir que le problème tient moins à des difficultés d'ordre budgétaire qu'à la difficulté de trouver du personnel qualifié suffisamment au fait des activités de l'Organisation pour pouvoir s'attaquer immédiatement avec succès à cette tâche extrêmement technique. L'étude en question est d'une importance telle qu'il ne faut, de l'avis du Comité, ménager aucun effort pour trouver le personnel nécessaire et en accélérer le recrutement afin que l'étude puisse être terminée le plus tôt possible.

²⁷ Ibid., dix-huitième session, Supplément n° 5 (A/5505), Avant-propos, par. 9 à 15.

²⁸ Ibid., dix-septième session, Supplément n° 7 (A/5207), par. 36 et suiv.

123. En attendant, la répartition des postes vacants au 30 juin 1963 semblerait indiquer que certains des postes alloués au secteur économique et social pourraient être mis à la disposition d'autres secteurs dont les ressources en personnel sont nettement insuffisantes.

Reclassements de postes

124. Le Secrétaire général ne propose pas d'augmentation du nombre total des postes permanents (4 285 pour toutes les classes), mais les crédits demandés au chapitre 3 tiennent compte de certains ajustements que l'on propose d'opérer à l'intérieur des catégories et des classes; il s'agirait:

a) De reclasser 19 postes — de la classe immédiatement inférieure, 7 postes passeraient à celle de directeur (D-2), 7 autres à celle d'administrateur général (D-1), 4 à celle d'administrateur hors-classe (P-5), et 1 à celle d'administrateur de 1^{re} classe (P-4) — en vue de tenir compte de l'accroissement des responsabilités de leurs titulaires, ce qui entraînerait une dépense supplémentaire de 20 000 dollars en 1964;

b) De reclasser 40 autres postes de différentes classes pour offrir des possibilités d'avancement aux fonctionnaires dont les tâches et les responsabilités se sont accrues et pour pouvoir, dans certains cas, offrir au personnel nouvellement recruté un poste d'une classe plus élevée que la classe de début normalement prévue; ce reclassement entraînerait une dépense supplémentaire de 48 000 dollars en 1964.

125. Les 40 postes mentionnés à l'alinéa b ci-dessus dont le reclassement est envisagé permettraient, s'ils pouvaient tous être utilisés à cette fin, la promotion de 98 fonctionnaires. Mais si les postes reclassés étaient pourvus par du personnel recruté à l'extérieur, le nombre des promotions que l'on pourrait offrir au personnel en poste se trouverait réduit, surtout si le personnel nouvellement recruté était nommé à des postes de rang élevé.

126. Le Comité a appris que les reclassements proposés portent uniquement sur les postes et ne supposent pas que les titulaires, si les postes sont pourvus, soient automatiquement promus. Dans tous les cas où des promotions seront offertes, que ce soit aux titulaires de postes reclassés ou non, le Secrétaire général s'assurera que les intéressés remplissent bien toutes les conditions qui ont été prescrites par lui. Le Comité note qu'au cours des cinq dernières années, on enregistre 150 promotions en moyenne par an dans la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang plus élevé.

127. Dans la mesure où les reclassements de postes se justifient par le souci d'accorder des promotions et lorsqu'il les compare avec le nombre de promotions effectivement accordées chaque année au cours des cinq dernières années, le Comité consultatif ne juge pas les propositions du Secrétaire général excessives. Il considère toutefois, que tout reclassement de poste conçu essentiellement comme un moyen de promouvoir des fonctionnaires est fort contestable. Pour pouvoir, à l'avenir, se prononcer en pleine connaissance de cause sur tout reclassement de poste de ce genre, le Comité devrait être davantage renseigné sur la politique de l'Organisation en matière de promotion et la place que cette politique fait aux reclassements de postes.

128. Le Comité n'ignore pas que les possibilités d'avancement jouent un rôle important lorsqu'il s'agit de recruter et de conserver un personnel qualifié. Mais il est d'avis que la répartition des effectifs entre les

différentes classes doit être essentiellement, sinon uniquement, fonction des besoins du programme de travail et que les possibilités d'avancement doivent être liées aux vacances existant dans les classes qui comportent davantage de responsabilités.

129. En examinant le tableau d'effectifs proposé par le Secrétaire général pour 1964, le Comité a noté tout particulièrement l'augmentation du nombre des postes dans les classes les plus élevées et la diminution correspondante du nombre des postes dans les classes inférieures, tendance qui se manifeste depuis plusieurs années. Pour analyser cette tendance sous tous ses aspects, le Comité aurait eu besoin de données beaucoup plus nombreuses que celles dont il a disposé à sa présente session, mais il se permet néanmoins de faire observer que l'ascension continue des postes vers les classes supérieures ne constitue pas le moyen approprié d'offrir au personnel des possibilités d'avancement suffisantes.

130. Etant donné l'importance qu'il attache à cette question du reclassement des postes, le Comité consultatif espère que le Secrétaire général cherchera à pleinement justifier, dans les projets de budget futurs, les reclassements qu'il proposera pour l'exercice en ce qui concerne tous les postes que l'on envisagerait de ranger dans la classe P-5 (administrateur hors-classe) ou dans les classes plus élevées.

131. Le Comité sait qu'il aborde là un problème qui intéresse tous les organismes des Nations Unies, maintenant qu'ils ont achevé leur croissance, et il espère que la question tout entière de l'avancement et des perspectives offertes aux fonctionnaires de carrière pourra être étudiée prochainement, peut-être par le Comité consultatif de la fonction publique internationale (CCFPI). Le Comité souhaiterait disposer d'un rapport sur la question avant d'examiner le projet de budget pour l'exercice 1965.

Transformation de postes d'agent des services généraux en postes d'administrateur

132. Le Comité consultatif a aussi examiné la proposition du Secrétaire général tendant à transformer 10 postes d'agent de 1^{re} classe des services généraux (G-5) en un nombre équivalent de postes d'administrateur adjoint de 1^{re} ou de 2^e classe (P-1 et P-2). Le Comité a appris que la proposition du Secrétaire général n'impliquait aucune modification de la politique suivie en matière de personnel: la possibilité de passer de la catégorie des services généraux à celle des administrateurs avait toujours existé, mais le nombre des fonctionnaires ainsi promus avait été relativement faible, du fait de la différence fondamentale de nature et de degré entre les responsabilités correspondant aux deux catégories de postes, et des compétences requises de leurs titulaires. En règle générale, les deux classes d'administrateur adjoint étaient réservées, dans l'ensemble, à de jeunes diplômés d'université, recrutés sur une large base géographique, et constituaient les classes de début pour les fonctionnaires de carrière, comme l'avaient recommandé le CCFPI, en 1950²⁹, et le Comité d'étude du régime des traitements, en 1956 (A/3209). Dans ces conditions, il n'y avait que très peu de postes d'administrateur adjoint disponibles pour promouvoir des agents des services généraux, et un certain nombre de candidats qui méritaient incontestablement cette promotion avaient dû l'attendre plu-

²⁹ COOR/Civil Service/2/Rev.1.

sièurs années, bien que les tâches et les responsabilités correspondant aux postes qu'ils occupaient fussent considérées comme celles d'un administrateur et qu'ils s'en acquittassent comme des administrateurs. Le Secrétaire général a l'intention d'utiliser certains des 10 postes ainsi transformés pour remédier à cet état de choses. Le reste de ces postes constituerait une sorte de réserve dans laquelle on pourrait puiser à l'avenir si des cas de ce genre se présentaient à nouveau.

133. En fait, cependant, la proposition du Secrétaire général équivaut à ajouter 10 postes au nombre actuel des postes d'administrateur adjoint, afin d'offrir des possibilités d'avancement à un nombre limité de fonctionnaires, qui ont atteint, à l'heure actuelle, la classe supérieure de la catégorie des services généraux et dont les tâches, les responsabilités et la compétence justifient une telle promotion, sans puiser pour autant dans le contingent actuel de postes d'administrateur adjoint dont on dispose pour assurer un recrutement sur une large base géographique.

134. Le Comité consultatif ne veut pas dire que les agents des services généraux ne devraient être promus qu'à l'intérieur de leur catégorie. Mais il semble qu'en pratique, les tâches et les responsabilités correspondant aux postes des services généraux et la compétence que les titulaires de ces postes doivent posséder pour s'en acquitter ne sont pas normalement d'une nature telle qu'elles exigent la possession d'un diplôme universitaire et des qualités requises pour une promotion éventuelle aux classes intermédiaires ou supérieures de la catégorie des administrateurs. Certes, un fonctionnaire qui fait des études et acquiert une formation après avoir été nommé peut accroître sa compétence, comme il l'accroît du fait de l'expérience qu'il acquiert au service de l'Organisation, mais le Comité doute que l'Organisation ait intérêt à pourvoir plus qu'un très petit nombre de postes vacants d'administrateur adjoint en accordant des promotions de ce genre à des agents qui rempliraient ces conditions.

135. Quoi qu'il en soit, le Comité ne saurait approuver une telle politique que dans la mesure où les tâches et les responsabilités correspondant aux postes, ainsi que la compétence des fonctionnaires que l'on envisage d'y nommer, seraient effectivement celles d'un administrateur.

136. Le Comité se demande, toutefois, si le problème auquel se heurte le Secrétaire général n'est pas dû moins à l'absence de possibilités de passage de la catégorie des services généraux à la catégorie des administrateurs qu'au fait que l'on n'a pas prévu de classes, en dehors de cette dernière catégorie, pour les postes auxquels correspondent surtout des tâches de caractère auxiliaire, exigeant des compétences d'ordre administratif ou technique, et qui comporteraient, à l'extérieur de l'Organisation, des responsabilités plus étendues ou une rémunération plus élevée, pour des tâches analogues, que les postes de secrétaire et de commis, mais qui ne constituent aucunement le premier degré de l'échelle qui permet à un fonctionnaire de carrière d'accéder aux classes les plus élevées de la catégorie des administrateurs.

137. Le Comité tient à rappeler que depuis le moment où, en 1950, les divers organismes des Nations Unies ont institué la catégorie des services généraux, le barème des traitements des agents de cette catégorie est essentiellement fondé sur les taux de rémunération appliqués à l'extérieur pour des emplois équivalents et

que, par suite, l'éventail des traitements et le nombre de classes que comporte la catégorie sont eux aussi fonction, dans une très large mesure, de ces taux de rémunération.

138. Alors qu'au début tous les organismes des Nations Unies ont pu faire face à leurs besoins en disposant de cinq classes environ, la plupart d'entre eux ont constaté par la suite que ces cinq classes ne leur permettaient pas d'englober tout l'éventail des responsabilités et des taux de rémunération appliqués à l'extérieur pour des emplois équivalents. Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale lors de la quatrième session de celle-ci, en 1949, le Comité d'experts en matière de traitements et salaires, indemnités et congés³⁰ a proposé de résoudre ce problème en créant une nouvelle catégorie de service spécial pour les postes qui exigent certaines compétences professionnelles et techniques et une expérience plus vastes que celles qui sont normalement requises des secrétaires ou commis, mais qui ne comportent pas d'autre responsabilité que celle d'accomplir une tâche limitée de caractère auxiliaire.

139. Cette solution a été reprise par le Comité d'étude du régime des traitements dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale lors de la onzième session de celle-ci, en 1956³¹, comme suite à une suggestion du Secrétaire général, qui avait proposé "de faire de la catégorie des services généraux, qui comprend surtout le personnel de bureau et de secrétariat, une catégorie plus vaste englobant les agents techniques qu'il serait difficile d'inclure dans le nouveau classement des administrateurs; pour en faire une "catégorie des services techniques et généraux", il faudrait y ajouter des échelles de traitements pour les postes relativement élevés. Cette modification serait également utile pour les bureaux extérieurs, où les postes techniques sont en fait pourvus sur un plan plus ou moins régional, étant donné qu'on a besoin de fonctionnaires connaissant le milieu local. A l'heure actuelle, les rémunérations offertes pour certains postes à New York, en dehors de l'Organisation, sont si élevées que la seule échelle qui puisse leur être comparée est une échelle de la catégorie des administrateurs. Toutefois, si l'on classait ces postes dans la catégorie des administrateurs, il faudrait, d'après le système actuel, appliquer le même classement à des emplois équivalents dans tous les bureaux de l'ONU: eu égard aux conditions locales ou régionales, un classement de ce genre pourrait être abusif. Le Secrétaire général a pensé qu'il ne fallait pas être trop systématique lorsqu'on décidait, dans un bureau déterminé, de classer certains postes dans la catégorie des administrateurs ou dans la catégorie des services techniques et généraux, compte tenu des conditions de recrutement, des possibilités de mutation, etc. La création d'une catégorie des services techniques et généraux permettrait aussi d'offrir plus aisément une voie d'avancement aux agents des services généraux, dont l'accès à la catégorie des administrateurs est forcément limité par le principe de la "répartition géographique"³²."

140. Le Comité d'étude du régime des traitements avait constaté que "plusieurs organisations comptaient une proportion excessive de fonctionnaires de la classe P-1 qui n'étaient pas, à proprement parler, des admi-

³⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, quatrième session, Cinquième Commission, Annexes, vol. II, par. 23 c.

³¹ Ibid., onzième session, Annexes, vol. II, point 51 de l'ordre du jour, document A/3209.

³² Ibid., annexe A, par. 9.

nistrateurs débutants pouvant accéder aux classes supérieures. Dans de nombreux cas, il s'agissait d'agents des services généraux promus administrateurs, et, s'il était vrai qu'un agent des services généraux possédant la compétence voulue devait pouvoir accéder à la catégorie des administrateurs, il était peu probable que tous ceux qui avaient été ainsi promus fussent réellement qualifiés pour s'élever progressivement dans la hiérarchie³³. Le Comité d'étude du régime des traitements recommandait finalement de remédier à cette difficulté, là où elle existait, en ajoutant les classes supplémentaires nécessaires au-dessus de la classe supérieure de la catégorie des services généraux, étant entendu qu'il pourrait être nécessaire, à une date ultérieure, de créer une nouvelle catégorie pour certains postes exigeant des compétences techniques particulièrement bien rémunérées.

141. Les principes énoncés par le Comité d'experts, en 1949, et par le Comité d'étude du régime des traitements, en 1956, ont été acceptés par les chefs des secrétariats des organismes des Nations Unies et ont été appliqués dans la mesure où il fallait, du fait de la situation locale, apporter des modifications à la structure des traitements et des catégories.

142. Le Comité note que le Secrétaire général n'a pas jusqu'à présent jugé nécessaire d'ajouter des classes aux cinq classes de la catégorie de services généraux qui existent à New York. Etant donné toutefois la proposition du Secrétaire général tendant à transférer en 1964 un certain nombre de postes de la catégorie des services généraux à celle des administrateurs, le Comité estime que le moment est peut-être venu de réexaminer la structure de cette catégorie pour voir si elle répond aux besoins présents.

143. Le Comité fait sienne l'opinion exprimée par le CCFPI en 1950, à savoir que les deux classes d'administrateur adjoint devraient, dans l'ensemble, être réservées à de jeunes diplômés d'université, capables d'accéder aux classes supérieures, qui seraient recrutés sur une large base géographique. Mais le Comité se refuse à admettre que certains types de postes, comme ceux qui exigent des compétences techniques hautement spécialisées, doivent être rangés dans la catégorie des postes d'administrateur uniquement du fait que les traitements versés à l'extérieur aux personnes qui possèdent de telles compétences équivalent aux traitements de la catégorie des administrateurs. D'un autre côté, le Comité hésiterait à recommander que l'on prévoie des classes supplémentaires, au-dessus de la classe supérieure de la catégorie des services généraux, pour y ranger de tels postes, à moins qu'il ne soit bien entendu que ce nouveau plafond ne devrait pas susciter chez les agents des services généraux, quels que soient la nature de leurs tâches, le degré de leurs responsabilités et les taux de rémunération appliqués à l'extérieur pour des tâches et responsabilités équivalentes aux leurs, l'espoir de parvenir, au cours de leur carrière, à la classe la plus élevée. L'un des moyens d'éviter tout malentendu de ce genre serait de créer une catégorie distincte pour les postes exigeant des compétences techniques hautement spécialisées, comme l'avait suggéré le Comité d'experts en 1949.

144. Sans vouloir faire à l'heure actuelle de propositions précises, le Comité consultatif estime que le Secrétaire général serait fondé, de toute évidence, à

entreprendre une étude de la situation présente en tenant compte des observations qui précèdent.

Abattement pour mouvements de personnel

145. En ce qui concerne l'abattement pour mouvements de personnel, le Comité constate qu'au lieu d'opérer comme précédemment une déduction de 3 p. 100 sur le coût des postes de toutes les classes, on a opéré une déduction de 5 p. 100 sur le coût estimatif des postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang plus élevé exclusivement. On a fait valoir que dans la catégorie des services généraux, les postes étaient généralement pourvus sans aucun retard; c'est ainsi qu'au 30 mai 1963, il n'y avait que 10 postes vacants dans cette catégorie. Pour ce qui est des administrateurs et des fonctionnaires de rang plus élevé, il y avait, en revanche, en juin, 173 postes vacants et, bien que le recrutement dût être accéléré, on estimait que nombre d'entre eux ne seraient toujours pas pourvus à la fin de l'année. Ces retards ainsi que ceux qui se produiront inévitablement lorsqu'il s'agira de remplacer d'autres fonctionnaires ayant quitté l'Organisation justifieraient un abattement pour mouvements de personnel de 5 p. 100 au moins dans le projet de budget pour 1964. Le Comité note que le chiffre de 5 p. 100 proposé par le Secrétaire général est provisoire et devra peut-être être ajusté le moment venu.

146. Compte tenu de l'expérience des exercices antérieurs et du nombre des postes vacants au mois de juin 1963, le Comité consultatif recommande de porter à 1 500 000 dollars l'abattement pour mouvements de personnel. Cette somme correspondrait à une réduction de 5,4 p. 100 du coût des postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang plus élevé.

Article II. — Personnel temporaire pour les réunions

| | Dollars |
|---|---------|
| Crédit demandé par le Secrétaire général... | 613 000 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif | 594 500 |
| 1962 (dépenses effectives) | 739 752 |
| 1963 (crédit ouvert) | 627 750 |

147. Depuis 1963, les crédits demandés au présent article doivent permettre de couvrir les frais de voyage du personnel temporaire qui n'est pas recruté sur le plan local, frais qui étaient précédemment inscrits au chapitre 4 (Dépenses communes de personnel). Le chiffre des dépenses de 1962 a été ajusté en conséquence.

148. Dans la première partie du présent rapport (par. 56 à 74), le Comité consultatif a présenté des observations détaillées sur la situation difficile à laquelle on se heurtera en 1964, pour ce qui est des conférences et réunions, et il a présumé, comme il est indiqué plus haut au paragraphe 99, que le Conseil économique et social acceptera les recommandations du Secrétaire général tendant à limiter le programme des réunions prévues pour l'année prochaine. Une telle décision du Conseil entraînerait, en particulier, la suppression de la session que l'une de ses commissions techniques devait tenir à Genève en 1964 et pour laquelle un crédit de 18 500 dollars est demandé à la rubrique ii du présent article.

149. En conséquence, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au présent article un crédit de 594 500 dollars, soit 18 500 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

³³ *Ibid.*, onzième session, Annexes, vol. II, point 51 de l'ordre du jour, document A/3209, par. 50.

Article III. — Autre personnel temporaire

| | <i>Dollars</i> |
|---|----------------|
| Crédit demandé par le Secrétaire général . . . | 2 068 000 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif . . . | 1 900 000 |
| 1962 (dépenses effectives) . . . | 1 454 011 |
| 1963 (crédit ouvert) . . . | 1 572 750 |

150. Bien que le tableau d'effectifs proposé pour 1964 soit maintenu au niveau approuvé pour 1963, le crédit demandé pour le personnel temporaire — autre que celui qui est affecté aux réunions — fait apparaître une augmentation de 495 250 dollars, dont 415 000 dollars pour les "postes temporaires". Cette augmentation représente plus de la moitié de l'augmentation globale enregistrée au chapitre 3 du projet de budget pour 1964.

151. En ce qui concerne la distinction entre "postes permanents" et "postes temporaires", le Comité tient à rappeler que, dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale en 1962, il recommandait "énergiquement que l'on continue à bien préciser, pour tout nouveau programme, si une réorganisation administrative ou la réaffectation de certains fonctionnaires en poste permettrait de faire face aux nouveaux besoins et, de plus, si le personnel supplémentaire sera manifestement nécessaire pour une période indéfinie ou, au contraire, limitée, qu'on puisse ou non la déterminer déjà. Dans la mesure où des augmentations nettes s'imposent, il ne faudrait créer de postes permanents que pour les tâches de caractère évidemment durable. Lorsqu'il s'agit de besoins établis mais que l'on ne sait pas encore très bien ni dans quelles classes ranger les postes nécessaires, ni la nature ou la durée souhaitable des attributions à confier à leurs titulaires, mieux vaut recourir à du personnel temporaire³⁴."

152. Le Comité prend note de l'assurance donnée par le Secrétaire général que ces postes "ne seront approuvés que pour la durée de l'exercice financier et qu'il faudra, pour l'exercice suivant, réexaminer la situation dans le cas de chaque poste en vue de décider s'il convient de le transférer à la catégorie des postes permanents, s'il s'avère que les fonctions exercées par le titulaire ont un caractère durable, ii de le maintenir dans la catégorie des postes temporaires, ou iii de le supprimer, si les fonctions du titulaire n'ont plus de raison d'être ou si sa tâche est achevée..."³⁵.

153. Tout en acceptant la définition que le Secrétaire général donne des "postes temporaires", le Comité ne saurait admettre aisément qu'il faille ajouter 59 postes de ce type³⁶ aux 4 285 postes permanents approuvés

³⁴ *Ibid.*, dix-septième session, Supplément n° 7 (A/5207), par. 123.

³⁵ *Ibid.*, dix-huitième session, Supplément n° 5 (A/5505), p. 20.

³⁶ Les 59 postes temporaires se répartiraient comme suit :

| | <i>Administrateurs</i> | <i>Agents des Services généraux</i> |
|--|------------------------|-------------------------------------|
| Service juridique — Annuaire juridique . . . | 1 | — |
| Service financier — Système électronique de comptabilité . . . | 6 | — |
| Services linguistiques de Genève . . . | 8 | 8 |
| Secteurs des questions administratives générales, des finances et du personnel . . . | 7 | 20 |
| Secteurs organiques (Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité, Bureau des affaires sociales pour le Moyen-Orient [Beyrouth] et Division des droits de l'homme) . . . | 7 | 2 |
| | <u>29</u> | <u>30</u> |

pour 1963, dont bon nombre ne sont pas encore pourvus. Le Comité estime qu'il n'est pas possible, tant qu'il existe de nombreux postes vacants, de s'assurer de la mesure dans laquelle le personnel permanent peut absorber la totalité du volume de travail et de la mesure dans laquelle on peut avoir besoin de personnel temporaire supplémentaire. Toutefois, comme le recrutement des fonctionnaires appelés à occuper les postes permanents vacants doit être accéléré et comme les postes temporaires proposés sont demandés, en partie du moins, pour des secteurs dans lesquels il n'y a pas de vacance ou pour l'exécution de tâches très précises autres que celles dont s'acquitte le personnel permanent, le Comité reconnaît que si ces tâches doivent être exécutées en 1964, certains postes temporaires auront à être créés. Il recommande, d'autre part, que le Secrétaire général ne recoure à de tels postes que pour faire face aux besoins les plus urgents et dans des secteurs autres que ceux où il existe des postes permanents vacants ou pour lesquels la création de nouveaux postes permanents a été autorisée pour 1963. Le Comité estime que, de cette façon, les 59 nouveaux postes temporaires proposés ne seront pas tous nécessaires et que des économies pourront être réalisées sur le coût des lits postes.

154. Les observations qui précèdent portent plus particulièrement sur les 59 postes temporaires proposés, mais compte tenu de la politique d'aménagement optimum du dispositif d'ensemble et de son maintien dans les limites acquises que le Secrétaire général s'est assignée pour 1964, elles s'appliquent aussi à toutes les catégories de personnel temporaire. Le Comité n'est pas convaincu, en particulier, que l'augmentation sensible des dépenses prévues à la rubrique ii (Autre personnel temporaire affecté à des tâches générales) et à la rubrique iii (Experts et consultants engagés à titre personnel) soit nécessaire.

155. Dans ces conditions, le Comité consultatif recommande de réduire de 168 000 dollars le crédit global de 2 068 000 dollars demandé pour le personnel temporaire, le crédit à ouvrir se trouvant ainsi ramené à 1 900 000 dollars.

Article IV. — Heures supplémentaires et salaire de nuit

| | <i>Dollars</i> |
|---|----------------|
| Crédit demandé par le Secrétaire général . . . | 630 000 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif . . . | 600 000 |
| 1962 (dépenses effectives) . . . | 644 089 |
| 1963 (crédit ouvert) . . . | 622 000 |

156. Le crédit de 630 000 dollars demandé pour 1964 est à peu de chose près maintenu au niveau du crédit ouvert pour 1963 et des dépenses effectives de 1962. Douze pour cent du crédit demandé doivent permettre de couvrir le coût du sursalaire de nuit et 88 p. 100 le coût des heures supplémentaires.

157. Un sursalaire de nuit est payable, aux termes du Règlement du personnel, aux fonctionnaires qui sont appelés à assurer régulièrement du service de nuit ; il représente 10 p. 100 du salaire.

158. On appelle "heures supplémentaires" la rétribution des heures de travail faites en sus de la semaine de travail réglementaire. Aux termes du Règlement du personnel, les fonctionnaires autres que les administrateurs et fonctionnaires de rang plus élevé qui sont appelés à faire des heures supplémentaires ont droit, de préférence, à un congé de compensation ou reçoivent,

si cela n'est pas possible, une rémunération supplémentaire égale à une fois et demie leur traitement ou salaire horaire normal. Aucun fonctionnaire ne doit, sauf dans des circonstances tout à fait exceptionnelles, faire plus de 40 heures supplémentaires au cours d'un même mois.

159. Le Comité reconnaît qu'il y a des périodes de l'année, comme celle de la session de l'Assemblée générale, où il n'est pas possible d'accomplir les tâches de la journée dans le cadre des heures de bureau réglementaires. Il estime néanmoins qu'il convient, dans l'intérêt de la santé des fonctionnaires et de la bonne marche des services, de limiter les heures supplémentaires au strict minimum. Le Comité considère qu'une responsabilité particulière incombe à cet égard aux services organiques, car une planification d'ensemble plus efficace et l'établissement d'un plan plus rationnel pour l'exécution des travaux permettraient de mieux respecter les dates limites fixées. Grâce à de telles mesures et à un contrôle strict du recours aux heures supplémentaires et de la façon dont elles sont compensées, il devrait être possible de réduire les crédits demandés pour la rémunération en espèces de ces heures supplémentaires.

160. En conséquence, le Comité recommande d'ouvrir à l'article IV un crédit de 600 000 dollars, soit 30 000 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

Ensemble du chapitre 3

161. Dans les paragraphes précédents, le Comité consultatif a recommandé, pour les divers articles du chapitre 3, des réductions dont le total s'élève à 329 020 dollars.

162. Le Comité recommande donc d'ouvrir pour l'ensemble du chapitre 3 un crédit de 45 013 980 dollars.

| <i>Récapitulation des réductions recommandées:</i> | <i>Dollars</i> |
|--|----------------|
| <i>Art. I^{er}. — Postes permanents:</i> | |
| Abattement supplémentaire pour mouvements de personnel | 112 520 |
| <i>Art. II. — Personnel temporaire pour les réunions ..</i> | 18 500 |
| <i>Art. III. — Autre personnel temporaire</i> | 168 000 |
| <i>Art. IV. — Heures supplémentaires et sursalaire de nuit</i> | 30 000 |
| TOTAL, chapitre 3 | 329 020 |

CHAPITRE 4. — DÉPENSES COMMUNES DE PERSONNEL

| | <i>Dollars</i> |
|---|----------------|
| Crédit demandé par le Secrétaire général | 10 424 000 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif | 10 325 000 |
| 1962 (dépenses effectives) | 9 470 012 |
| 1963 (crédit ouvert) | 10 195 500 |

163. Le crédit demandé au chapitre 4 doit couvrir les indemnités versées aux fonctionnaires, les paiements au titre de la sécurité sociale, les dépenses à l'occasion du recrutement, des mutations et de la cessation de service et les autres dépenses communes de personnel: a) pour tous les services du Secrétariat visés au chapitre 3; b) pour le personnel des missions (fonctionnaires recrutés sur le plan international et personnel de remplacement) qui est visé au chapitre 18; c) pour les guides du Service des visites et le personnel temporaire visé aux divers chapitres de recettes du budget. Le chapitre 4 ne comprend donc pas les dépenses communes de personnel du Service mobile (chap. 19), du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (chap. 20) et de la Cour internationale de Justice (chap. 21).

164. Le tableau 5 donne la ventilation par article de sommes correspondant aux exercices 1962, 1963 et 1964 et indique les augmentations ou diminutions enregistrées, en chiffres absolus et en pourcentage, entre 1963 et 1964 et entre 1962 et 1964.

165. Près des trois quarts du crédit demandé au titre de ce chapitre sont destinés à couvrir des dépenses qui, comme les indemnités pour charges de famille, les indemnités pour frais d'étude et les frais de voyage connexes (art. 1^{er}) ou les paiements effectués au titre de la sécurité sociale, notamment les cotisations à la Caisse des pensions (art. II), représentent des indemnités statutaires versées aux fonctionnaires ou d'autres paiements découlant de décisions ou de directives de l'Assemblée générale. Le chiffre des dépenses réelles sera, bien entendu, fonction du nombre de cas donnant lieu à ces versements; pour déterminer le montant du crédit demandé, on s'est nécessairement fondé sur les données de l'expérience, ajustées pour tenir compte de tous les facteurs connus qui peuvent influencer sur le volume des dépenses.

Tableau 5

DÉPENSES COMMUNES DE PERSONNEL: VENTILATION PAR ARTICLE ET PAR EXERCICE POUR 1962, 1963 ET 1964

| <i>Articles</i> | <i>Crédit demandé pour 1964</i> | <i>Crédit ouvert pour 1963</i> | <i>Dépenses de 1962</i> | <i>Augmentation (ou diminution) entre 1963 et 1964</i> | | <i>Augmentation entre 1962 et 1964</i> | |
|---|---------------------------------|--------------------------------|-------------------------|--|--------------------|--|--------------------|
| | <i>Dollars</i> | <i>Dollars</i> | <i>Dollars</i> | <i>Dollars</i> | <i>Pourcentage</i> | <i>Dollars</i> | <i>Pourcentage</i> |
| I. — Indemnités et prestations | 2 490 000 | 2 408 700 | 2 254 572 | 81 300 | 3,4 | 235 428 | 10,1 |
| II. — Sécurité sociale | 4 994 000 | 4 983 300 | 4 575 674 | 10 700 | 0,2 | 418 326 | 9,1 |
| III. — Frais de voyage à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service | 970 000 | 922 500 | 954 033 | 47 500 | 5,1 | 15 967 | 1,7 |
| IV. — Frais de déménagement à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service | 621 000 | 632 250 | 506 109 | (11 250) | (1,8) | 114 891 | 22,7 |
| V. — Indemnités versées à la cessation de service | 950 000 | 912 500 | 875 571 | 37 500 | 4,1 | 74 429 | 8,5 |
| VI. — Programmes de formation du personnel | 399 000 | 336 250 | 304 053 | 62 750 | 18,7 | 94 947 | 31,2 |
| TOTAL, chapitre 4 | 10 424 000 | 10 195 500 | 9 470 012 | 228 500 | 2,2 | 953 988 | 10,1 |

166. Les prévisions de dépenses relatives aux nominations, aux mutations et à la cessation de service se fondent de même, dans une grande mesure, sur l'expérience acquise, mais pour les établir il faut prévoir le nombre probable de cas qui se présentera.

167. Le Comité consultatif reconnaît que les dépenses inscrites aux articles I^{er}, II, III, IV et V peuvent être qualifiées de dépenses statutaires mais, se fondant sur l'expérience des exercices précédents, il incline à croire que les dépenses réelles seront moins élevées que les prévisions actuelles car certains des versements prévus n'auront pas à être effectués. Le Comité a, par exemple, appris que les dispositions spéciales concernant le versement des indemnités d'installation à Genève cesseraient de s'appliquer à compter du 1^{er} juillet 1963, ce qui permettrait, pour l'exercice 1964, de réaliser une économie de quelque 18 000 dollars au titre de la rubrique ii (Indemnités d'installation) de l'article III.

168. En outre, les réductions recommandées par le Comité consultatif pour divers articles du chapitre 3 (Traitements et salaires) entraîneraient automatiquement une certaine réduction des dépenses communes de personnel qui sont fonction du montant des rémunérations versées par l'Organisation, et notamment des indemnités et prestations et des versements au titre de la sécurité sociale, qui comprennent les cotisations à la Caisse commune des pensions du personnel.

169. De toute manière, le Comité consultatif pense que le Secrétaire général contrôlera très strictement l'application de toute disposition statutaire entraînant des dépenses au titre du chapitre 4 du budget.

170. En ce qui concerne l'article VI (Programmes de formation du personnel) le Comité consultatif rappelle que, dans son premier rapport à l'Assemblée générale (dix-huitième session), il a attiré l'attention sur la recommandation du Comité des commissaires aux comptes tendant à ce qu'un programme de formation en matière de comptabilité et d'administration financière soit institué pour accroître le nombre des fonctionnaires compétents chargés des questions financières dont dispose l'Organisation (A/5434, par. 7 et 8). Le Comité note que quatre stagiaires étudient actuellement ces questions dans le cadre du programme de formation d'administrateurs subalternes visé à la rubrique ii de l'article VI. L'Organisation manquant de personnel dans ce domaine, le Comité espère qu'une part importante des fonds alloués pour le programme sera consacrée à la formation de spécialistes des questions financières.

171. Dans ses rapports sur les projets de budget pour 1962 et 1963⁸⁷, le Comité consultatif, notant que le crédit demandé pour ce programme devait permettre non seulement de rémunérer les stagiaires mais aussi de couvrir leurs frais de voyage et autres indemnités, estimait que l'on pourrait envisager des arrangements selon lesquels les gouvernements intéressés prendraient à leur charge les frais de voyage de leurs ressortissants nommés au titre du programme de formation d'administrateurs subalternes. Il semble qu'aucun résultat tangible n'ait, à cet égard, été atteint au cours de l'année

écoulée et le Comité réitère donc sa suggestion, en faisant observer que cette participation financière de la part des gouvernements intéressés permettrait au Secrétariat de recruter et de former un plus grand nombre de candidats dans les limites du crédit ouvert par l'Assemblée générale.

172. En ce qui concerne le programme de formation de traducteurs et d'interprètes de langue russe, au titre duquel le Secrétaire général demande, à la rubrique iii de l'article VI, un crédit de 100 000 dollars, le Comité consultatif relève, dans le texte du budget, qu'on estime que les stagiaires traduisent, pendant les 10 mois que durent leurs cours, 8 500 pages de documents de l'ONU. Le Comité est informé que si ces documents étaient traduits — comme ils devraient de toute façon l'être — en dehors de Moscou, les frais encourus excéderaient 100 000 dollars.

173. Compte tenu de la politique "d'aménagement optimum" dans le cadre des "limites acquises" annoncée par le Secrétaire général, ainsi que de la nécessité de pratiquer avant tout l'austérité, le Comité éprouve quelques doutes à l'égard de l'augmentation de crédit de 62 750 dollars, soit 18,7 p. 100, demandée au titre de l'article VI et comprenant 15 250 dollars au titre des cours de langues pour les fonctionnaires (rubrique i) et 47 500 dollars au titre de la formation d'administrateurs subalternes (rubrique ii). Sans contester l'utilité de ces programmes, le Comité consultatif incline cependant à suggérer que, dans les circonstances présentes, les dépenses en question soient maintenues au niveau de 1963.

174. Compte tenu des remarques et suggestions qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 4 un crédit de 10 325 000 dollars, soit 99 000 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

| | |
|--|----------------|
| <i>Réduction recommandée:</i> | <i>Dollars</i> |
| Chap. 4. — Dépenses communes de personnel..... | 99 000 |

CHAPITRE 5. — FRAIS DE VOYAGE DU PERSONNEL

| | |
|---|----------------|
| | <i>Dollars</i> |
| Crédit demandé par le Secrétaire général.. | 2 070 000 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif | 1 975 000 |
| 1962 (dépenses effectives) | 2 103 178 |
| 1963 (crédit ouvert) | 2 024 200 |

175. Le crédit de 2 070 000 dollars que le Secrétaire général demande au chapitre 5 concerne les trois catégories de dépenses suivantes: frais de voyage du personnel envoyé à des sessions (art. I^{er}), frais de voyage des fonctionnaires et des personnes à leur charge envoyés en mission — abstraction faite des sessions — (art. II) et frais de voyage pour le congé dans les foyers des fonctionnaires (art. III). Le tableau 6 donne la ventilation par article des sommes correspondant aux exercices 1962, 1963 et 1964 et indique les variations enregistrées, en chiffres absolus et en pourcentages, entre 1963 et 1964 et entre 1962 et 1964:

⁸⁷ Ibid., seizième session, Supplément n° 7 (A/4814), par. 174; *ibid.*, dix-septième session, Supplément n° 7 (A/5207), par. 173.

Tableau 6

FRAIS DE VOYAGE DU PERSONNEL: VENTILATION PAR ARTICLE ET PAR EXERCICE POUR 1962, 1963 ET 1964

| Articles | Crédit demandé pour 1964 | Crédit ouvert pour 1963 | Dépenses de 1962 | Augmentation (ou diminution) entre 1963 et 1964 | | Augmentation entre 1962 et 1964 | |
|--|--------------------------|-------------------------|------------------|---|-------------|---------------------------------|-------------|
| | Dollars | Dollars | Dollars | Dollars | Pourcentage | Dollars | Pourcentage |
| I. — Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions | 279 700 | 334 400 | 268 829 | (54 700) | (16,36) | 10 871 | 4,04 |
| II. — Frais de voyage du personnel en mission (abstraction faite des sessions) | 607 500 | 611 600 | 582 700 | (4 100) | (0,67) | 24 800 | 4,20 |
| III. — Frais de voyage pour le congé dans les foyers des fonctionnaires et des personnes à leur charge | 1 182 800 | 1 078 200 | 1 251 649 | 104 600 | 9,70 | (68 849) | (5,50) |
| TOTAL, chapitre 5 | 2 070 000 | 2 024 200 | 2 103 178 | 45 800 | 2,26 | (33 178) | (1,58) |

176. On se rappellera que, dans son septième rapport à l'Assemblée générale (dix-septième session), le Comité consultatif avait recommandé que l'ONU adopte les nouvelles dispositions relatives aux conditions de voyage³⁸ que l'OMS appliquait depuis le 1^{er} mai 1962³⁹. Compte tenu de cette proposition, il avait recommandé que les crédits demandés aux chapitres 2, 4, 5, 18 et 19 du projet de budget pour 1963 soient réduits d'un montant total de 443 000 dollars⁴⁰.

177. Lorsque la Cinquième Commission a examiné le chapitre 5 du budget de 1963, elle a reconnu que les normes de voyage appliquées par l'OMS étaient conformes à la tendance générale des conditions de voyage dans le monde et que l'Organisation gagnerait beaucoup à les adopter; la Cinquième Commission a exprimé l'espoir que toutes les organisations relevant de l'ONU en viendraient à adopter des dispositions analogues. Elle a enfin décidé que le Secrétaire général, exerçant le pouvoir qui lui est conféré en vertu du Statut du personnel et dans les limites des crédits ouverts, devait être laissé libre de choisir les normes de voyage applicables, compte tenu des opinions exprimées par la Cinquième Commission ainsi que d'autres avis pertinents, et qu'il devrait faire rapport sur la question à l'Assemblée générale à sa dix-huitième session. Le Secrétaire général a donc fait paraître une circulaire⁴¹ exposant en détail les nouvelles dispositions concernant les conditions de voyage, qui ont pris effet à compter du 5 janvier 1963.

178. Le nouveau régime appliqué par l'ONU diffère de celui de l'OMS sur les principaux points suivants:

a) Dans les deux cas, le mode de transport normal, pour les voyages autorisés, est l'avion, les voyages se faisant par l'itinéraire le plus direct et le plus économique, mais le Secrétaire général a décidé de maintenir, dans le cas des fonctionnaires de l'ONU, une disposition prévoyant qu'un autre mode de transport peut être autorisé sans que le voyageur ait à payer des frais supplémentaires: i) lors de l'engagement initial, d'une mutation, de la cessation de service ou de congé dans les foyers; et ii) lorsque le Secrétaire général pense qu'il est de l'intérêt de l'Organisation que les intéressés empruntent un autre mode de transport. Par contre, le délai de route maximum accordé dans ces cas-là ne sera plus de 20 jours comme c'était le cas précédemment

mais correspondra à la durée du voyage en avion, par l'itinéraire le plus direct, y compris les arrêts autorisés en cours de route. Tout délai supplémentaire sera décompté du congé annuel. En outre, les dépenses faites au cours du voyage ne sont plus remboursées lorsque les fonctionnaires voyagent par bateau à l'occasion de leurs congés dans les foyers;

b) Selon les dispositions prises par l'OMS, tous les fonctionnaires des classes P-6 (D-1) et au-dessous voyagent en classe économique ou en classe touriste, quel que soit le motif du voyage, tandis que le régime appliqué par l'ONU prévoit que tous les fonctionnaires des classes D-2 et au-dessous voyagent en classe économique ou en classe touriste, quel que soit le motif du voyage, à l'exception des fonctionnaires des classes D-2 et D-1 envoyés en mission, qui sont autorisés à voyager en première classe.

179. Le Comité consultatif tient à faire savoir qu'il approuve les mesures adoptées jusqu'ici par le Secrétaire général pour appliquer la décision de l'Assemblée relative à la révision des normes de voyage du personnel. A son avis, non seulement il en résultera des économies budgétaires, mais encore les formalités administratives s'en trouveront simplifiées.

180. Comme on l'a indiqué plus haut, aux paragraphes 103 et 105, on devrait pouvoir réaliser une économie supplémentaire de 25 000 dollars pour l'ensemble du chapitre 5 si l'Assemblée générale adoptait des normes de voyage révisées pour fixer le plafond des frais de voyage des représentants dont le remboursement est à la charge de l'Organisation aux termes de la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale, du fait que le régime de la classe économique s'appliquerait à tout le personnel.

Article premier. — Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions

181. La diminution nette de 54 700 dollars des crédits demandés au présent article est due principalement: i) au fait que, la Commission économique pour l'Amérique latine ne se réunissant que tous les deux ans, elle ne tiendra pas de session en 1964, ce qui représente une économie de 54 000 dollars par rapport à 1963; ii) au fait que la Commission économique pour l'Afrique se réunira à Alger, ce qui représente un coût de 49 700 dollars pour les frais de voyage du personnel alors que les frais correspondants s'étaient élevés à 80 000 dollars en 1963 pour la session que la Commission a tenue à Léopoldville; iii) au fait que l'on prévoit

³⁸ *Ibid.*, dix-septième session, Supplément n° 7 (A/5207), par. 64.

³⁹ *Ibid.*, par. 58.

⁴⁰ *Ibid.*, par. 62.

⁴¹ ST/AI/150 et Add.1.

pour 1964 une réduction de 14 200 dollars des dépenses des comités et organes subsidiaires de la CEA. Ces réductions sont en partie compensées par diverses augmentations, la plus importante ayant trait à la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, dont la vingtième session, qui doit avoir lieu à Téhéran, entrera pour 45 400 dollars dans les crédits demandés au présent article, soit 23 400 dollars de plus que pour sa dix-neuvième session, qui a eu lieu à Manille.

182. Par le passé, le Comité consultatif a, à plusieurs reprises, appelé l'attention sur le montant élevé des frais de voyage et des indemnités de subsistance du personnel requis pour le service des réunions organisées non seulement en dehors du Siège, mais même ailleurs que dans les bureaux extérieurs permanents où l'Organisation aurait pu fournir une partie au moins des services nécessaires sans qu'il soit besoin d'ouvrir des crédits à cet effet au chapitre 5. Le Comité est obligé de constater avec regret que ses appels en faveur d'une réduction du nombre des sessions, surtout de celles qui ont lieu ailleurs qu'au siège de l'organe intéressé, n'ont pas été écoutés, en particulier par certaines commissions économiques régionales.

183. Le Comité part du principe que le Conseil économique et social acceptera la recommandation du Secrétaire général concernant le calendrier des conférences de 1964, selon laquelle les sessions de cinq commissions techniques seraient supprimées ou ajournées en 1964, ce qui se traduirait par des économies à divers chapitres du budget, comme on l'a indiqué au paragraphe 99. Dans le cas particulier de l'article I^{er} du chapitre 5, la réduction serait de l'ordre de 4 000 dollars.

Article II. — Frais de voyage du personnel en mission (abstraction faite des sessions)

184. Le crédit demandé pour 1964 (607 500 dollars) accuse une diminution négligeable de 4 100 dollars, soit 0,67 p. 100 par rapport à 1963; cela peut être considéré comme une stabilisation des dépenses au titre de cet article. Toutefois, une comparaison avec les dépenses effectives de 1962 révèle une augmentation de 24 800 dollars, soit 4,26 p. 100, laquelle, étant donné que les normes de voyage ont été abaissées à partir du mois de janvier 1963, est en réalité sensiblement plus importante que ces simples données statistiques ne le laisseraient supposer.

185. La majeure partie des dépenses prévues à l'article II concerne les activités économiques et sociales, au Siège de New York et dans les commissions économiques régionales. Le Comité reconnaît que les activités de plus en plus grandes de l'Organisation dans le cadre d'une politique de décentralisation, ainsi que la tendance à entreprendre des programmes en commun avec les institutions spécialisés, les organes intergouvernementaux et les départements des gouvernements nationaux exigent peut-être des consultations plus directes, particulièrement lorsqu'il faut strictement respecter certains délais. Toutefois, il estime qu'il est un moment à partir duquel des déplacements presque continus, notamment dans le cas de fonctionnaires de rang élevé, ne peuvent qu'avoir un effet défavorable sur l'efficacité du Secrétariat.

186. Le Comité consultatif tient également à appeler l'attention sur une différence fondamentale de nature entre les dépenses inscrites à l'article premier du chapitre 5 et celles qui sont inscrites à l'article II. Les

dépenses inscrites à l'article premier correspondent aux services requis pour les réunions qui sont convoquées sur une décision expresse d'organes des Nations Unies, c'est-à-dire, en dernière analyse, par les Etats Membres, tandis que les dépenses inscrites à l'article II correspondent aux frais de voyage exclusivement décidés par le Secrétariat. En d'autres termes, il semble que dans le premier cas, le Secrétaire général n'ait de latitude que pour prendre les dispositions les plus économiques compatibles avec la bonne marche de réunions convoquées par les organes délibérants, alors que dans le deuxième cas, l'initiative est laissée au Secrétariat qui détermine donc librement le montant des "frais de voyage du personnel en mission (abstraction faite des sessions)". Par conséquent, c'est là un domaine où les considérations d'efficacité administrative ainsi que le resserrement des crédits budgétaires obligent à appliquer les règles d'économie les plus strictes. Le Comité recommande donc instamment de donner à la procédure spéciale de révision et de contrôle appliquée à cette catégorie de dépenses un caractère beaucoup plus rigoureux.

187. Dans son rapport sur le projet de budget de 1963, le Comité consultatif indiquait qu'il ne voyait guère de raisons d'organiser à New York une réunion biennale des directeurs des centres d'information ⁴². Il remarque cette année que l'on a renoncé à cette pratique, mais que deux réunions régionales des directeurs des centres d'information sont prévues pour 1964: l'une à Santiago, pour l'Amérique latine, et l'autre à Genève, pour l'Europe et le Moyen-Orient. Le Comité consultatif s'est assuré que divers échanges et, en particulier, de nombreuses tournées faites par le Sous-Secrétaire à l'information et ses collaborateurs immédiats, permettaient déjà de maintenir d'étroits rapports entre les centres d'information et les services du Siège; il ne voit donc cette année pas plus de raisons d'organiser des réunions régionales de directeurs de centres qu'il n'en voyait l'année dernière pour des réunions au Siège.

188. Le Comité s'est contenté de citer certains exemples précis, mais il est évident qu'il importe de faire preuve de la même modération pour tous les déplacements officiels qu'il s'agisse de n'importe quel département ou service.

Article II'. — Frais de voyage pour les congés dans les foyers des fonctionnaires et des personnes à leur charge

189. Le crédit demandé pour 1964 (1 182 800 dollars) est supérieur de 104 600 dollars, soit 9,70 p. 100, au crédit ouvert en 1963. Cela est dû au fait qu'il y a relativement plus d'ayants droit au congé dans les foyers pendant les années paires (2 453 en 1964 contre 2 056 en 1963). Calculé strictement sur la base des 2 453 ayants droit prévus pour 1964, des conditions de voyages actuellement autorisées et des tarifs en vigueur au moment de l'établissement du projet de budget, le crédit demandé à l'article III du chapitre 5 s'élèverait approximativement à 1 532 000 dollars. Toutefois, pour tenir compte des congés différés et des mouvements de personnel éventuels, le Secrétaire général a retranché 249 200 dollars de cette somme, la ramenant ainsi à 1 182 800 dollars.

190. Le Comité consultatif est conscient du fait que le Secrétaire général ne peut pas exiger d'un fonctionnaire qu'il diffère le moment de prendre son congé dans

⁴² Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-septième session, Supplément n° 7 (A/5207), par. 186.

les foyers lorsqu'il y a droit, ni qu'il renonce à ce congé, mais il est néanmoins convaincu que les économies qui pourront être réalisées par suite des ajournements volontaires et des mouvements de personnel se traduiront en pratique par une réduction un peu plus importante que celle qu'a déjà prévue le Secrétaire général.

191. Compte tenu des observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 5 un crédit de 1 975 000 dollars, c'est-à-dire de réduire de 95 000 dollars le crédit demandé par le Secrétaire général.

192. En faisant cette recommandation, le Comité consultatif se rend compte qu'il sera sans doute difficile de réaliser des économies importantes à l'article III; la majeure partie de la réduction doit donc porter sur l'article II et le reste sur l'article I^{er}.

Réduction recommandée: Dollars
 Chap. 5. — Frais de voyage du personnel..... 95 000

CHAPITRE 6. — VERSEMENTS PRÉVUS AUX PARAGRAPHES 2 ET 3 DE L'ANNEXE I DU STATUT DU PERSONNEL; DÉPENSES DE REPRÉSENTATION

Dollars

| | |
|---|---------|
| Crédit demandé par le Secrétaire général... | 105 000 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif | 105 000 |
| 1962 (dépenses effectives) | 106 093 |
| 1963 (crédit ouvert) | 100 000 |

193. Le crédit de 105 000 dollars que le Secrétaire général demande pour ce chapitre dépasse de 5 000 dollars le crédit ouvert pour 1963, et il est inférieur d'environ 1 100 dollars aux dépenses effectives de 1962. Il est destiné à couvrir les dépenses suivantes:

Dollars

| | |
|--|--------|
| I. — Versements aux sous-secrétaires et directeurs, prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel..... | 70 000 |
| II. — Remboursement de dépenses de représentation à d'autres fonctionnaires du Secrétariat | 25 000 |
| III. — Dépenses de représentation occasionnées par les sessions de l'Assemblée générale et les réceptions en l'honneur de chefs d'Etat et d'autres personnalités de passage..... | 10 000 |

194. L'augmentation de 5 000 dollars au chapitre 6 est entièrement attribuable au fait que, pour les exercices précédents, la rubrique de l'article III, ii (Dépenses de représentation occasionnées par les réceptions en l'honneur de chefs d'Etat et d'autres personnalités de passage), ne figurait que pour mémoire dans le projet de budget approuvé, alors que le Secrétaire général demande cette année une somme de 5 000 dollars, calculée en fonction des dépenses effectives de 1960, 1961 et 1962. Le Comité note que, bien que ces dépenses ne puissent de toute évidence être évaluées avec certitude, le nombre de ces réceptions a augmenté régulièrement au cours des dernières années et que cette tendance se maintiendra probablement. Dans ces conditions, le Secrétaire général estime souhaitable que l'Organisation prenne à sa charge la totalité du coût des réceptions officielles assez importantes et de caractère strictement protocolaire — réceptions ou dîners, par exemple, donnés en l'honneur de chefs d'Etat ou d'autres personnalités de passage — tandis que le coût des réceptions protocolaires analogues mais, normalement, de moindre envergure continuerait à être partagé également entre l'Organisation et le Secrétaire général.

195. Le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 6 le crédit de 105 000 dollars demandé par le Secrétaire général.

Titre III. — Bâtiments, matériel et charges communes

CHAPITRE 7. — BÂTIMENTS ET AMÉLIORATION DES LOCAUX

Dollars

| | |
|---|-----------|
| Crédit demandé par le Secrétaire général.. | 6 034 500 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif | 6 034 500 |
| 1962 (dépenses effectives) | 4 386 948 |
| 1963 (crédit ouvert) | 4 272 000 |

196. Pour quatre des cinq articles du chapitre 7 (art. I^{er}, II, IV [en partie] et V), le plafond des dépenses et les modalités de règlement ont été fixés par l'Assemblée générale. Dans les cas de règlement par annuités, la situation actuelle est la suivante:

| <i>Articles</i> | <i>Annuité à verser en 1964</i> | <i>Montant restant dû à la fin de 1964</i> |
|---|---------------------------------|--|
| <i>Dollars des Etats-Unis</i> | | |
| I. — Amortissement de l'emprunt contracté pour la construction du Siège de l'ONU..... | 2 500 000 | 37 500 000 |
| [A régler selon le barème suivant: | | |
| <i>Dollars</i> | | |
| 1965-1975..... | 2 500 000 | |
| 1976-1981..... | 1 500 000 | |
| 1982 | 1 000 000] | |
| II. — Transfert à l'ONU des avoirs de la SDN..... | 649 500 | 649 466 |
| [A régler en une annuité de 649 466 dollars en 1965] | | |
| IV. — ii) a) 1) Modernisation du Palais des Nations..... | 311 000 | 622 000 |
| [A régler en deux annuités égales de 311 000 dollars en 1965 et 1966] | | |
| ii) a) 2) Remplacement de l'équipement téléphonique du Palais des Nations..... | 33 000 | 462 000 |

| Articles | Annuité à verser en 1964 | Montant restant dû à la fin de 1964 |
|--|--------------------------|-------------------------------------|
| <i>Dollars des Etats-Unis</i> | | |
| [A régler selon le barème suivant: | | |
| | <i>Dollars</i> | |
| 1965 | 386 600 | |
| 1966-1974 | 7 800 | |
| 1975 | 5 200] | |
| V. — Remboursement à l'Organisation mondiale de la santé des capitaux investis par elle dans le Palais des Nations [Résolution 1589 (XV) de l'Assemblée générale, du 20 décembre 1960] | | 340 000 |
| [Dernière annuité] | | |

197. Aucun crédit n'est demandé à l'article III pour l'immeuble de Santiago en attendant que l'Assemblée générale étudie cette question plus avant à sa dix-huitième session, où elle sera saisie d'un rapport du Secrétaire général et informée des résultats du programme de dons, qui seront probablement connus à cette époque. Le Comité consultatif rappelle qu'à la dix-septième session, la Cinquième Commission a décidé d'accepter la suggestion qu'il avait faite, à savoir qu'étant donné la situation d'ensemble, il pourrait être souhaitable de poursuivre la construction sur la base du plan initial, en prenant les précautions voulues (A/5369, par. 5). Cette décision a été approuvée par l'Assemblée générale le 19 décembre 1962.

198. Le Comité note que des mesures ont été prises immédiatement pour amener sur le terrain les installations et le matériel de construction nécessaires, et que les travaux de construction proprement dits ont commencé le 18 janvier 1963. On estime actuellement que la construction de la charpente sera achevée vers la fin de décembre 1963 et que le bâtiment pourra être occupé à partir du premier semestre de 1965.

199. Le Comité consultatif s'est également renseigné sur les résultats du programme de dons, et a été informé que le 18 janvier 1963, pour donner suite à la décision de l'Assemblée générale, le Secrétaire général, dans une communication adressée au Comité spécial chargé de cette question, a souligné la gravité de la situation financière et exprimé l'espoir que le Comité réussirait dans ses efforts pour combler le déficit du projet de construction grâce au programme de dons. Après avoir reçu la lettre du Secrétaire général, le Comité spécial s'est de nouveau mis en rapport avec tous les Etats membres de la CEPAL en les priant instamment d'apporter toute l'aide possible. Dans ce deuxième appel, le Comité proposait que les gouvernements membres envisagent sérieusement la possibilité de verser des contributions en espèces, eu égard à la situation budgétaire, et au fait que les dons de nature fonctionnelle ne permettraient pas tous de réduire le déficit dans une mesure égale à leur valeur véritable. Etant donné l'importance que le Secrétaire général attache au programme de dons et le peu de temps dont on dispose pour réaliser les objectifs fixés à ce programme, il a été décidé qu'un membre du Comité spécial, accompagné d'un fonctionnaire du secrétariat de la CEPAL, se rendrait dans plusieurs capitales d'Amérique latine pour se mettre en rapport avec les gouvernements membres et les intéresser autant que possible au programme.

200. Les premiers résultats de ces entretiens ont été soumis à la CEPAL à sa dixième session⁴³ dans un

rapport du Comité spécial du programme de dons pour l'immeuble des Nations Unies à Santiago, dans lequel il était dit notamment qu' "il serait encore prématuré d'essayer de préciser la nature et le montant des dons qui pourront être obtenus" (E/CN.12/676, par. 13). Au cours des débats qui ont eu lieu à la dixième session de la CEPAL, on a indiqué que le déficit demeurerait considérable en dépit des nouvelles modifications apportées aux plans pour réaliser le maximum d'économies, mais on a estimé que les travaux devraient continuer conformément aux plans approuvés dans l'espoir que les gouvernements membres répondraient avec générosité à l'appel qui leur avait été adressé. Indépendamment des offres mentionnées dans le rapport du Comité spécial, diverses délégations ont annoncé ou complété leurs dons (E/3766/Rev.2, par. 496 et 497).

201. Un crédit de 2 545 000 dollars est demandé à l'article IV (Transformation et amélioration des locaux et installations du Siège, à New York, et de l'Office de Genève, et gros travaux d'entretien); il se répartit comme suit:

| | <i>Dollars</i> | <i>Dollars</i> |
|--|----------------|----------------|
| i) <i>New York</i> : | | |
| a) Transformation et amélioration des locaux et installations | 2 081 000 | |
| b) Gros travaux d'entretien | 20 000 | |
| | | 2 101 000 |
| ii) <i>Genève</i> : | | |
| a) Transformation et amélioration des locaux et installations (voir le tableau, par. 196 ci-dessus) | 344 000 | |
| b) Gros travaux d'entretien | 100 000 | |
| | | 444 000 |
| | | 2 545 000 |

202. Pour ce qui est du point i, a (Transformation et amélioration des locaux au Siège) [2 081 000 dollars], on se souvient que, conformément à la recommandation du Comité consultatif⁴⁴, approuvée par la Cinquième Commission⁴⁵ et que l'Assemblée générale a faite sienne le 11 décembre 1962, on entreprendra en 1964 l'exécution d'un vaste programme de transformation et d'amélioration des salles de conférences et installations connexes. Ce programme comprend l'agrandissement de la salle de l'Assemblée générale — où seront installés des microphones — et des quatre grandes salles de conférences, la transformation d'une

⁴⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-septième session, Annexes, point 62 de l'ordre du jour, document A/5267.

⁴⁵ Ibid., document A/5334.

⁴³ Tenue à Mar del Plata (Argentine) en mai 1963.

salle de conseil, l'achèvement de l'étude architecturale et l'exécution de la première phase des travaux à entreprendre dans les sous-sols (y compris les installations visuelles).

203. A l'époque, le coût probable de ces travaux avait été évalué à 2 081 000 dollars et des dépenses de ce montant sont inscrites provisoirement sous la présente rubrique pour 1964. Une demande de crédit révisée, établie en fonction de nouvelles études techniques, de plans mis au point et de soumissions reçues, sera présentée à l'Assemblée générale à sa dix-huitième session. Le Comité consultatif espère que, tant pour ce qui est de la préparation des plans et des spécifications que de la procédure d'adjudication, le Secrétariat fera tout son possible pour que les dépenses ne dépassent pas le chiffre approuvé par l'Assemblée générale à sa dix-huitième session. Faute de renseignements nouveaux, le Comité consultatif n'est pas en mesure de faire d'autres observations, et ne peut que prendre note du montant approuvé l'an dernier, sous réserve que ce chiffre soit examiné de nouveau lorsque les prévisions révisées seront présentées à l'Assemblée à sa dix-huitième session.

204. Sous la rubrique i, b (Gros travaux d'entretien au Siège), on demande un crédit de 12 000 dollars pour poursuivre l'exécution du programme de remplacement des tapis usés dans le bâtiment des conférences et un crédit de 8 000 dollars pour installer des mécanismes de sécurité dans les escaliers roulants.

205. Comme il est indiqué dans le tableau du paragraphe 196 ci-dessus, le crédit de 244 000 dollars demandé sous la rubrique ii, a (Transformation et amélioration des locaux et installations à Genève) comprend la huitième tranche annuelle (311 000 dollars) du financement du programme de modernisation du Palais des Nations et la première tranche annuelle (33 000 dollars) du crédit ouvert pour remplacer l'équipement téléphonique du Palais.

206. Sous la rubrique ii, b (Gros travaux d'entretien à Genève), le Secrétaire général demande un crédit de 100 000 dollars pour poursuivre en 1964 l'exécution du programme d'entretien qui comprend un certain nombre de travaux urgents, notamment ceux qui intéressent les ascenseurs, les toitures, les planchers et les routes.

207. Le Comité a été mis au courant de ce programme pour la première fois lors de son passage à Genève l'an dernier et il a appris que ce programme assez ambitieux de réparations et de modernisation était nécessaire, surtout parce que les travaux d'entretien avaient dû être différés pendant ces dernières années. Le Comité croit comprendre que le nouveau programme pourrait être achevé dans un avenir relativement proche.

208. Cette année, le Comité a été informé que "si les travaux les plus urgents doivent être entrepris à temps et exécutés de manière économique et efficace, un crédit annuel de l'ordre de 100 000 dollars même pendant les années qui viennent sera très insuffisant pour faire face aux besoins effectifs"⁴⁶. Il semble que le coût total de ce programme d'entretien pourrait être de l'ordre de 1,5 million de dollars.

209. Le Comité ne doute pas de la nécessité d'entreprendre ces travaux, mais il ne peut s'empêcher d'exprimer quelque inquiétude devant la méthode fragmentaire utilisée pour l'établissement des projets de

gros travaux d'entretien et d'agrandissement à Genève, en conséquence de laquelle on présente chaque année des prévisions de dépenses sans qu'il existe, apparemment, le moindre plan d'ensemble.

210. On se souvient qu'un programme de modernisation⁴⁷ a été exécuté au Palais des Nations il y a quelques années pour un coût total de 2 081 000 dollars, grâce à un prêt du Gouvernement suisse. Ce programme avait été présenté comme un plan d'action suffisant pour faire face aux besoins prévisibles sur une période raisonnablement longue. Or, à sa dix-septième session, l'an dernier, l'Assemblée générale a dû approuver en outre un plan de remplacement complet de l'équipement téléphonique du Palais pour un coût de 495 000 dollars⁴⁸.

211. Cette année, alors que le coût du programme de modernisation n'est même pas encore complètement réglé, le Comité consultatif croit comprendre qu'en raison du nombre toujours plus grand de réunions qui ont eu lieu à Genève et en particulier de la tendance à convoquer de grandes conférences spéciales, il faudrait peut-être envisager d'agrandir encore les salles de conférences et les installations connexes à Genève. Le coût de ces travaux d'agrandissement s'élèverait à environ 2 millions de dollars.

212. Faute de précisions sur l'ampleur finale du programme, le Comité consultatif n'est pas en mesure de faire d'observations. Pour le moment, il doit se contenter de recommander à l'Assemblée générale d'approuver le crédit demandé par le Secrétaire général, étant entendu que ce dernier présentera bientôt un programme complet de réparations et de modernisation pour Genève en donnant à l'Assemblée générale l'assurance que ce programme suffira à faire face à tous les besoins prévisibles pendant de nombreuses années.

213. En ce qui concerne les prévisions présentées actuellement au chapitre 7 de 1964 et sous réserve des observations et des réserves qu'il a formulées dans les paragraphes précédents, en ce qui concerne notamment la nécessité d'examiner de nouveau la question en fonction des demandes de crédits révisées présentées à la dix-huitième session, le Comité consultatif recommande d'ouvrir le crédit de 6 034 500 dollars demandé par le Secrétaire général.

CHAPITRE 8. — MATÉRIEL ET INSTALLATIONS

| | <i>Dollars</i> |
|---|----------------|
| Crédit demandé par le Secrétaire général... | 504 500 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif | 460 000 |
| 1962 (dépenses effectives) | 447 078 |
| 1963 (crédit ouvert) | 500 000 |

214. Le crédit demandé dans ce chapitre doit permettre d'acheter le mobilier et le matériel nécessaires pour tous les services de l'ONU, à l'exclusion du Haut Commissariat pour les réfugiés et des bureaux des missions. Par rapport au crédit ouvert pour 1963, il accuse une augmentation de 4 500 dollars, qui se répartit comme suit:

⁴⁷ Autorisé en vertu des résolutions de l'Assemblée générale 1101 (XI) du 27 février 1957, 1447 (XIV) du 5 décembre 1959 et 1737 (XVI) du 20 décembre 1961.

⁴⁸ *Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-septième session, Annexes*, point 62 de l'ordre du jour, documents A/5280, A/5391 (par. 48 à 51) et A/C.5/935.

⁴⁶ *Ibid.*, dix-huitième session, Supplément n° 5 (A/5505, p. 72).

| BUTS | Augmentation (ou diminution) par rapport au crédit ouvert pour 1963 (dollars) |
|---------------------------------|--|
| New York | 1 730 |
| Genève (y compris la CEE) | 7 800 |
| Centres d'information | (11 300) |
| CEA | 5 000 |
| CEAEO | 270 |
| CEPAL | 1 000 |
| | <u>4 500</u> |

215. Les crédits demandés dans ce chapitre doivent couvrir deux catégories de besoins: a) le *remplacement* de matériel désuet ou usagé, et b) l'*acquisition* de matériel nouveau. Comme le Secrétaire général l'a indiqué dans son projet de budget, la plus grande partie du crédit demandé pour 1964 pour ce qui est de New York et de Genève concerne le remplacement de matériel usagé et non des acquisitions nouvelles. Ces dernières années, les crédits ouverts au présent chapitre ont servi à l'achat du matériel supplémentaire dont on avait un besoin urgent. De ce fait, l'exécution du programme normal de remplacement aurait pris un retard considérable, et il en serait résulté une accumulation de matériel vétuste, vieilli et peu pratique. Le Secrétaire général affirme que si l'on ne s'efforce pas sérieusement de le remplacer à partir de 1964, l'efficacité du travail risque de s'en trouver fort compromise et les frais d'entretien d'augmenter sensiblement.

216. Le Comité consultatif a toujours préconisé une politique de remplacement soigneusement mise au point en vue d'assurer le fonctionnement le plus économique possible du matériel, étant entendu qu'il faut continuer à se servir de tout le matériel encore utilisable. C'est pourquoi il est enclin à recommander en principe l'approbation du programme de remplacement proposé par le Secrétaire général.

217. Mais, étant donné que le projet de budget pour le prochain exercice repose sur l'hypothèse que le tableau des effectifs sera maintenu en 1964 au niveau de 1963, le Comité ne comprend pas pourquoi les crédits demandés par le Secrétaire général pour l'acquisition de matériel à New York et à Genève représentent encore un pourcentage aussi considérable du total des crédits demandés au titre du chapitre 8. On pouvait raisonnablement supposer, semble-t-il, puisque le Secrétaire général n'entend pas demander de postes nouveaux pour 1964, que l'on aurait réduit très sensiblement le programme des acquisitions nouvelles.

218. Tout en se rendant compte que l'accroissement du volume de travail, notamment au Service des conférences, où il est nécessaire de doubler les équipes dans les centraux dactylographiques et les ateliers d'imprimerie, pourrait nécessiter l'acquisition de quelques

machines de bureau et de matériel de reproduction supplémentaires, le Comité consultatif n'est pas convaincu de la nécessité d'acheter du mobilier supplémentaire: bureaux, fauteuils, classeurs, rayons, bibliothèques, etc. Il en va de même pour ce qui est du matériel de télécommunications (art. IV) où plus du tiers du crédit demandé est destiné à des acquisitions nouvelles. Il est certainement possible de réduire ces besoins sans nuire à l'efficacité de l'Organisation et le Comité estime qu'on doit pouvoir réduire sensiblement, par exemple, le crédit de 44 650 dollars, demandé pour l'achat de matériel divers pour le Service de l'information, qui représente 58,5 p. 100 du crédit total demandé au titre de l'article IV.

219. Compte tenu de ces observations et de la situation financière extrêmement difficile de l'Organisation, et avec l'espoir également que le programme des conférences sera réduit en 1964, le Comité consultatif recommande de réduire d'environ 50 p. 100 les crédits demandés pour l'achat de matériel à New York et à Genève, la réduction portant principalement sur les articles I^{er} (Mobilier et matériel de bureau), II (Machines de bureau), IV (Matériel de télécommunications) et VI (Matériel divers).

220. En conséquence, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 8 un crédit de 460 000 dollars, soit 44 500 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

Réduction recommandée: Dollars
Chap. 8. — Matériel et installations..... 44 500

CHAPITRE 9. — ENTRETIEN, UTILISATION ET LOCATION DES LOCAUX

| | Dollars |
|---|------------------------|
| Crédit demandé par le Secrétaire général. | 3 694 750 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif | 3 600 000 |
| 1962 (dépenses effectives) | 3 546 299 ^a |
| 1963 (crédit ouvert) | 3 568 200 |

^a Dont 31 202 dollars pour la reprise de la seizième session de l'Assemblée générale.

221. Le montant global des dépenses prévues au chapitre 9 (3 694 750 dollars) dépasse de 126 550 dollars le crédit ouvert en 1963 et de 148 451 dollars les dépenses effectives de 1962. Pour se prononcer à cet égard, le mieux est de le comparer avec le chiffre des dépenses de 1962, majoré en fonction des hausses ultérieures de prix et de salaires (estimées à 66 505 dollars depuis le début de 1962) et diminué de 31 202 dollars (montant estimatif des dépenses entraînées par la reprise de la seizième session de l'Assemblée générale). Sur cette base, le montant global de 3 694 750 dollars demandé pour 1964 est ventilé de la manière indiquée au tableau 7 ci-après avec, en regard, les chiffres correspondants de 1962 et de 1963:

Tableau 7

ENTRETIEN, UTILISATION ET LOCATION DES LOCAUX: VENTILATION PAR BUREAU ET PAR EXERCICE POUR 1962, 1963 ET 1964

| | Crédit demandé pour 1964 1 | Crédit ouvert pour 1963 2 | Dépenses de 1962 3 | 1962 Dépenses (chiffres ajustés en fonction des hausses de salaires et de prix ultérieures) 4 | Augmentation (ou diminution) entre 1962 (colonne 4) et 1964 (colonne 1) 5 |
|---|-------------------------------------|------------------------------------|--------------------------|---|---|
| <i>Dollars des Etats-Unis</i> | | | | | |
| New York..... | 3 146 530 | 3 078 000 | 3 126 404 | 3 161 707 | (15 177) |
| Genève | 277 000 | 220 100 | 183 163 | 183 163 | 93 837 |
| Centres d'information..... | 100 000 | 96 200 | 92 156 | 92 156 | 7 844 |
| Commission économique pour l'Afrique | 48 740 | 53 200 | 26 364 | 26 364 | 22 376 |
| Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient. | 44 000 | 31 700 | 46 441 | 46 441 | (2 441) |
| Commission économique pour l'Amérique latine..... | 78 480 | 89 000 | 71 771 | 71 771 | 6 709 |
| TOTAL, chapitre 9 | 3 694 750 | 3 568 200 | 3 546 209 | 3 581 602 | 113 148 |

222. Le crédit demandé à l'article I^{er} (Services contractuels) est supérieur de 106 900 dollars au crédit ouvert pour 1963, soit une augmentation de 78 293 dollars (dont 45 387 dollars pour New York et 32 906 dollars pour Genève) par rapport au montant ajusté des dépenses de 1962. L'augmentation des dépenses prévues pour New York tient exclusivement aux hausses de prix et de salaires, dont les effets seraient d'ailleurs encore plus marqués si ce n'était qu'on aura besoin, en 1964, d'un nombre relativement moindre de techniciens des télécommunications par suite: i) du remplacement de l'enregistrement sur disques par l'enregistrement sur bandes magnétiques, et ii) de la diminution du nombre des réunions en raison des travaux d'aménagement de la Salle de l'Assemblée générale et des principales salles de conférences qui doivent être exécutés en 1964. L'augmentation des crédits demandés pour Genève est attribuée par le Secrétaire général à la nécessité d'entreprendre sans délai certains travaux d'entretien intérieurs tels que la peinture des bureaux et des corridors selon un programme préétabli s'échelonnant sur plusieurs années. A cet égard, le Comité consultatif renvoie aux observations qu'il a formulées au sujet de la manière fragmentaire dont sont présentées les demandes de crédits pour les gros travaux d'entretien et d'agrandissement des bâtiments de Genève (voir par. 206 à 212 ci-dessus).

223. A l'article II (Eclairage, chauffage, énergie et eau), on constate une augmentation de 30 100 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1963 et de 11 183 dollars par rapport au montant ajusté des dépenses de 1962. Ce dernier chiffre est le résultat net des facteurs suivants:

a) Diminution de 9 858 dollars des dépenses prévues pour New York étant donné qu'en 1962 le montant des dépenses avait été anormalement élevé par suite de la reprise de la session de l'Assemblée générale;

b) Augmentation de 21 041 dollars des crédits demandés pour Genève due principalement à la hausse des prix, le mazout par exemple ayant augmenté de

25,6 p. 100 en un an et l'eau de 160 p. 100 au 1^{er} janvier 1963.

224. A l'article III (Autres dépenses relatives à l'entretien des locaux), on enregistre une diminution de 10 450 dollars par rapport au crédit ouvert en 1963 et une augmentation de 23 872 dollars par rapport au montant ajusté des dépenses de 1962. Cette dernière augmentation est le résultat net des facteurs suivants:

a) Diminution de 50 706 dollars des dépenses prévues pour New York, presque uniquement due au fait que les dépenses effectuées en 1962 pour le réaménagement de locaux et l'installation de cloisons n'auront pas à être répétées;

b) Augmentation de 39 890 dollars des crédits demandés pour Genève essentiellement imputable à la nécessité de louer des bureaux supplémentaires en dehors du Palais des Nations pour le nombreux personnel temporaire chargé d'assurer le service de grandes conférences spéciales;

c) Augmentation de 7 844 dollars des crédits demandés pour les centres d'information, due principalement à l'ouverture de nouveaux centres en 1963 et en 1964;

d) Augmentation de 22 376 dollars des crédits demandés pour la Commission économique pour l'Afrique imputable surtout à certains frais d'entretien général, de réparation et de nettoyage des fenêtres, qui étaient antérieurement à la charge du pays hôte et qui sont désormais assumés par l'ONU comme suite à l'accord conclu entre l'Organisation et le gouvernement hôte;

e) Réduction de 2 241 dollars des crédits demandés pour la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient due au fait qu'il a été possible de réduire légèrement le coût des fournitures pour l'entretien des locaux;

f) Augmentation de 6 706 dollars des crédits demandés pour la Commission économique pour l'Amérique latine essentiellement imputable à la hausse des loyers.

225. Le Comité consultatif constate avec satisfaction que le Secrétaire général s'est efforcé de maintenir les dépenses de ce chapitre du budget à leur niveau antérieur et qu'à une exception près, les augmentations sont dues à la hausse des prix des biens et des services.

226. La seule exception concerne la location de bureaux supplémentaires en dehors du Palais des Nations à Genève, qui semble être l'une des conséquences de l'augmentation continue du nombre des conférences qui se tiennent dans cette ville ainsi que de délais inévitables dans la construction du bâtiment de l'OMS. C'est une preuve de plus de la nécessité d'alléger le programme des conférences. Le Comité se sent obligé d'appeler l'attention sur la situation créée par l'expansion continue du programme des conférences, qui a contraint le Secrétaire général à avoir recours à des mesures d'urgence ou à des expédients. Les effectifs devenant insuffisants pour faire face au programme de travail, on recrute de plus en plus de personnel temporaire, si bien qu'il arrive un moment où les bureaux n'étant plus assez spacieux pour contenir tout ce personnel, le Secrétariat doit en louer au-dehors.

227. Mise à part cette situation particulière, le Comité consultatif sait que les dépenses prévues au chapitre 9 sont déterminées par des facteurs tels que les conditions faites par les entrepreneurs de l'extérieur, le coût de l'éclairage, du chauffage, etc., et le montant des loyers ne se prêtent donc qu'à un contrôle administratif relativement limité, puisqu'on doit se borner, en somme, à fixer le volume et les normes des services requis, mais il pense qu'il faut s'attacher davantage à faire des économies. A cet égard, il a pris note des résultats très satisfaisants obtenus grâce aux dispositifs de contrôle automatique et à la réglementation rigoureuse de la consommation (électricité, vapeur, mazout, etc.) adoptés depuis quelques années à New York et à Genève. Il demande donc instamment que l'on étende et que l'on renforce ce système.

228. Toutefois, la situation financière de l'Organisation exige que l'on prenne des mesures plus énergiques. De l'avis du Comité consultatif, il ne faut ménager aucun effort pour parvenir à stabiliser les dépenses de cette partie du budget. Par conséquent, si les prix des biens et des services augmentent, il faut réduire le volume des achats en exerçant des contrôles encore plus stricts. Etant donné la hausse continue des salaires du personnel contractuel imputés sur le chapitre 9, ainsi que des prix de certaines fournitures, comme le mazout à Genève, le Comité consultatif propose que l'on entreprenne une étude approfondie pour voir si l'on ne pourrait pas obtenir, en ce qui concerne certains contrats, des conditions plus favorables et se procurer des fournitures et de la main-d'œuvre à des prix moins élevés.

229. Le Comité consultatif rappelle en outre qu'au paragraphe 222 de son rapport sur le projet de budget pour 1963, il a indiqué qu'un regroupement plus poussé des services de l'ONU et des institutions spécialisées dans les diverses localités où ils opèrent et de nouvelles preuves de générosité de la part des gouvernements, qui pourraient fournir des locaux à loyer réduit, voire dans certains cas gratuitement, devraient améliorer un peu la situation.

230. Le Comité consultatif a reçu à ce sujet un rapport intérimaire dans lequel le Secrétaire général indique qu'en vue d'atteindre ce but, il a poursuivi activement des négociations avec les gouvernements

nôtes ainsi que des consultations avec les institutions spécialisées. Depuis le dernier rapport du Comité consultatif, la situation a évolué favorablement de la manière suivante :

a) *Bangkok*: le Gouvernement thaïlandais a entrepris cette année la construction d'une annexe au bâtiment actuellement occupé par la CEAEO;

b) *Beyrouth*: le Gouvernement libanais étudie actuellement un plan prévoyant la construction en 1963-1965 d'une grande salle de conférences et d'un bâtiment où seraient réunis les bureaux des institutions relevant de l'ONU;

c) *Brasilia*: le Gouvernement brésilien a fait savoir qu'il était disposé à réserver un terrain pour la construction, à une date ultérieure, d'un bâtiment des Nations Unies;

d) *Le Caire*: le Gouvernement de la République arabe unie a offert un nouvel emplacement pour le bâtiment commun des Nations Unies, dont la construction avait été décidée en 1962;

e) *Dakar*: il est probable que le Gouvernement sénégalais fournira les locaux et les services requis pour l'Institut africain de développement économique;

f) *New Delhi*: le Gouvernement indien a présenté les plans d'un bâtiment commun des Nations Unies;

g) *Niamey*: le Gouvernement nigérien a entrepris la construction d'un bâtiment commun des Nations Unies (ainsi que d'habitations pour abriter un bureau sous-régional de la CEA et des bureaux d'institutions spécialisées);

h) *Paris*: l'UNESCO et l'OACI ont entrepris la construction d'un nouveau bâtiment avec l'aide du Gouvernement français;

i) *Tanger*: le Gouvernement marocain a invité la CEA à créer un bureau sous-régional à Tanger et a offert de fournir les locaux et les installations nécessaires;

j) *Tunis*: le Gouvernement tunisien envisage de construire dans un proche avenir un bâtiment commun des Nations Unies et un centre de conférences.

231. L'Assemblée générale tiendra certainement à manifester aux pays intéressés sa reconnaissance de l'aide généreuse qu'ils apportent ainsi à l'Organisation et à exprimer l'espoir que d'autres pays ne manqueront pas de suivre leur exemple.

232. Toutefois, en ce qui concerne le loyer de certains bureaux et en particulier des centres d'information, le Comité consultatif a le regret de constater cette année encore que les résultats obtenus jusqu'à présent ont été décevants et il appelle l'attention sur les sommes considérables qui sont dépensées pour la location de locaux situés un peu partout dans le monde, comme il ressort du tableau 9-5 du projet de budget.

233. Dans son rapport intérimaire mentionné plus haut, le Secrétaire général déclare que pour essayer d'améliorer la situation, il a entrepris des démarches auprès des gouvernements des pays où il existe un centre d'information dont le loyer est à la charge de l'ONU, pour obtenir que les locaux soient fournis gratuitement ou à un loyer réduit.

234. Il est intéressant de noter que le montant des loyers que l'ONU devra payer en 1964 pour les bureaux

autres que le Siège est estimé à 150 114 dollars⁴⁹. Le coût total de la location des 47 centres d'information (non compris ceux des commissions économiques régionales) pour lesquels l'ONU ne bénéficie pas de locaux gratuits représente 49 p. 100 de cette somme (73 404 dollars). Le solde correspond à la location des bâtiments de Genève (30 000 dollars), de la CEPAL (40 680 dollars) et du Bureau des affaires sociales à Beyrouth (6 030 dollars).

235. Le Comité consultatif croit comprendre que, lors de ses démarches auprès des gouvernements intéressés, le Secrétaire général leur a rappelé les observations et les recommandations du Comité consultatif et la politique de l'ONU consistant à s'assurer le concours des gouvernements pour obtenir les locaux nécessaires pour ses bureaux, ainsi que le fait que, pour ouvrir de nouveaux centres d'information, il avait demandé, conformément à cette politique et à ces recommandations, que les pays hôtes fournissent gratuitement les locaux. Actuellement, sur les 14 centres d'information ouverts depuis le mois de janvier 1960, 13 bénéficient d'une assistance des pays hôtes sous forme de locaux gratuits ou, à défaut, d'une contribution en espèces (la seule exception est celle du Centre du Burundi, qui a été ouvert à la demande expresse de l'Assemblée générale dans l'ancien Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi). Toutefois, le Secrétaire général a souligné qu'il restait à régler la question des locaux occupés par des centres créés avant 1960. Dans certains cas, les pays hôtes ont généreusement fourni des locaux, à titre gracieux; dans d'autres cas, les centres occupent des locaux dont les loyers sont encore entièrement ou partiellement à la charge de l'ONU.

236. Le Secrétaire général a l'intention de poursuivre activement ses négociations avec les Etats Membres en vue d'améliorer encore la situation et il soumettra au Comité consultatif, à sa prochaine session, un rapport détaillé sur les résultats de ses démarches.

⁴⁹ Pour plus de détails, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Supplément n° 5 (A/5505)*, tableau 9-5.

237. Compte tenu des observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 9, pour 1964, un crédit de 3 600 000 dollars, soit 94 750 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

Réduction recommandée:

Chap. 9. — Entretien, utilisation et location des locaux. Dollars
94 750

CHAPITRE 10. — FRAIS GÉNÉRAUX

| | <i>Dollars</i> |
|---|------------------------|
| Crédit demandé par le Secrétaire général. | 4 133 400 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif | 4 000 000 |
| 1962 (dépenses effectives) | 4 117 972 ^a |
| 1963 (crédit ouvert) | 3 983 800 |

^a Dont 71 912 dollars pour les dépenses imputables à la reprise de la seizième session de l'Assemblée générale.

238. Les crédits demandés aux articles I^{er} à VI du présent chapitre sont destinés à couvrir le coût des fournitures et services de caractère général pour tous les bureaux de l'Organisation, sauf le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les missions spéciales, qui font l'objet des chapitres 20 et 18 respectivement. Le crédit demandé à l'article VII doit permettre de couvrir les dépenses imputables aux programmes d'études et de stages.

239. Le crédit demandé pour 1964 accuse une augmentation de 149 600 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1963, et de 15 428 dollars par rapport aux dépenses effectives de 1962. Comme au chapitre 9 (Entretien, utilisation et location des locaux), on peut se faire une meilleure idée de l'importance des besoins prévus pour 1964 si on les compare au chiffre des dépenses de 1962, majoré d'un montant estimatif de 43 123 dollars représentant l'augmentation des salaires et des prix intervenue depuis le début de 1962 et diminué de 71 912 dollars représentant le montant estimatif des dépenses imputables à la reprise de la seizième session de l'Assemblée générale. Le tableau 8 indique la ventilation du crédit total demandé (4 133 400 dollars) compte tenu de ces ajustements, et les chiffres correspondants pour 1962 et 1963.

Tableau 8

FRAIS GÉNÉRAUX: VENTILATION PAR BUREAU ET PAR EXERCICE POUR 1962, 1963 ET 1964

| | <i>Crédit demandé pour 1964 1</i> | <i>Crédit ouvert pour 1963 2</i> | <i>Dépenses de 1962 3</i> | <i>1962 Dépenses (chiffres ajustés en fonction des hausses de salaires et de prix ultérieures) 4</i> | <i>Augmentation (ou diminution) entre 1962 (colonne 4) et 1964 (colonne 1) 5</i> |
|---|---|--|-----------------------------------|--|--|
| <i>Dollars des Etats-Unis</i> | | | | | |
| New York..... | 2 958 000 | 2 868 000 | 2 976 118 | 2 947 329 | 10 671 |
| Genève..... | 468 900 | 459 700 | 445 969 | 445 969 | 22 931 |
| Centres d'information..... | 236 800 | 220 300 | 226 946 | 226 946 | 9 854 |
| Commission économique pour l'Afrique..... | 219 700 | 163 400 | 253 510 | 253 510 | (33 810) |
| Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient..... | 100 100 | 96 500 | 68 091 | 68 091 | 32 009 |
| Commission économique pour l'Amérique latine..... | 149 900 | 175 900 | 137 848 | 137 848 | 12 052 |
| Service de recrutement pour l'assistance technique..... | — | — | 9 490 | 9 490 | (9 490) ^a |
| TOTAL, chapitre 10 | 4 133 400 | 3 983 800 | 4 117 972 | 4 089 183 | 44 217 |

^a Les dépenses du Service de recrutement pour l'assistance technique, dont les bureaux se trouvaient précédemment à Paris, sont comprises dans les dépenses de l'Office de Genève.

240. Il ressort du tableau 8 que par rapport au chiffre ajusté des dépenses de 1962, le crédit demandé représente une augmentation totale de l'ordre de 1 p. 100; on peut donc considérer qu'il y a là une certaine stabilisation des dépenses. Le Comité consultatif apprécie les efforts qui ont été faits pour parvenir à ce résultat en ce qui concerne ce chapitre 10 du budget, étant donné surtout les augmentations substantielles qui étaient de règle les années précédentes. Néanmoins, il est convaincu que l'on peut et que l'on doit faire encore des progrès dans ce sens.

241. Sa conviction se fonde sur les deux considérations suivantes:

a) La plupart des dépenses prévues au chapitre 10 se prêtent à un contrôle administratif. Par exemple, le Secrétaire général dispose d'une grande latitude en ce qui concerne le volume de la consommation des fournitures et leur qualité, le choix entre divers moyens de communication (envois par courrier ordinaire plutôt que par la poste aérienne ou la valise, ou bien correspondance par avion plutôt que par télégramme), la qualité des matériels et des services, etc;

b) Non seulement toute politique budgétaire saine exige des économies strictes, mais la situation financière de plus en plus critique de l'Organisation requiert plus qu'une stabilisation: elle rend en fait indispensable une réduction des dépenses.

242. Le Comité consultatif a donc examiné minutieusement les chiffres que lui a soumis le Secrétaire général au chapitre 10 du projet de budget, en ayant présente à l'esprit la nécessité absolue d'adopter une politique d'austérité et de compression des dépenses. Avant de présenter ses observations sur tel ou tel poste, il tient à rappeler qu'étant donné que les dépenses de cette nature ont naturellement tendance à augmenter, il y a lieu de s'attacher tout particulièrement à encourager la modération, et de maintenir les dépenses non seulement du Siège et de l'Office européen, mais également de tous les bureaux extérieurs, dans des limites strictes. En ce qui concerne les chiffres mêmes des crédits demandés le Comité consultatif entend, dans le présent rapport, se borner en général à indiquer les domaines dans lesquels des économies substantielles devraient être réalisées.

243. Le crédit de 1 241 200 dollars demandé à l'article I^{er} (Communications) fait apparaître une augmentation de 24 300 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1963, mais une réduction de 75 459 dollars par rapport au chiffre ajusté des dépenses de 1962. Les principales raisons de cette réduction sont:

a) La réduction du prix de location d'un câble transatlantique sous-marin et la suppression de la liaison radio entre New York et Genève;

b) La réduction du trafic télégraphique, en particulier sur des réseaux à caractère commercial, qui interviendra probablement au terme d'une enquête menée actuellement pour faire suite aux observations formulées par le Comité consultatif en 1962⁵⁰;

c) La réduction des dépenses pour le trafic postal et les envois par la valise (en dépit de l'augmentation des tarifs postaux et des taux de fret aérien) que devrait permettre de réaliser le contrôle plus strict qui sera exercé sur ces dépenses;

d) La réduction substantielle des dépenses de la CEA grâce à l'installation d'une station de radio de l'ONU à Addis-Abéba.

244. Tout en se félicitant de ces réductions, le Comité estime qu'au moins en ce qui concerne les points b et c ci-dessus les dépenses pourraient être comprimées davantage si l'on appliquait résolument les critères d'austérité. Comme le Comité l'a signalé au paragraphe 241, le Secrétariat doit constamment chercher à utiliser les moyens de communication les moins chers; il est certain que l'on pourrait confier une part considérable du trafic télégraphique et du trafic téléphonique international actuels à la poste aérienne sans entraver le bon fonctionnement de l'Organisation. En fait, une lettre précise et bien rédigée a plus de chances de susciter une réponse détaillée et exacte qu'un télégramme sommaire ou une conversation téléphonique hâtive. Par ailleurs, une grande partie de la documentation actuellement expédiée par avion ne perdrait rien de son actualité à être envoyée par courrier ordinaire. Le Comité consultatif est convaincu que si les enquêtes actuellement entreprises sont menées d'une manière strictement conforme à ces principes, des économies beaucoup plus importantes pourront être réalisées sur les dépenses prévues à l'article I^{er} (Communications).

245. Au sujet de l'article I^{er}, il est un autre point sur lequel le Comité consultatif estime qu'il est de son devoir de présenter des observations, à savoir l'augmentation du coût de la publication de *Coup d'œil*. Dans le projet de budget, il est question "des économies que l'on a pu réaliser en recourant moins au télégraphe pour communiquer les informations à publier dans *Coup d'œil*"⁵¹. Le Comité a rappelé l'année dernière que la création de *Coup d'œil*, avait été autorisée à condition que cette publication n'entraîne aucune dépense supplémentaire⁵². Le Comité comptait bien que l'on se conformerait à cette règle pendant les douze mois écoulés. Or, il a pu établir que l'on dépenserait, en 1963, 5 000 dollars pour des télégrammes destinés à communiquer des informations à *Coup d'œil*, et que l'on prévoyait des dépenses du même ordre pour 1964. Et ce n'est là qu'une fraction du coût de production réel de cette publication, si l'on tient compte du temps qu'y consacre le personnel des centres d'information et du Service de l'information du Siège.

246. Dans ces conditions, le Comité tient à répéter que la publication de *Coup d'œil* ne pourra se poursuivre que si elle n'entraîne aucune dépense, quelle qu'elle soit, pour l'Organisation, et par dépense le Comité entend non seulement les frais directs tels que les frais de télégrammes, mais également les dépenses indirectes telles que le temps consacré à ce travail par le personnel, les fournitures, etc. En dehors de l'aspect budgétaire de la question, le Comité consultatif n'est pas convaincu que *Coup d'œil* puisse être considéré comme un élément du programme d'information de l'Organisation.

247. Le crédit de 367 250 dollars demandé à l'article II (Location et entretien du matériel) fait apparaître une augmentation de 107 750 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1963, et de 118 766 dollars par rapport au chiffre ajusté des dépenses de 1962; cette augmentation est presque entièrement imputable au

⁵¹ Ibid., dix-huitième session, Supplément n° 5 (A/5505), p. 86.

⁵² Ibid., dix-huitième session, Supplément n° 7 (A/5207), par. 30 et 229.

⁵⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-septième session, Supplément n° 7 (A/5207), par. 234.

coût de la location (92 000 dollars) d'un ordinateur électronique pendant les quatre derniers mois de 1964. Le solde de l'augmentation est dû à la location d'une seconde machine comptable pour l'établissement des feuilles de paie à Genève, ainsi qu'aux dépenses imputables aux centres d'information nouvellement ouverts et aux commissions régionales; le Comité consultatif estime que ces dernières dépenses devraient être compensées par des économies.

248. Le Comité consultatif a examiné, en se fondant sur le rapport détaillé présenté par le Service organisation et méthodes à propos du projet de budget pour 1963, la question de l'introduction éventuelle d'un système de traitement électronique des données pour répondre aux besoins de l'Organisation en matière de comptabilité. Il a formulé diverses observations sur ce sujet au paragraphe 161 de son rapport principal de 1962, et a indiqué notamment qu'il ne voyait pas d'objections techniques à la réalisation de ce projet. Le Comité tient à rappeler qu'il a été recommandé de modifier le système en vigueur afin de le rendre plus souple et mieux adapté à des opérations de plus en plus nombreuses et complexes. En conservant le système actuel de comptabilité par cartes perforées, on ne pourrait faire face à ces besoins nouveaux qu'en augmentant considérablement le nombre des machines et en renforçant le personnel. De plus, le système proposé répondrait non seulement aux besoins du Service financier et des services connexes ainsi qu'à ceux du FISE et de la Caisse commune des pensions du personnel, mais aussi aux besoins substantiels du Bureau de statistique.

249. Le Comité a été informé qu'après avoir étudié les besoins de l'Organisation dans leur ensemble, le Secrétaire général a conclu que le meilleur moyen d'y faire face serait d'installer au Siège une seule machine IBM 7040 avec un matériel auxiliaire permettant de combiner les travaux statistiques et comptables. Ce système devrait offrir les qualités de rapidité et de souplesse nécessaires pour faire face aux besoins actuels, ainsi qu'à une expansion ultérieure des travaux, dans des limites raisonnables. Les délais de livraison étant considérables, le matériel ne pourra être installé qu'en septembre 1964.

250. Au point de vue budgétaire, la situation générale se présente comme suit: un crédit de 70 000 dollars a été ouvert pour 1963 et est également demandé pour 1964 à l'article III du chapitre 3 du projet de budget; ce montant doit permettre de couvrir le coût de la programmation et d'autres opérations analogues liées à la substitution d'un système de traitement électronique des données au système actuel de comptabilité par cartes perforées. De même, le renouvellement du crédit de 53 000 dollars qui avait été ouvert pour 1963 en vue de couvrir le coût de la location de matériel mécanographique à cartes perforées est demandé à l'article II du chapitre 10. Le crédit supplémentaire de 92 000 dollars (voir par. 247 ci-dessus), demandé sous cette même rubrique, doit permettre de couvrir le coût de la location de matériel de traitement électronique des données à partir du 1^{er} septembre 1964. Un crédit de 180 000 dollars est aussi demandé au chapitre 3 pour pouvoir poursuivre les travaux contractuels de rassemblement de données statistiques au moyen d'un ordinateur électronique, pour lesquels un crédit de même montant avait été demandé pour 1963. Le Comité espère que l'on ne ménagera aucun effort pour accélérer l'installation du nouveau système électronique, afin que l'Organisation

puisse en tirer le plus tôt possible tous les avantages qu'on en attend.

251. Le crédit de 1 208 000 dollars demandé à l'article III (Fournitures et services d'information), accuse une augmentation de 9 000 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1963, mais une diminution apparente de 59 033 dollars par rapport au chiffre ajusté des dépenses de 1962. Mais cette diminution des dépenses est plus qu'annulée par celle des recettes prévues, qui se chiffrera à quelque 112 000 dollars comme l'indique le tableau 10-6 du projet de budget (le Comité consultatif présentera d'autres observations sur cette question à l'occasion de l'examen du chapitre 2 des recettes [voir par. 349 et 350]). Le montant net du crédit demandé pour 1964 est donc supérieur d'environ 69 153 dollars au chiffre ajusté des dépenses de 1962.

252. Le Comité consultatif estime qu'il n'est guère justifié d'augmenter des dépenses qui ne sont pas essentielles à l'accomplissement des tâches fondamentales de l'Organisation; on devrait comprendre que lorsque les ressources sont limitées, les activités doivent l'être en conséquence. Dans des domaines tels que l'information, toute dépense supplémentaire pour des fournitures et des services devrait être compensée soit par des économies réalisées sur d'autres fournitures et services, soit par un accroissement des recettes. Par ailleurs, de nouveaux efforts doivent être faits pour éviter toutes les dépenses qui ne sont pas indispensables. En ce qui concerne les dépenses d'imprimerie, par exemple, le Comité consultatif souhaiterait que les gouvernements des Etats Membres trouvent la possibilité de prendre à leur charge le coût de l'impression des publications de l'ONU dans les langues autres que les langues officielles de l'Organisation. Pour toutes ces raisons, le Comité recommande de maintenir au niveau de 1962 les dépenses nettes prévues à l'article III pour les fournitures et services d'information.

253. A l'article VI (Livres et fournitures de bibliothèque), le crédit de 156 000 dollars qui est demandé dénote une certaine stabilité des dépenses. Néanmoins, c'est là une constatation assez décevante, vu les espoirs exprimés l'année dernière par le Comité, qui avait déclaré à ce propos:

"Le Comité consultatif ne propose aucune réduction du programme d'acquisition de livres, mais on pourrait peut-être, avec l'aide des gouvernements des Etats Membres, faire appel à la générosité des maisons d'édition qui fourniraient gratuitement des exemplaires de publications présentant un intérêt pour l'ONU. Le Service de l'information, qui entretient des rapports étroits avec les auteurs et éditeurs de la plupart des pays, pourrait les amener à s'intéresser activement à cette question ⁵³."

Le Comité consultatif compte qu'avec la compréhension bienveillante des gouvernements des Etats Membres, le Secrétariat, et en particulier le Service de l'information, pourront, grâce à leurs efforts, maintenir les dépenses de l'article VI à un chiffre inférieur au crédit demandé par le Secrétaire général. En conséquence, il recommande d'ouvrir, à cet article, un crédit de 140 000 dollars, soit une réduction de 16 000 dollars par rapport au crédit demandé.

254. Un crédit de 50 400 dollars est demandé à l'article VII (Programmes d'études et de stages). Ce montant est inférieur de 9 000 dollars au crédit ouvert

⁵³ Ibid., par. 236.

pour 1963, mais supérieur de 2 877 dollars aux dépenses effectives de 1962. En ce qui concerne l'ordonnance du budget, le Comité tient à faire observer, sur le plan des principes, qu'il ne semble y avoir aucune raison valable de faire figurer ces programmes au chapitre 10, qui est censé porter sur les "Frais généraux". Peut-être serait-il préférable d'imputer les dépenses afférentes à la formation de huit adjoints à l'information (11 500 dollars) sur l'article VI du chapitre 4 (Programmes de formation du personnel), et de financer les autres projets de formation figurant actuellement au chapitre 10 au moyen de crédits inscrits au chapitre 12 (Dépenses spéciales) ou au titre V (Programmes techniques). En tout cas, le Comité consultatif suggère au Secrétaire général de réfléchir à cette question avant d'élaborer son projet de budget pour 1965.

255. Quant au montant du crédit en question, le Comité n'est pas encore convaincu de l'utilité du projet, et il recommande de l'étudier à nouveau de façon approfondie en tenant compte de la situation financière actuelle.

256. De l'avis du Comité consultatif, les autres articles de dépenses du chapitre 10 se prêtent également à un strict contrôle qui devrait permettre de réaliser des économies supplémentaires. Compte tenu des considérations qui précèdent, le Comité recommande d'ouvrir au chapitre 10 un crédit de 4 000 000 de dollars, ce qui correspond à une réduction de 133 400 dollars sur le crédit demandé par le Secrétaire général.

| | | |
|---|----------------|----------------|
| <i>Récapitulation des réductions recommandées:</i> | | <i>Dollars</i> |
| <i>Art. VI. — Livres et fournitures de bibliothèque....</i> | 16 000 | |
| <i>Autres articles du chapitre 10.....</i> | 117 400 | |
| TOTAL, chapitre 10 | 133 400 | |

CHAPITRE 11. — IMPRIMERIE

| | |
|---|------------------------|
| | <i>Dollars</i> |
| Crédit demandé par le Secrétaire général. | 1 481 600 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif | 1 438 500 ^a |

| | |
|----------------------------------|------------------------|
| | <i>Dollars</i> |
| 1962 (dépenses effectives) | 1 261 911 |
| 1963 (crédit ouvert) | 1 483 750 ^b |

^a Si le Conseil économique et social décidait de ne tenir qu'une session en 1964, comme l'a recommandé le Secrétaire général (E/3741), ce crédit serait réduit de 14 500 dollars de plus, ce qui le ramènerait à 1 424 000 dollars.

^b Dont 43 000 dollars pour l'impression des documents officiels de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

257. Le crédit demandé au chapitre 11 est destiné à couvrir les dépenses relatives aux travaux contractuels d'imprimerie, sauf en ce qui concerne la Cour internationale de Justice (chap. 21), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (chap. 20), les réunions et conférences spéciales (chap. 2), les missions et activités connexes (chap. 18) et les documents d'information autres que les livres et les périodiques (chap. 10).

258. Comme les années précédentes, le chapitre 11 donne des renseignements sur l'ensemble du programme de publications (art. I^{er} à VI) sous réserve des exceptions mentionnées ci-dessus. Toutefois, une part importante des travaux prévus dans ce programme sera effectuée dans les ateliers du Secrétariat, ce qui doit permettre de réaliser des économies (art. VII) sur le montant des dépenses contractuelles d'imprimerie.

259. Le crédit de 1 481 600 dollars demandé au chapitre 11 pour 1964 accuse une diminution de 2 150 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1963. Mais le budget de 1963 comprend un crédit spécial de 43 000 dollars pour l'impression des documents officiels de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale; ainsi, si l'on prend une base de comparaison plus exacte, il apparaît que le crédit demandé pour 1964 dépasse d'environ 40 850 dollars le crédit ouvert pour 1963 ainsi qu'il ressort du tableau ci-après:

| | <i>Coût brut du programme (art. I^{er} à VI)</i> | <i>Economies réalisées grâce à la reproduction de certaines publications par les soins du Secrétariat (art. VII)</i> | <i>Coût des travaux contractuels d'imprimerie</i> |
|-------------------------------|--|--|---|
| | <i>Dollars des Etats-Unis</i> | | |
| Crédit demandé pour 1964..... | 1 906 600 | 425 000 | 1 481 600 |
| Crédit ouvert pour 1963..... | 1 865 750 | 425 000 | 1 440 750 |
| Augmentation en 1964..... | 40 850 | — | 40 850 |

L'augmentation de 40 850 dollars du crédit demandé pour 1964 est due surtout à un accroissement continu du volume des documents officiels, ainsi qu'à la hausse des prix des travaux contractuels d'imprimerie et à l'accroissement du tirage des publications destinées à la vente.

260. Le tableau 9 indique la ventilation par article des crédits demandés pour 1964, des crédits ouverts pour 1963 (déduction faite, à l'article I^{er}, du crédit spécial de 43 000 dollars) et des dépenses de 1962.

Tableau 9

IMPRIMERIE: VENTILATION PAR ARTICLE ET PAR EXERCICE
POUR 1962, 1963 ET 1964

| Articles | Crédit demandé pour 1964 | Crédit ouvert pour 1963 | Dépenses de 1962 | Augmentation (ou diminution) en 1964 par rapport à 1963 |
|---|--------------------------|-------------------------------|------------------|---|
| | | <i>Dollars des Etats-Unis</i> | | |
| I. — Documents officiels..... | 879 800 | 850 000 | 775 452 | 29 800 |
| II. — Publications périodiques..... | 678 200 | 648 750 | 622 749 | 29 450 |
| III. — Etudes et rapports..... | 209 950 | 233 600 | 125 759 | (23 650) |
| IV. — Service de l'information: périodiques et livres..... | 86 400 | 85 400 | 85 960 | 1 000 |
| V. — Comité central permanent de l'opium et Organe de contrôle des stupéfiants..... | 16 620 | 13 700 | 13 363 | 2 920 |
| VI. — Autres travaux contractuels d'imprimerie..... | 35 630 | 34 300 | 37 278 | 1 330 |
| TOTAL, art. I ^{er} à VI | 1 906 600 | 1 865 750 | 1 660 561 | 40 850 |
| VII. — A déduire: Economies réalisées grâce à la reproduction de certaines publications par les soins du Secrétariat..... | (425 000) | (425 000) | (398 650) | — |
| TOTAL, chapitre 11 | 1 481 600 | 1 440 750 | 1 261 911 | 40 850 |

261. Le projet de budget contient des renseignements détaillés, avec tableaux à l'appui, sur les crédits demandés par le Secrétaire général. Le Comité consultatif ne se référera donc qu'aux points qui lui paraissent appeler des observations.

262. Le Comité tient tout d'abord à faire observer que, ainsi qu'il ressort du tableau 9 ci-dessus, on est parvenu à stabiliser de manière satisfaisante les dépenses prévues au chapitre 11. Ce résultat est dû, dans une large mesure, au concours du Comité des publications qui, en soumettant le programme de publications à un examen continu, est parvenu à le maintenir dans certaines limites. C'est pourquoi le Comité consultatif tient à adresser ses félicitations au Comité des publications et à recommander que l'Assemblée générale approuve formellement sa politique de stabilisation.

263. Au nombre des mesures prises par le Comité des publications, le Comité consultatif tient à mentionner la décision de procéder à un examen approfondi de l'ensemble du programme de publications quatre fois par an au lieu de deux. Ainsi, le Comité des publications est constamment informé des priorités et peut redistribuer les fonds disponibles entre les divers services et commissions régionales, en fonction des besoins les plus urgents.

264. Une autre mesure est l'examen, qu'entreprend cette année le Comité des publications, des critères qui régissent actuellement le contenu des documents officiels. Le Comité consultatif croit comprendre que cet examen a notamment pour but de réduire le nombre des suppléments ainsi que la longueur des documents imprimés ou réimprimés en tant que suppléments. En prévision des économies que cet examen pourra permettre de réaliser en 1964, le crédit de 767 800 dollars demandé à l'origine à l'article I^{er} (Documents officiels) a été réduit au total de 70 000 dollars, après évaluation du coût effectif des travaux prévus.

265. Dans le projet de budget, le Secrétaire général

signale l'augmentation constante du coût de la main-d'œuvre et des fournitures dans la région new-yorkaise au cours des dernières années et la hausse encore plus marquée des prix des travaux contractuels d'imprimerie effectués en Suisse, qui atteignait 20 p. 100 au début de 1963; or, tout semble indiquer que cette tendance à la hausse se maintiendra. Par conséquent, en examinant les crédits demandés au chapitre 11, le Comité consultatif a tenu compte de la déclaration du Secrétaire général selon laquelle ce n'est qu'en ramenant le programme de travail prévu dans le projet de budget au-dessous du niveau du programme approuvé pour 1963 que l'on a pu résorber les augmentations susmentionnées et contenir ainsi les demandes de crédits dans les limites des crédits ouverts pour 1963.

266. L'augmentation du crédit demandé à l'article I^{er} (Documents officiels) est attribuée à l'accroissement continu du volume des comptes rendus. Le Secrétaire général prévoit un plus grand nombre de séances et de pages de texte et, par conséquent, des dépenses plus élevées pour les rubriques: i) l'Assemblée générale, ses commissions et comités; ii) le Conseil de sécurité, ses commissions et comités; et iii) le Conseil économique et social, ses commissions et comités.

267. En ce qui concerne la rubrique i (L'Assemblée générale, ses commissions et comités), peut-être serait-il utile de rappeler l'observation suivante faite l'année dernière sur cette question précise par le Comité consultatif: "Tout en reconnaissant que le Secrétaire général ne peut exercer aucun contrôle direct sur le nombre des séances, le Comité consultatif est enclin à penser que ses prévisions sont peut-être un peu pessimistes, le Secrétaire général ne faisant que tabler sur le maintien d'une tendance qui pourrait être enrayée avec la coopération des gouvernements des Etats Membres et de leurs délégations⁵⁴."

⁵⁴ Ibid., par. 246.

268. Le crédit demandé sous la rubrique ii pour les documents officiels du Conseil de sécurité dépasse de 16 200 dollars le crédit ouvert pour 1963, soit une augmentation de plus de 62 000 dollars ou de 257 p. 100 par rapport aux dépenses effectives de 1962. Là encore, le Comité consultatif croit qu'en formulant sa demande de crédit, le Secrétaire général a supposé que le nombre des séances continuerait à augmenter et que ses prévisions sont peut-être trop pessimistes.

269. Dans la première partie de son rapport (par. 56 à 74), le Comité consultatif a présenté des observations détaillées sur la situation difficile qui existera en 1964 en ce qui concerne les conférences et les réunions et, ainsi qu'il l'a indiqué au paragraphe 99 ci-dessus, il présume que le Conseil économique et social acceptera les recommandations du Secrétaire général tendant à réduire le nombre des réunions prévues pour 1964. Cette décision aurait naturellement pour effet de réduire le volume des documents officiels prévus à la rubrique iii (Le Conseil économique et social, ses commissions et comités). Les recommandations du Secrétaire général tendent à : a) supprimer ou ajourner les sessions de 1964 de cinq commissions techniques, ce qui permettrait de réaliser, pour cette rubrique, une économie de 11 500 dollars; et b) supprimer la session de printemps, tenue au Siège, du Conseil lui-même, ce qui entraînerait une économie supplémentaire de 14 500 dollars du fait de la réduction du volume des documents officiels qui en résulterait.

270. Tout en ayant l'espoir que le Conseil acceptera les recommandations du Secrétaire général, le Comité consultatif ne veut pas préjuger la décision de cet organe concernant sa propre session de printemps et se bornera par conséquent à recommander de réduire de 11 500 dollars le crédit demandé à la rubrique iii, parce qu'il n'y aurait pas de documents officiels à imprimer pour les commissions techniques qui ne se réuniraient pas en 1964. Si le Conseil renonçait à tenir sa session de printemps l'année prochaine, il conviendrait de réduire les crédits de 14 500 dollars de plus.

271. Le crédit demandé à l'article II (Publications périodiques) s'élève à 678 200 dollars et accuse donc une augmentation de 29 450 dollars. L'année dernière, en présence d'une augmentation analogue, le Comité consultatif a déclaré que le nombre même des publications énumérées dans le présent chapitre justifiait à lui seul une réévaluation de l'ensemble du programme. On a fait observer au Comité consultatif que toutes les publications périodiques découlaient de résolutions de l'Assemblée générale ou d'autres organes de décision et ne pouvaient donc pas être interrompues sans l'approbation des organes intéressés; cependant, le Comité consultatif a suggéré que le Secrétaire général détermine quelles étaient les publications qui étaient devenues inutiles ou qui faisaient double emploi et présente ensuite aux organes appropriés des suggestions tendant à supprimer certaines publications, à les grouper ou en réduire la fréquence. Le Comité consultatif pensait que la masse des publications de l'ONU, à laquelle venait s'ajouter l'abondante documentation des institutions spécialisées et des autres organisations internationales, devenait telle qu'il se pourrait bien qu'une bonne partie de ces documents ne fût jamais lue^{54a}.

272. Le Comité consultatif note que si, cette année, trois publications périodiques du Département des affaires économiques et sociales — le *Bulletin démographique*, la *Revue internationale de service social et Habitation, construction et planification* — ont cessé de paraître avec l'assentiment des organismes intéressés, les économies réalisées en élaguant la liste de publications ont été plus qu'annulées par diverses majorations et par la décision de faire paraître une nouvelle publication annuelle: la *Revue internationale de développement social*. Le Comité consultatif se rend bien compte de l'extension prise par les activités de l'Organisation des Nations Unies dans différents domaines; il pense, cependant, que cette extension doit nécessairement, en raison des ressources limitées en personnel dont on dispose, s'accompagner d'une réduction dans des domaines d'activité plus anciens. La situation financière dans laquelle se trouve l'Organisation devrait être une raison suffisante de contrôler strictement, afin de les stabiliser, les dépenses relatives au programme de publications et le Comité consultatif ne peut que recommander, une fois de plus, d'examiner avec une extrême attention la liste des publications, dans le but de supprimer toutes celles qui ne présentent pas un intérêt de premier plan pour un grand nombre d'Etats Membres.

273. Enfin, le Comité consultatif tient à appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le fait qu'au cours du dernier exercice financier révolu, c'est-à-dire en 1962, le chapitre 11 a accusé un excédent de 167 839 dollars qui provenait presque entièrement de l'article I^{er} (Documents officiels) et de l'article III (Etudes et rapports). Le Comité a été informé qu'ayant dû assumer des tâches considérables et, en particulier, fournir les services exigés par un programme de conférences exceptionnellement chargé comprenant notamment deux reprises de la seizième session de l'Assemblée générale, le Secrétariat n'a pas été en mesure, en 1962, de préparer, de mettre au point et de traduire les textes de certaines des publications comprises dans le programme approuvé assez tôt pour qu'elles puissent être imprimées au cours de l'année. En conséquence, les travaux ont dû être reportés sur l'année 1963, et les dépenses de 1962 s'en sont trouvées réduites d'autant. Pour les mêmes raisons, une partie des documents officiels n'a pas pu être publiée en 1962. En outre, le volume des documents du Conseil de sécurité, du Conseil de tutelle et de la Commission du droit international s'est avéré moins important qu'on ne l'avait prévu à l'origine et, par conséquent, l'on a eu à supporter, pour ces organismes, moins de frais d'imprimerie.

274. Le Comité n'a reçu aucun renseignement qui porte à croire qu'on dispose à présent d'un personnel et d'autres moyens suffisants pour pouvoir rattraper entièrement le retard pris et que toutes les publications prévues dans le programme de 1964 pourront effectivement paraître.

275. Pour toutes ces raisons, le Comité consultatif est persuadé que les dépenses effectives d'imprimerie pour 1964 pourront être maintenues à un niveau inférieur au crédit de 1 481 600 dollars proposé par le Secrétaire général. En conséquence, il recommande d'ouvrir, au chapitre 11, un crédit de 1 438 500 dollars, soit 43 100 dollars de moins que ne le demande le Secrétaire général.

^{54a} Ibid., par. 251.

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

| <i>Récapitulation des réductions recommandées:</i> | <i>Dollars</i> |
|--|---------------------|
| Art. 1^{er}. — Documents officiels: | |
| iii) Le Conseil économique et social, ses commissions et comités | 11 500 ^a |
| Autres articles du chapitre 11: | |
| Travaux d'imprimerie | 31 600 |
| TOTAL, chapitre 11 | 43 100 |

^a Au cas où le Conseil déciderait de supprimer sa session de printemps en 1964, il conviendrait de prévoir une réduction supplémentaire de 14 500 dollars, ce qui porterait la réduction totale à 26 000 dollars (voir par. 270 ci-dessus).

Titre IV. — Dépenses spéciales

CHAPITRE 12. — DÉPENSES SPÉCIALES

| | <i>Dollars</i> |
|---|------------------------|
| Crédit demandé par le Secrétaire général | 7 712 800 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif | 7 712 800 |
| 1962 (dépenses effectives) | 210 597 ^a |
| 1963 (crédit ouvert) | 4 845 000 ^b |

^a A savoir: 59 097 dollars pour le Cimetière commémorant les morts des Nations Unies en Corée (art. 1^{er}), 70 000 dollars pour une subvention à l'Ecole internationale des Nations Unies (art. II), 60 000 dollars pour les mesures tendant à encourager, sur le plan international, la recherche scientifique dans le domaine de la lutte contre les maladies cancéreuses (art. III) et 21 500 dollars pour les programmes spéciaux d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain (art. IV).

^b A savoir: 75 000 dollars pour le Cimetière commémorant les morts des Nations Unies en Corée (art. 1^{er}), 70 000 dollars pour une subvention à l'Ecole internationale des Nations Unies (art. II), 50 000 dollars pour les programmes spéciaux d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain (art. IV) et 4 650 000 dollars pour les obligations émises par l'ONU (art. V).

276. Le crédit demandé à l'article 1^{er} du chapitre 12 concerne le Cimetière commémorant les morts des Nations Unies en Corée. Aux articles II et III figurent respectivement, pour mémoire, des rubriques concernant une subvention à l'Ecole internationale des Nations Unies et le remboursement au Fonds de roulement du montant des prix qui pourraient être décernés pour encourager, sur le plan international, la recherche scientifique dans le domaine de la lutte contre les maladies cancéreuses. L'article IV couvre des programmes spéciaux d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain. L'article V, qui a été introduit pour la première fois dans le budget de 1963 couvre les paiements à faire au titre des obligations émises par l'ONU, et un nouvel article (art. VI) a été ajouté cette année pour le financement de l'assistance technique accordée au Rwanda et au Burundi. Le projet de budget donne un historique détaillé des activités auxquelles correspondent ces divers chefs de dépenses et mentionne également les résolutions pertinentes.

277. Le crédit de 67 800 dollars demandé à l'article 1^{er} pour le Cimetière commémorant les morts des Nations Unies en Corée est inférieur de 7 200 dollars au crédit ouvert pour 1963. Le Comité consultatif note qu'on se propose de dépenser un montant de 17 700 dollars pour la continuation en 1964 d'un programme d'embellissement comprenant le remplacement des plaques commémoratives tombales en bois par des pierres tombales de marbre, la construction d'une cha-

pelle utilisable par les diverses confessions et l'érection d'une barrière durable. Le Comité consultatif recommande d'ouvrir le crédit demandé par le Secrétaire général à l'article 1^{er}.

278. L'article suivant pour lequel un crédit est demandé actuellement est l'article IV (Programmes spéciaux d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain). Le crédit demandé pour 1964 est le même que le crédit ouvert pour 1963, soit 50 000 dollars. Le Secrétaire général rappelle que, par sa résolution 1705 (XVI) du 19 décembre 1961, l'Assemblée générale a décidé d'instituer un programme spécial de formation pour le Sud-Ouest africain, concernant notamment l'enseignement technique, la formation de personnel de direction et la formation pédagogique.

279. Ce programme, dont la mise en train a été lente, fonctionne à présent normalement, et l'on prévoit que le crédit ouvert pour 1963 sera entièrement utilisé. Les bourses sont offertes d'abord pour une année et peuvent être renouvelées, si les bénéficiaires donnent satisfaction, jusqu'à l'achèvement des études. Il semble, sur la base des renseignements les plus récents, que la somme de 50 000 dollars demandée pour 1964 sera en grande partie nécessaire pour la prolongation des bourses actuelles. Outre les bourses fournies par l'Organisation des Nations Unies, 14 gouvernements d'Etats Membres ont, pour donner suite à la résolution 1705 (XVI) de l'Assemblée générale, informé le Secrétaire général qu'ils offraient des bourses d'études auxquelles peuvent prétendre des candidats du Sud-Ouest africain. Le Secrétaire général présentera à l'Assemblée générale, à la dix-huitième session de celle-ci, un rapport indiquant le nombre de bourses d'études qui auront été accordées à la suite de ces offres. En attendant, le Comité consultatif recommande d'ouvrir le crédit de 50 000 dollars demandé par le Secrétaire général à l'article IV.

280. Conformément à la résolution 1739 (XVI) adoptée par l'Assemblée générale le 20 décembre 1961, le Secrétaire général a inscrit à l'article V (Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies) une somme suffisante pour couvrir le service des intérêts — au taux de 2 p. 100 par an — afférents aux obligations vendues et le remboursement, conformément au tableau joint en annexe à ladite résolution, des annuités du principal venant à échéance. D'après le montant des ventes effectives au 30 avril 1963 (136 085 762 dollars), et en supposant que toutes les souscriptions annoncées jusqu'au 31 décembre 1962 (12 690 432 dollars) seront honorées d'ici au 31 décembre 1963, la somme requise pour le paiement des intérêts et de l'annuité du principal venant à échéance se montera exactement à 7 494 977 dollars. En conséquence, le Secrétaire général a demandé à l'article V un crédit de 7 495 000 dollars.

281. A sa quatrième session extraordinaire, le 27 juin 1963, l'Assemblée générale a adopté une résolution [résolution 1878 (S-IV)] modifiant le paragraphe 8 de l'annexe à sa résolution 1739 (XVI), et en vertu de laquelle "les obligations pourront être vendues en totalité ou en partie à différents intervalles jusqu'au 31 décembre 1963". Le Secrétaire général devra par conséquent présenter à l'Assemblée générale, à sa dix-huitième session, une demande de crédits révisée tenant compte du montant des intérêts et de l'annuité du principal venant à échéance le 15 janvier 1964 en ce qui concerne les obligations qui auront été vendues pendant la prolongation de la période de vente.

282. Sous réserve, bien entendu, de toute augmentation qui pourrait être nécessaire en vertu des demandes de crédits révisées qui, comme il est expliqué au paragraphe précédent, doivent être présentées à l'Assemblée générale à sa dix-huitième session, le Comité consultatif recommande d'ouvrir le crédit de 7 495 000 dollars demandé par le Secrétaire général à l'article V (Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies).

283. Un crédit de 100 000 dollars est demandé au nouvel article VI, pour la continuation des services consultatifs en vue de l'organisation et de l'entraînement de forces de sécurité au Burundi et au Rwanda, comme suite à la résolution 1836 (XVII) adoptée par l'Assemblée générale le 18 décembre 1962. Etant donné que les principes en vigueur ne permettent pas de financer ce projet au moyen des fonds du Programme élargi ou du programme ordinaire d'assistance technique et qu'il n'a pas été possible de se procurer d'autres ressources, le Secrétaire général a usé, pour demander le crédit indiqué, de la faculté que lui donne la résolution susmentionnée, d'utiliser des fonds budgétaires de l'Organisation dans la mesure où les dépenses en question ne peuvent pas être couvertes au moyen d'autres ressources.

284. En ce qui concerne l'exercice 1963, et conformément au paragraphe 6 de la résolution 1836 (XVII) qui fixait un plafond de 200 000 dollars pour les dépenses nécessaires à l'exécution de ce projet, le Secrétaire général a demandé et obtenu l'agrément du Comité consultatif pour engager à cette fin des dépenses ne dépassant pas 122 300 dollars en vertu du paragraphe 1 de la résolution 1862 (XVII) de l'Assemblée générale, relative aux dépenses imprévues et extraordinaires pour l'exercice 1963. Il apparaît maintenant que les dépenses effectives de 1963 ne dépasseront pas 130 000 dollars et que, en raison du retard que subira le recrutement d'experts l'année prochaine, un crédit de 100 000 dollars devrait suffire pour 1964.

285. Le Secrétaire général ayant certifié, conformément à la résolution 1836 (XVII) de l'Assemblée générale, qu'il n'y a pas d'autres ressources disponibles pour le financement de cette opération, le Comité consultatif ne peut que recommander d'ouvrir le crédit de 100 000 dollars demandé par le Secrétaire général à l'article VI du chapitre 12. Il se croit cependant tenu d'exprimer des doutes sur la régularité de la procédure consistant à financer une telle opération sur le budget ordinaire de l'Organisation.

286. Etant donné les observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande, en ce qui concerne les crédits demandés actuellement au chapitre 12 pour 1964, d'ouvrir le crédit de 7 712 800 dollars proposé par le Secrétaire général.

Titre V. — Programmes techniques (chap. 13 à 17)

287. Le montant des crédits qui seront ouverts au titre V (Programmes techniques) dépend d'une décision de principe que doit prendre l'Assemblée générale au sujet de l'importance à donner aux programmes d'assistance technique compte tenu de considérations budgétaires d'ensemble.

288. Dans son introduction au texte du titre V du projet de budget pour 1964, le Secrétaire général rappelle les termes de la résolution 1768 (XVII) adoptée par l'Assemblée générale le 23 novembre 1962 par

laquelle le Comité de l'assistance technique (CAT) a été invité "à préparer, à sa session de novembre 1962, une étude des rapports existant entre les divers programmes d'assistance technique des Nations Unies qui relèvent de sa compétence et les programmes financés sur le budget ordinaire, en vue d'établir entre eux un lien plus rationnel et afin d'éviter que certaines activités ne fassent double emploi au cours des exercices à venir". En outre, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires était prié "d'examiner cette étude, d'informer le Secrétaire général de ses observations et recommandations et de rendre compte d'urgence à l'Assemblée générale, afin d'aider le Secrétaire général et l'Assemblée à assurer un lien plus rationnel entre les programmes d'assistance technique financés sur le budget ordinaire et ceux qui doivent être financés par d'autres sources, et à établir le montant des crédits à ouvrir au titre V du budget."

289. A sa session de novembre 1962, le Comité de l'assistance technique a achevé la phase préliminaire de son étude; il est arrivé à la conclusion que, étant donné le peu de temps dont il disposait, les aspects à long terme de l'étude devraient être renvoyés tout d'abord au Comité spécial créé en vertu de la résolution 851 (XXXII) du Conseil économique et social, dont les conclusions lui seraient communiquées, pour qu'il les examine et fasse connaître ses observations, à sa session d'été de 1963 qui devait se tenir à Copenhague.

290. Dans l'intervalle, et sans préjuger les résultats de cette étude ni les décisions que pourrait prendre l'Assemblée générale, le Comité de l'assistance technique indiquait que le Secrétaire général, dans son projet de budget initial pour 1964, pourrait demander au titre V un crédit global identique à celui qui avait été ouvert pour 1963. Le Secrétaire général était en outre prié de soumettre au Comité de l'assistance technique, à sa session d'été de 1963, un programme établi sur cette base et tenant compte de l'ordre de priorité envisagé pour les divers projets de ce programme par les gouvernements bénéficiaires et par les organes compétents de l'ONU.

291. Conformément à la proposition du CAT et sous réserve de la décision que prendra l'Assemblée générale lorsqu'elle sera saisie du rapport que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires lui présentera à sa dix-huitième session (comme on l'a indiqué au paragraphe 288), en vertu du paragraphe 3 du dispositif de la résolution 1768 (XVII), le Secrétaire général a maintenu le total des crédits demandés pour 1964 au titre V du projet de budget à 6,4 millions de dollars, chiffre approuvé pour 1963.

292. On remarquera au tableau 10, qui établit une comparaison entre le budget initial actuellement proposé par le Secrétaire général et les chiffres correspondants des derniers exercices, que, tout en s'en tenant au crédit global de 6,4 millions de dollars pour le titre V, le Secrétaire général propose, pour des raisons touchant l'ordonnance du budget, d'augmenter de 115 000 dollars les crédits demandés au chapitre 13 et de compenser cette augmentation par une réduction équivalente au chapitre 16. Selon le Secrétaire général, il doit s'agir d'une modification de pure forme, qui n'entraînera aucun changement des activités elles-mêmes.

293. Dans ces conditions, le Comité consultatif ne peut pour le moment formuler d'observations sur les crédits demandés par le Secrétaire général. Comme on

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

l'a déjà signalé, il doit attendre, conformément aux dispositions de la résolution 1768 (XVII) de l'Assemblée générale, d'avoir reçu l'étude que le Comité de l'assistance technique doit lui soumettre dans le courant de sa session d'automne, avant de formuler des recommandations précises à l'Assemblée générale à sa dix-

huitième session. On se rappellera que l'année dernière, le Comité consultatif s'était également abstenu de formuler des recommandations concernant le montant des crédits à ouvrir au titre V du budget, l'Assemblée générale n'ayant pas encore, à l'époque, pris de décision de principe à ce sujet.

Tableau 10

ANALYSE DU TITRE V DU BUDGET POUR LES EXERCICES 1960 À 1964: DÉPENSES EFFECTIVES DE 1960, 1961, 1962; CRÉDITS OUVERTS POUR 1963 ET CRÉDITS DEMANDÉS POUR 1964

| Chapitres | 1960 Dépenses | 1961 Dépenses | 1962 Dépenses | 1963 Crédits ouverts | 1964 Crédits demandés |
|--|------------------|------------------|------------------|----------------------------|-----------------------------|
| <i>Dollars des Etats-Unis</i> | | | | | |
| 13. — Développement économique..... | 480 000 | 1 125 000 | 2 071 542 | 2 135 000 | 2 250 000 |
| 14. — Activités sociales | 1 200 000 | 1 375 000 | 2 097 887 | 2 105 000 | 2 105 000 |
| 15. — Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme... | 99 790 | 79 836 | 125 699 | 140 000 | 140 000 |
| 16. — I) Administration publique (formation, services consultatifs et recherche) | 300 000 | 541 875 | 921 525 | 1 095 000 | 980 000 |
| II) Administration publique (OPEX) | 209 644 | 333 125 | 718 651 | 850 000 | 850 000 |
| 17. — Contrôle des stupéfiants..... | 49 188 | 73 696 | 67 979 | 75 000 | 75 000 |
| TOTAL | 2 338 622 | 3 528 532 | 6 003 283 | 6 400 000 | 6 400 000 |

CHAPITRE 13. — DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

| | |
|---|----------------|
| | <i>Dollars</i> |
| Crédit demandé par le Secrétaire général.. | 2 250 000 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif | — |
| 1962 (dépenses effectives) | 2 071 542 |
| 1963 (crédit ouvert) | 2 135 000 |

294. Pour les raisons indiquées plus haut, au paragraphe 293, le Comité consultatif s'abstiendra, pour le moment, de formuler des recommandations concernant le crédit demandé par le Secrétaire général au chapitre 13.

CHAPITRE 14. — ACTIVITÉS SOCIALES

| | |
|---|----------------|
| | <i>Dollars</i> |
| Crédit demandé par le Secrétaire général.. | 2 105 000 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif | — |
| 1962 (dépenses effectives) | 2 097 887 |
| 1963 (crédit ouvert) | 2 105 000 |

295. Pour les raisons indiquées plus haut, au paragraphe 293, le Comité consultatif s'abstiendra, pour le moment, de formuler des recommandations concernant le crédit demandé par le Secrétaire général au chapitre 14.

CHAPITRE 15. — SERVICES CONSULTATIFS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

| | |
|---|----------------|
| | <i>Dollars</i> |
| Crédit demandé par le Secrétaire général.. | 140 000 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif | — |
| 1962 (dépenses effectives) | 125 699 |
| 1963 (crédit ouvert) | 140 000 |

296. Pour les raisons indiquées plus haut, au paragraphe 293, le Comité consultatif s'abstiendra, pour le moment, de formuler des recommandations concernant le crédit demandé par le Secrétaire général au chapitre 15.

CHAPITRE 16. — ADMINISTRATION PUBLIQUE

| | |
|---|----------------|
| | <i>Dollars</i> |
| Crédit demandé par le Secrétaire général.. | 1 830 000 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif | — |
| 1962 (dépenses effectives) | 1 640 176 |
| 1963 (crédit ouvert) | 1 945 000 |

297. Pour les raisons indiquées plus haut, au paragraphe 293, le Comité consultatif s'abstiendra, pour le moment, de formuler des recommandations concernant le crédit demandé par le Secrétaire général au chapitre 16.

CHAPITRE 17. — CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS

| | |
|---|----------------|
| | <i>Dollars</i> |
| Crédit demandé par le Secrétaire général.... | 75 000 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif | — |
| 1962 (dépenses effectives) | 67 979 |
| 1963 (crédit ouvert) | 75 000 |

298. Pour les raisons indiquées plus haut, au paragraphe 293, le Comité consultatif s'abstiendra, pour le moment, de formuler des recommandations concernant le crédit demandé par le Secrétaire général au chapitre 17.

Titre VI. — Missions spéciales et activités connexes

CHAPITRE 18. — MISSIONS SPÉCIALES

| | <i>Dollars</i> |
|---|----------------|
| Crédit demandé par le Secrétaire général.. | 2 388 600 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif | 2 350 000 |
| 1962 (dépenses effectives) | 3 988 896 |
| 1963 (crédit ouvert) | 2 453 000 |

299. Les crédits demandés aux articles I^{er} à VI du chapitre 18 permettraient de maintenir les missions spéciales existantes. Les crédits prévus à l'article VII concernent le remplacement des fonctionnaires détachés auprès des missions.

300. Le montant prévu au chapitre 18 s'élève à 2 388 600 dollars. Afin d'indiquer le coût total de chaque mission, le projet de budget contient une récapitulation des dépenses supplémentaires pour lesquelles des crédits sont prévus aux chapitres 3, 4 et 19 au titre des traitements et indemnités du personnel détaché auprès des missions (1 646 951 dollars), ainsi qu'un état des recettes attribuables aux missions et inscrites dans les prévisions de recettes (221 230 dollars). Pour le chapitre 18 (Missions spéciales) les dépenses totales nettes prévues s'élèvent donc à 3 814 321 dollars.

301. Le crédit demandé pour l'ensemble du chapitre 18 est inférieur de 64 400 dollars au crédit ouvert pour 1963. Cependant, on notera que le montant du crédit pour 1963 comprend une somme de 32 400 dollars destinée à la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine, tandis que dans le projet de budget pour 1964, cette rubrique ne figure que pour mémoire.

302. Outre le crédit de 2 453 000 dollars ouvert au chapitre 18 pour 1963, le Secrétaire général, conformément au paragraphe 1 de la résolution 1862 (XVII) de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 1963, a demandé et obtenu l'assentiment du Comité consultatif pour les engagements de dépenses suivants: Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine (UNCCP), 100 000 dollars; Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, constitué aux termes de la résolution 1654 (XVI), 37 700 dollars, dont 9 500 dollars pour la mission d'un sous-comité à Londres, 21 400 dollars pour une mission à Aden, et 6 800 dollars pour une mission en Guyane britannique. Ces dépenses seront inscrites au budget additionnel de 1963.

303. Il semble que, tous les ans, des crédits soient demandés au chapitre 18 pour les mêmes missions; étant donné que ces missions paraissent devoir se prolonger et qu'elles ont été entreprises comme suite à des décisions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, le Comité consultatif rappelle qu'il y a deux ans, il a fait observer à ce sujet que, tant que l'organe compétent n'avait pas décidé qu'il devait être mis fin à une mission ou qu'il y avait lieu de modifier ses attributions, le Secrétaire général avait pour tâche de veiller à ce que chaque mission disposât des ressources voulues pour pouvoir s'acquitter comme il convenait des tâches qui lui avaient été assignées. Cela étant, le Comité consultatif a ajouté qu'il s'était toujours senti

libre d'analyser et de commenter les propositions du Secrétaire général pour faire en sorte que les activités en question soient gérées de la façon la plus économique et la plus efficace. Pour cette même raison, le Comité pensait qu'il était nécessaire, notamment dans le cas de missions qui existent depuis quelque temps déjà et qui seront vraisemblablement maintenues, de procéder à un examen périodique de leurs besoins sur le plan tant de l'administration que de l'organisation, eu égard à l'évolution de la situation⁵⁵.

304. L'année dernière, le Comité a attiré l'attention sur le passage ci-après du rapport de la Cinquième Commission à l'Assemblée générale sur le projet de budget pour 1962: "... les membres de la Commission ont été d'avis qu'il convenait d'approuver les observations formulées par le Comité consultatif [résumées au paragraphe 303 du présent rapport], et que les organes compétents devaient tenir dûment compte des considérations administratives et budgétaires qui y étaient énoncées, ainsi que des débats de la Commission sur la question"⁵⁶. La Cinquième Commission ayant ainsi manifesté son approbation, le Comité consultatif a exprimé l'espoir qu'il serait tenu le plus grand compte des observations rappelées au paragraphe précédent.

305. Lorsqu'elle a examiné, à la dix-septième session, les chapitres 18 (Missions spéciales) et 19 (Service mobile de l'ONU) du projet de budget, la Cinquième Commission a de nouveau cité et approuvé les observations du Comité consultatif qui précèdent, ainsi que ses propres commentaires à ce sujet, rappelés au paragraphe précédent. De plus, la Cinquième Commission a décidé de publier le texte intégral de ces diverses observations dans une annexe spéciale à son rapport à l'Assemblée générale concernant le projet de budget pour 1963⁵⁷.

306. En dépit de ce qui précède, le Comité consultatif note à nouveau cette année qu'à part la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine, dont les travaux d'identification et d'évaluation des biens immobiliers des réfugiés arabes doivent être terminés avant la fin de 1963, toutes les autres missions spéciales font encore l'objet d'une demande de crédit au chapitre 18 du projet de budget pour 1964, sans que le montant du crédit demandé ait diminué de façon appréciable.

307. La diminution nette de 64 400 dollars, par rapport au crédit ouvert pour 1963, des dépenses prévues pour les missions les plus anciennes qui seront maintenues en 1964 se décompose comme suit:

| <i>Articles</i> | <i>Augmentation (ou diminution) Dollars</i> |
|--|---|
| I. — Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine.. | (28 200) |
| II. — Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine..... | (32 400) |
| III. — Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan.. | 14 200 |
| IV. — Représentant des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan..... | 1 800 |
| V. — Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée.... | (12 500) |
| VI. — Services du représentant spécial du Secrétaire général à Amman..... | (7 300) |

⁵⁵ *Ibid.*, seizième session, Supplément n° 7 (A/4814), par. 259.

⁵⁶ *Ibid.*, seizième session, Annexes, point 54 de l'ordre du jour, document A/5075, par. 32.

⁵⁷ *Ibid.*, dix-septième session, Annexes, point 62 de l'ordre du jour, document A/5391, par. 57.

308. Les chiffres de ce tableau montrent que dans ce domaine au moins, le Secrétaire général ne s'est pas borné à stabiliser les dépenses, puisqu'il a, en fait, demandé pour 1964 des crédits généralement inférieurs à ceux ouverts pour 1963. Le fait qu'il y soit parvenu malgré l'augmentation des coûts confirme l'opinion du Comité consultatif selon laquelle il est possible non seulement de stabiliser, mais en fait de réduire les dépenses si l'on s'y efforce résolument.

309. Le Comité apprécie les économies réalisées par le Secrétaire général au chapitre des missions spéciales, et reconnaît qu'au moins certaines d'entre ces dernières fonctionnent avec un minimum de ressources. Il estime cependant qu'il est possible de réaliser des économies supplémentaires sous diverses rubriques telles que les frais de voyage et les indemnités de subsistance (à cet égard le Comité tient à réitérer le vœu que les gouvernements trouvent le moyen de modifier le système actuel d'affectations de manière que les observateurs puissent exercer leurs fonctions pendant plus d'un an), l'utilisation et l'entretien des véhicules (le Comité souhaite que l'on exerce un contrôle rigoureux sur l'utilisation des véhicules), ainsi que les communications, le transport de marchandises, les fournitures et les services.

310. Le Comité consultatif pense que le poste de dépenses le plus important sur lequel il soit possible de réaliser des économies est l'article VII. Le crédit demandé à cet article pour le remplacement des fonctionnaires détachés auprès des missions est maintenu au niveau de 103 000 dollars, correspondant au crédit ouvert pour 1963, alors que les dépenses effectives de 1962 ont été de 88 949 dollars. Pour justifier ce chiffre, on a fait valoir que, dans les bureaux permanents, l'effectif des services administratifs et des services de contrôle financier essentiels se trouvait très sensiblement réduit en raison du grand nombre des missions et opérations spéciales. Le Comité consultatif reconnaît que les besoins accrus des missions imposent une lourde charge à certains services. Il tient toutefois à rappeler ce qu'il a dit ces trois dernières années: compte tenu de la courte durée des absences, il ne faut remplacer les fonctionnaires envoyés en mission que dans la mesure où cela est strictement indispensable et après examen très minutieux de chaque cas. Tout en notant l'assurance donnée par le Secrétaire général, à savoir que le nombre des remplacements est maintenu au strict minimum et que toutes les demandes de remplacement font l'objet d'un examen rigoureux à l'échelon le plus élevé, le Comité consultatif pense que ce système de contrôle devrait permettre au Secrétaire général de maintenir les dépenses au titre de l'article VII bien en-dessous du crédit de 103 000 dollars demandé pour 1964. Le Comité rappelle qu'en 1962 — année particulièrement chargée pour ce qui est des missions spéciales — les dépenses effectives ne se sont élevées qu'à 88 949 dollars, alors que le crédit approuvé pour cette année avait été de 114 500 dollars, et qu'une économie de 25 551 dollars, soit 22,3 p. 100, a donc été réalisée.

311. Compte tenu des observations qui précèdent et des suggestions formulées ci-dessus, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 18 un crédit total de 2 350 000 dollars pour 1964, soit 38 600 dollars de moins que le crédit demandé par le Secrétaire général.

Réduction recommandée :
Chap. 18. — Missions spéciales Dollars
38 600

CHAPITRE 19. — SERVICE MOBILE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

| | Dollars |
|---|-----------|
| Crédit demandé par le Secrétaire général | 1 565 700 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif | 1 525 700 |
| 1962 (dépenses effectives) | 1 340 243 |
| 1963 (crédit ouvert) | 1 403 000 |

312. Le crédit demandé à ce chapitre est destiné à couvrir le coût d'un service mobile comptant un effectif de 208 agents⁵⁸; il ne tient pas compte des 69 agents actuellement affectés à la Force d'urgence des Nations Unies, des 127 agents affectés à l'Opération des Nations Unies au Congo, ni des 9 agents qui travaillent dans les bureaux locaux du Bureau de l'assistance technique, les dépenses relatives à ces 205 autres agents étant imputées sur les budgets des opérations en question. Sur les 208 agents pour lesquels des crédits sont demandés, 2 opérateurs radio sont actuellement affectés à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, et leur traitement est remboursé.

313. L'augmentation totale de 162 700 dollars du crédit demandé au chapitre 19 comprend 110 600 dollars pour les postes permanents (art. 1^{er}). Le crédit demandé à l'article 1^{er} a été calculé compte tenu d'un abattement de 5 p. 100 pour mouvements de personnel. Or, le Service mobile, de par sa nature même, enregistre des mouvements de personnel considérables et le Comité consultatif est d'avis qu'on pourrait parfaitement tabler sur un pourcentage plus élevé.

314. L'article II (Dépenses communes de personnel) accuse une augmentation de 52 100 dollars, dont 19 400 dollars au titre des frais de voyage pour le congé dans les foyers. Le Comité consultatif croit savoir que, afin de tenir compte des mouvements de personnel, des changements de lieu d'affectation et des ajournements de congé, volontaires ou non, on a déjà réduit le crédit concernant le congé dans les foyers de plus de 23 p. 100 par rapport au montant qu'il faudrait prévoir si tous les ayants droit devaient prendre leur congé. Toutefois, le Comité tient à souligner que la réduction correspondante qui a été appliquée au projet de budget pour 1963

⁵⁸ A la date du 30 juin 1963, la répartition par nationalité des 208 agents du Service mobile de l'ONU pour lesquels des crédits sont demandés au présent chapitre du budget était la suivante:

| | | | |
|-----------------------|----|------------------------|----|
| Argentine | 1 | Italie | 13 |
| Australie | 2 | Japon | 4 |
| Autriche | 6 | Malaisie | 1 |
| Belgique | 14 | Mexique | 1 |
| Birmanie | 1 | Nigéria | 3 |
| Canada | 5 | Norvège | 10 |
| Colombie | 5 | Paraguay | 2 |
| Danemark | 24 | Pays-Bas | 13 |
| Espagne | 12 | Philippines | 9 |
| Etats-Unis d'Amérique | 1 | République Dominicaine | 1 |
| Ethiopie | 1 | Royaume-Uni | 12 |
| France | 1 | Suède | 11 |
| Grèce | 14 | Suisse | 1 |
| Guatemala | 1 | Thaïlande | 4 |
| Haïti | 1 | Trinité et Tobago | 1 |
| Inde | 6 | Turquie | 1 |
| Irlande | 26 | | |

atteignait près de 37 p. 100. Le crédit demandé pour 1964 lui semble donc quelque peu excessif.

315. Le Comité a été informé que la principale raison de l'augmentation substantielle des frais de voyage prévus pour les congés dans les foyers en 1964 est due à la répartition inégale du nombre de ces congés entre les années paires et les années impaires. Le Comité a donc comparé le crédit demandé pour 1964 et les dépenses effectives de 1962 et a constaté que le chiffre de 1964 était inférieur de 6 365 dollars. Mais en 1962, les fonctionnaires ayant droit au congé dans les foyers ont voyagé dans les conditions prévues par les anciennes normes de voyage alors qu'en 1964 on appliquera le nouveau régime de la classe économique. Lorsqu'il a étudié la question d'une révision des normes de voyage en 1962, le Comité a été informé que l'adoption du régime de la classe économique se traduirait par une économie de 30 000 dollars sur le crédit de 160 000 dollars que demandait alors le Secrétaire général au chapitre 19 pour 1963, soit une économie de 18,75 p. 100. Si la même règle avait été appliquée en 1962, l'économie, calculée au prorata, aurait été de l'ordre de 29 250 dollars, par rapport au montant des dépenses effectives. Qui plus est, le nombre théorique des ayants droit au congé dans les foyers était de 360 en 1962 alors qu'il est de 316 en 1964.

316. Pour toutes ces raisons, le Comité est d'avis de réduire le crédit demandé au titre des frais de voyage pour les congés dans les foyers.

317. Il semble que d'autres dépenses inscrites à l'article II soient aussi susceptibles de réduction. Le Comité consultatif signale, en particulier, l'augmentation de 17 600 dollars qui est proposée pour la rubrique V (Frais de voyage à l'occasion du recrutement, des mutations et de la cessation de service), ce qui correspond à une augmentation de plus de 55 p. 100 par rapport au crédit ouvert pour 1963, alors que le tableau d'effectifs reste le même. Le Comité consultatif doute, pour la même raison, que l'augmentation de 5 700 dollars proposée pour la rubrique VI (Indemnités versées à la cessation de service) soit entièrement justifiée.

318. Il est vrai que le crédit demandé à l'article III (Frais généraux) est maintenu à 24 000 dollars, chiffre approuvé pour 1963, mais le Comité appelle l'attention sur le fait que les dépenses effectives de 1961 et de 1962 ne se sont élevées qu'à 20 000 dollars environ. Il semble donc raisonnable d'espérer que les dépenses effectives de 1964 resteront bien inférieures au chiffre que propose le Secrétaire général.

319. Compte tenu des observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 19 un crédit de 1 525 700 dollars, soit 40 000 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

| | |
|--|----------------|
| <i>Réduction recommandée:</i> | <i>Dollars</i> |
| Chap. 19. — Service mobile de l'Organisation des Nations Unies | 40 000 |

Titre VII. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

CHAPITRE 20. — HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

| | |
|---|----------------|
| | <i>Dollars</i> |
| Crédit demandé par le Secrétaire général. | 2 371 200 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif | 2 275 000 |

| | |
|----------------------------------|----------------|
| | <i>Dollars</i> |
| 1962 (dépenses effectives) | 2 586 070 |
| 1963 (crédit ouvert) | 2 450 000 |

320. Le crédit de 2 371 200 dollars demandé au chapitre 20 est inférieur de 78 800 dollars au crédit ouvert pour 1963. Il est proposé que le montant estimatif de la subvention prélevée sur les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire soit, comme l'indique le chapitre 2 des prévisions de recettes, ramené de 600 000 dollars pour 1963 à 350 000 dollars pour 1964.

321. Dans ses rapports des deux dernières années⁵⁹, le Comité consultatif a appelé l'attention sur la diminution de la subvention prélevée sur le produit des contributions volontaires en faveur des réfugiés, en soulignant que le montant de cette subvention variait d'une année à l'autre et semblait être fixé de façon pragmatique selon l'importance des contributions volontaires que l'on comptait recevoir pour les programmes. Le Comité ajoutait qu'il y aurait intérêt à préciser les critères régissant la fixation du montant des subventions, afin que celui-ci puisse être arrêté compte dûment tenu des dépenses auxquelles la subvention est censée se rapporter.

322. Dans le projet de budget pour 1964, le Secrétaire général indique que jusqu'à présent, la subvention a été prélevée sur le produit des contributions volontaires recueillies pour financer les grands projets d'assistance. Les dépenses d'administration qui, au cours d'un exercice donné, sont imputables à un programme déterminé, sont difficiles à évaluer en raison du nombre de facteurs à prendre en considération. On peut s'en faire une idée approximative en ajoutant aux engagements concernant le programme qui sont reportés de l'exercice précédent (engagements non réglés) le montant des dépenses nouvelles à engager pendant l'exercice en cours. Sur cette base, la subvention proposée représente un pourcentage à peu près constant du total des engagements à régler pour les grands projets d'assistance (1963: 4,7 p. 100, 1964: 4,6 p. 100, 1965: 4,5 p. 100).

323. En d'autres termes, il est proposé qu'une fois menés à bonne fin les grands projets d'assistance, c'est-à-dire les activités en faveur des "anciens réfugiés", la subvention soit supprimée. Ces grands projets d'assistance sont en voie d'achèvement mais, pendant une période transitoire qui se prolongera probablement jusqu'à la fin de 1965, il restera à accomplir en faveur de ces "anciens réfugiés" un travail administratif assez considérable encore que de plus en plus limité. Le Secrétaire général suggère en conséquence que la subvention soit progressivement réduite et finalement supprimée.

324. Le Comité consultatif n'entend pas se prononcer sur le bien-fondé de cette proposition, mais il doit appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le fait qu'il s'agit là d'un arrangement purement pratique qui n'a jamais été expressément sanctionné par l'Assemblée. S'il est donné suite à la proposition tendant à supprimer progressivement la subvention, toutes les dépenses administratives du Haut Commissariat pour les réfugiés seront à brève échéance imputées sur le budget ordinaire de l'Organisation.

⁵⁹ *Ibid.*, seizième session, Supplément n° 7 (A/4814), par. 300; et *ibid.*, dix-septième session, Supplément n° 7 (A/5207), par. 320 et 321.

325. Le Comité a été informé que l'on a entrepris une étude générale de la structure administrative du Haut Commissariat en vue d'une réduction progressive de l'appareil existant. Cette étude porte notamment sur l'utilité du maintien de certains bureaux secondaires et sur la possibilité d'en réduire les effectifs au fur et à mesure que les opérations touchent à leur fin. Le Comité consultatif se félicite qu'on ait entrepris une telle étude et espère qu'elle sera effectuée avec toute la diligence et la conscience nécessaires.

326. La diminution de 78 800 dollars du crédit demandé au chapitre 20 est essentiellement imputable à l'économie de 48 500 dollars que l'on compte réaliser au titre de l'article I^{er} (Traitements et salaires). Ces 48 500 dollars se décomposent comme suit: 18 000 dollars pour les postes permanents et 30 500 dollars pour le personnel temporaire et les consultants.

327. Etant donné que 20 postes permanents (11 postes d'administrateur adjoint de première classe [P-2] et 9 postes d'agent des services généraux) seront rayés du tableau d'effectifs de 1964, une réduction de 18 000 dollars du crédit demandé pour les postes permanents peut sembler bien modeste. Mais le Comité consultatif a été informé que le crédit ouvert pour 1963 au titre des postes permanents risque de se révéler insuffisant. La raison en est que le crédit initialement demandé pour 1963 a été calculé sur la base des coûts moyens en janvier 1962; or, par suite de majorations ultérieures des traitements et indemnités de poste, les dépenses correspondant au tableau d'effectifs approuvé de 1963 dépasseront d'environ 78 000 dollars le montant prévu. En raison des nouvelles majorations et augmentations périodiques de traitement prévues pour le prochain exercice financier, le maintien en 1964 des mêmes postes permanents entraînera un surcroît de dépenses de 14 000 dollars. On peut donc dire que, si les 20 postes qu'il est proposé de supprimer pour 1964 avaient été maintenus au tableau d'effectifs, il aurait fallu demander au titre des postes permanents pour 1964 un crédit supérieur de 92 000 dollars au montant approuvé pour 1963. En d'autres termes, l'économie réelle résultant de la suppression de 20 postes envisagée pour 1964 est de 110 000 dollars.

328. Le Comité prend note de la diminution de 30 500 dollars du crédit demandé pour 1964 au titre du personnel temporaire et des consultants et espère que de nouvelles mesures seront prises pour continuer à réduire ces dépenses quand l'occasion s'en présentera.

329. Le seul article du chapitre 20 qui accuse une augmentation est l'article III (Dépenses communes de personnel). Cette augmentation (14 200 dollars) tient essentiellement au fait que la réduction progressive du tableau d'effectifs en 1964 entraînera certaines dépenses. Le Comité prend note d'une augmentation de 22 000 dollars pour les indemnités versées à la cessation de service et primes de rapatriement, et de 4 000 dollars au titre des frais de voyage et de déménagement à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service. Ces augmentations sont en partie compensées par certaines diminutions apparaissant sous d'autres rubriques de l'article III. Mais ces diminutions ne paraissent pas être en rapport avec les réductions d'effectifs envisagées par le Haut Commissariat pour les réfugiés. Il semblerait pourtant que la réduction de l'appareil administratif doive s'accompagner d'une diminution des dépenses correspondantes. A cet égard, des contrôles stricts sont nécessaires et la même

remarque vaut pour d'autres postes de dépenses notamment pour les frais généraux et fournitures, y compris les communications, services postaux et transports de marchandises, au titre desquels le Secrétaire général ne propose qu'une réduction minime. Le Comité consultatif estime en fin de compte que ces dépenses pourraient être maintenues à un niveau inférieur et il recommande en conséquence une réduction de 19 200 dollars des crédits demandés aux articles I^{er} à VIII, le Secrétaire général pouvant répartir cette réduction comme il l'entendra.

330. Le crédit demandé à l'article IX (Indemnisation des réfugiés persécutés par le régime national-socialiste du fait de leur nationalité) s'élève, dans le projet de budget, à 121 400 dollars soit 32 600 de moins que le crédit ouvert pour 1963. Cette somme devait permettre d'en terminer avec les opérations d'indemnisation en 1964. Mais, postérieurement à la préparation du projet de budget, il est apparu que l'on pourrait achever ces opérations en 1963 moyennant une dépense supplémentaire de 77 000 dollars, le crédit demandé pour 1964 à l'article IX pouvant être réduit d'autant. Pour faire face à cette dépense, le Secrétaire général a demandé et obtenu l'assentiment du Comité consultatif pour des engagements de dépenses d'un montant maximum de 77 000 dollars, conformément au paragraphe 1 de la résolution 1862 (XVII) de l'Assemblée générale, relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 1963. Le Secrétaire général se propose de signaler cet ajustement dans le rapport qu'il présentera à l'Assemblée générale à sa dix-huitième session sur le budget additionnel de 1963 et de demander, pour le financement de ces dépenses, soit des fonds supplémentaires nécessaires, soit un virement de chapitre à chapitre. En conséquence, le crédit demandé pour 1964 à l'article IX devrait être ramené de 121 400 dollars à 44 400 dollars, soit une diminution de 77 000 dollars.

331. Compte tenu des observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 20 un crédit de 2 275 000 dollars, soit 96 200 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

| <i>Récapitulation des réductions recommandées:</i> | <i>Dollars</i> |
|--|----------------|
| <i>Art. I^{er} à VIII.....</i> | <i>19 200</i> |
| <i>Art. IX</i> | <i>77 000</i> |
| TOTAL, chapitre 20 | 96 200 |

Titre VIII. — Cour internationale de Justice

CHAPITRE 21. — COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

| | <i>Dollars</i> |
|---|----------------|
| Crédit demandé par le Secrétaire général... | 964 600 |
| Crédit recommandé par le Comité consultatif | 955 000 |
| 1962 (dépenses effectives) | 938 781 |
| 1963 (crédit ouvert) | 914 300 |

332. L'augmentation de 50 300 dollars du crédit demandé au chapitre 21 est entièrement due aux dépenses supplémentaires prévues dans deux des quatre articles que comporte ce chapitre.

333. L'article II (Traitements, salaires et indemnités du personnel du Greffe) accuse une augmentation de 39 700 dollars, qui est essentiellement imputable aux facteurs ci-après:

a) Le crédit demandé sous la rubrique i (Postes permanents) est porté à 235 200 dollars, soit une aug-

mentation d'environ 11 600 dollars pour tenir compte de la hausse de 10 p. 100 des salaires des agents des services généraux, à La Haye, et du reclassement d'un poste de correcteur d'épreuves du grade P-1 au grade P-2, ainsi qu'aux augmentations annuelles de traitement du personnel;

b) Le crédit demandé sous la rubrique ii (Personnel temporaire) est porté à 55 000 dollars, soit une augmentation de 14 500 dollars destinée à financer le surcroît de travaux de traduction qui doit résulter, en 1964, de la présentation de très longs mémoires touchant les affaires dont la Cour sera saisie, ainsi que le recrutement d'interprètes pour faire face à l'augmentation du nombre des audiences qui est prévue. Le Comité consultatif croit savoir que, les années précédentes, le personnel recruté à titre temporaire pour cette catégorie de travaux était composé presque également d'employés de bureau et d'administrateurs.

c) Le crédit demandé sous la rubrique x (Frais de voyage pour le congé dans les foyers) est porté à 7 200 dollars, soit une augmentation de 6 300 dollars, due exclusivement au fait que les congés dans les foyers sont très inégalement répartis entre les années paires et les années impaires.

d) Les autres rubriques accusent diverses augmentations mineures qui sont soit la conséquence des ajustements de traitement, telle l'augmentation des cotisations à la Caisse des pensions, soit imputables aux dimensions restreintes de l'organisation, qui font que les mouvements de personnel peuvent avoir des répercussions budgétaires relativement importantes, pour ce qui est des indemnités versées à la cessation de service par exemple.

334. A l'article III (Charges communes), l'augmentation de 10 650 dollars porte presque uniquement sur le poste viii (Travaux contractuels d'imprimerie), pour lequel les prévisions de dépenses sont passées de 25 000 à 35 000 dollars. Le Comité note qu'en 1962 les dépenses effectives ont atteint le chiffre de 41 339 dollars, alors que le crédit ouvert n'était que de 31 500 dollars. Ce dépassement de crédit peut s'expliquer par le fait qu'en 1962 l'ordre du jour de la Cour était exceptionnellement chargé; cette année-là, la Cour a siégé 229 jours, ce qui a exigé l'impression de 1 400 pages de recueil. On a fait savoir au Comité que c'est à la suite de ce précédent que le crédit demandé pour 1964 avait été augmenté par rapport au chiffre antérieur de 25 000 dollars. Si, pour 1963, la Cour a un ordre du jour peu chargé — au moment de la rédaction du présent rapport, il est prévu que la Cour n'examinera qu'une ou deux affaires seulement — il n'en ira pas de même en 1964. Il semble que l'une des affaires dont la Cour sera saisie en 1964 donnera lieu non seulement à des séances nombreuses, et par conséquent à l'impression d'un recueil volumineux, mais également à la présentation par les parties de très longs mémoires et contre-mémoires. Rappelons, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 333, b, ci-dessus, que c'est la traduction de ces documents qui justifie l'augmentation de crédit demandée au titre du personnel temporaire.

335. Le personnel permanent du Greffe étant peu nombreux, le Comité consultatif se rend compte que les cessations de service et les engagements sont relativement rares et qu'il est sans doute difficile de prévoir un abattement forfaitaire pour mouvements de personnel. Cependant, les effectifs ne seront certainement pas au complet pendant toute l'année et, à cet égard, le Comité

rappelle que le Greffe se heurte à des difficultés de recrutement en ce qui concerne certaines catégories de secrétaires et d'employés de bureau. De ce fait, il devrait donc être possible de réaliser quelques économies en 1964.

336. De l'avis du Comité consultatif, l'augmentation des crédits demandés à la rubrique viii de l'article III, pour les travaux contractuels d'imprimerie, semble prématurée. D'une part, cette demande repose uniquement sur des hypothèses; d'autre part, le Comité souligne que le dépassement de crédit de 9 839 dollars qui a été enregistré en 1962 — année où la Cour a eu un volume de travail sans précédent — a été en fait compensé par les économies réalisées sous d'autres rubriques du chapitre 21. Un déficit beaucoup plus important, qui atteignait 20 802 dollars, a d'ailleurs été enregistré en 1962 sous la rubrique "personnel temporaire", sans mentionner les autres cas de dépassement de crédits. Le montant total des déficits enregistrés sous diverses rubriques a atteint 41 349 dollars, alors que le déficit net pour l'ensemble du chapitre 21 n'a été que de 181 dollars. Aussi, le Comité est-il convaincu que les crédits demandés au titre des travaux contractuels d'imprimerie peuvent être réduits sans inconvénient.

337. Compte tenu des observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 21 un crédit de 955 000 dollars, soit 9 600 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

| | |
|--|----------------|
| <i>Réduction recommandée:</i> | <i>Dollars</i> |
| <i>Chap. 21. — Cour internationale de Justice.....</i> | 9 600 |

Prévisions de recettes

TITRE PREMIER. — RECETTES PROVENANT DES CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL

Chapitre premier des recettes. — Contributions du personnel

| | <i>Dollars</i> |
|---|----------------|
| Prévisions présentées par le Secrétaire général | 9 300 000 |
| Prévisions recommandées par le Comité consultatif | 9 225 000 |
| 1962 (montant effectif) | 8 601 265 |
| 1963 (montant estimatif) | 9 101 000 |

338. Ce chapitre concerne le produit probable des contributions auxquelles sont assujettis les traitements et émoluments des fonctionnaires, en vertu de l'article 3.3 du Statut du personnel. La totalité de la somme en question sera créditée au Fonds de péréquation des impôts pour être répartie entre les États Membres conformément à la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955.

339. Les recettes escomptées pour 1964, soit 9 300 000 dollars, dépassent de 199 000 dollars le montant estimatif approuvé pour 1963.

340. Il existe un rapport direct entre le produit des contributions du personnel et le montant des traitements et de certaines dépenses communes de personnel visés aux chapitres 3, 4, 18, 19, 20 et 21 du budget. Les réductions que le Comité consultatif recommande pour ces chapitres entraîneraient, par voie de conséquence, une diminution d'environ 75 000 dollars des recettes provenant des contributions du personnel.

341. Le Comité consultatif recommande donc d'approuver, pour le chapitre 1^{er} des recettes, un montant estimatif de 9 225 000 dollars.

| | |
|---|----------------|
| <i>Réduction recommandée:</i> | <i>Dollars</i> |
| Chap. 1 ^{er} des recettes. — Contributions du personnel. | 75 000 |

TITRE II. — AUTRES RECETTES

Chapitre 2 des recettes. — Recettes provenant de fonds extra-budgetaires

| | <i>Dollars</i> |
|---|----------------|
| Prévisions présentées par le Secrétaire général | 1 580 800 |
| Prévisions recommandées par le Comité consultatif | 1 580 800 |
| 1962 (montant effectif) | 1 653 447 |
| 1963 (montant estimatif) | 1 784 700 |

342. Les 1 580 800 dollars escomptés correspondent aux sommes à recevoir ci-après, qui doivent être portées en recettes au budget ordinaire:

a) Versement de 981 600 dollars du Compte spécial du Programme élargi d'assistance technique, comprenant: i) 936 600 dollars à titre de participation aux dépenses d'administration et des services d'exécution faites par l'ONU en tant qu'organisation participante; ii) 45 000 dollars à titre de participation aux dépenses des services centraux faites pour la gestion du Compte spécial;

b) Subvention de 350 000 dollars prélevée sur le fonds des contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire pour les réfugiés, pour les dépenses d'administration inscrites au chapitre 20 du budget en vue de l'exécution des divers programmes intéressant les réfugiés;

c) Versement de 249 200 dollars de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, au titre des dépenses de cet organisme qui sont inscrites au budget ordinaire.

343. Le montant des recettes prévues pour 1964 est inférieur de 203 900 dollars au chiffre approuvé pour 1963. Cela est dû au fait que la subvention prélevée sur le fonds des contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire (art. II) doit diminuer de 250 000 dollars tandis que le versement de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (art. III) augmentera de 46 100 dollars.

344. La somme à recevoir du Compte spécial du Programme élargi d'assistance technique (art. I^{er}) reste au niveau fixé pour 1963 conformément à la formule que le Conseil économique et social a arrêtée pour toutes les organisations participantes, pour la période 1963-1964, dans sa résolution 855 (XXXII) du 4 août 1961⁶⁰. A sa trente-sixième session, qui s'est ouverte à Genève le 2 juillet 1963, le Conseil doit, en se fondant sur des propositions formulées par le Comité de l'assistance technique à sa session de Copenhague de juin 1963, étudier une formule nouvelle qui serait applicable à la prochaine période biennale (1965-1966). Le Comité consultatif note que le libellé de la rubrique ii de l'article I^{er} a été modifié conformément à la suggestion qu'il avait présentée au paragraphe 319 de son rapport sur le projet de budget pour 1963.

⁶⁰ "Les allocations...devront prendre la forme de sommes forfaitaires dont le montant sera équivalent à 12 p. 100 de la moitié du coût des projets pour 1961-1962."

345. Aux paragraphes 321 à 324 ci-dessus, le Comité consultatif a présenté des observations détaillées sur la réduction de 42 p. 100 de la subvention prélevée sur les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire qui est proposée pour 1964, et qui serait un premier pas vers l'élimination complète de cette subvention dans les deux ou trois années à venir. Le Comité se bornera à rappeler à l'Assemblée générale qu'indépendamment de la question de savoir si ce plan est justifié ou non, il s'agit d'un arrangement spécial qui n'a jamais reçu l'approbation de l'Assemblée et qui aboutirait, s'il était appliqué, à imputer sur le budget ordinaire de l'ONU toutes les dépenses d'administration du Haut Commissariat pour les réfugiés.

346. Sous réserve des observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'approuver, pour le chapitre 2 des recettes, le montant estimatif de 1 580 800 dollars proposé par le Secrétaire général.

Chapitre 3 des recettes. — Recettes générales

| | <i>Dollars</i> |
|---|----------------|
| Prévisions présentées par le Secrétaire général | 1 253 600 |
| Prévisions recommandées par le Comité consultatif | 1 348 600 |
| 1962 (montant effectif) | 1 752 310 |
| 1963 (montant estimatif) | 1 789 300 |

347. Le montant des recettes prévues au chapitre 3 accuse une diminution de 535 700 dollars par rapport au chiffre approuvé pour 1963. Cela est dû surtout aux trois facteurs suivants:

a) Au poste ii, on prévoit une diminution de 219 300 dollars des recettes provenant des remboursements au titre du personnel et des services fournis aux institutions spécialisées et à d'autres organismes. Cette diminution s'explique par le fait que le chiffre de 1963 comprenait deux versements non renouvelables, à savoir une somme de 193 000 dollars représentant la participation du Gouvernement autrichien aux dépenses de la Conférence internationale de plénipotentiaires sur les relations consulaires, qui s'est tenue à Vienne au printemps 1963, et 39 300 dollars représentant la participation du Gouvernement italien aux dépenses de la Conférence sur le tourisme et les voyages internationaux qui doit se tenir à Rome d'août à septembre 1963;

b) Pour le poste iii (Intérêts et revenu des placements), on prévoit une diminution de 75 000 dollars. A ce propos, le Secrétaire général a indiqué que, dans les conditions actuelles, on ne pouvait prévoir qu'un montant très faible au titre du revenu des placements et des intérêts bancaires;

c) La diminution des recettes du chapitre 3 tient principalement à ce que le Secrétaire général, sur le conseil du Comité des commissaires aux comptes, a décidé de ne pas prévoir de recettes pour 1964 au poste vi (Contributions d'Etats non membres). Il en résulte en effet une perte fictive de 253 000 dollars. Le Comité consultatif s'est informé des raisons techniques qui motivent cette décision et des avantages escomptés et il a appris que si cette mesure n'est pas indispensable, elle est cependant conforme à de saines méthodes comptables et simplifierait le calcul des contributions.

348. Le Comité consultatif comprend que si le montant prévu pour le poste iii (Intérêts et revenu des placements) est aussi bas, c'est parce que la situation

de trésorerie de l'Organisation ne permet sans doute pas d'escompter des recettes importantes au titre des intérêts bancaires et du revenu des placements à court terme pour 1964. Néanmoins, il tient à souligner que du moment que l'on peut compter sur l'achèvement des opérations au Congo et l'augmentation du montant du Fonds de roulement, ainsi que sur le versement de certaines des principales contributions d'Etats Membres en un laps de temps relativement court pendant le deuxième semestre, l'Organisation devrait avoir temporairement des disponibilités de caisse considérables pouvant faire l'objet de placements avantageux. En conséquence, le Comité pense qu'en 1964 les recettes effectives provenant des intérêts et du revenu des placements à court terme dépasseront les prévisions du Secrétaire général.

349. Dans le cas du poste vii (Services de télévision et distribution de films), les prévisions pour 1964 sont maintenues au chiffre approuvé pour 1963 (240 000 dollars). Etant donné que ce montant est inférieur d'environ 112 000 dollars aux recettes effectives de 1962, le Comité consultatif a demandé des précisions à ce sujet et a été informé que le montant des recettes effectives de 1962 (352 063 dollars) était anormalement élevé par suite du report de recettes correspondant à des programmes entrepris en 1961. Cependant, le Comité doit faire observer que, malgré ce report, les recettes de 1961 n'en ont pas moins atteint 271 817 dollars, chiffre sensiblement plus élevé que celui qui est proposé pour 1964. Il faut également tenir compte du fait que la télévision prend une place de plus en plus grande dans le programme de travail du Service de l'information, ce qui permet d'espérer que les recettes des services de télévision seront plus fortes qu'il y a quelques années.

350. Pour toutes ces raisons, le Comité consultatif estime que l'on peut raisonnablement prévoir que les recettes effectives des services de télévision et de la distribution de films en 1964 ne seront pas de beaucoup inférieures à la moyenne annuelle de la période biennale 1961-1962, qui était d'environ 312 000 dollars. Par conséquent, le Comité propose formellement d'approuver, pour le poste vii, un montant de 300 000 dollars au moins, ce qui représente une augmentation minimum de 60 000 dollars par rapport au chiffre proposé par le Secrétaire général.

351. La diminution de 12 000 dollars, soit 20 p. 100, prévue pour le poste iv (Vente de matériel usagé [matériel de bureau, de transport, etc.]), paraît également entachée de pessimisme et le Comité pense que l'on peut obtenir de meilleurs résultats en ce qui concerne la vente du matériel usagé et que le montant effectif des recettes de ce poste dépassera le chiffre de 48 000 dollars prévu par le Secrétaire général. De plus, en ce qui concerne les autres postes du chapitre 3, le Comité pense que les montants proposés pourraient fort bien être un peu dépassés.

352. Compte tenu des observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'approuver, pour le chapitre 3 des recettes, un montant de 1 348 600 dollars, soit 95 000 dollars de plus que le chiffre proposé par le Secrétaire général.

Augmentation recommandée: Dollars
 Chap. 3 des recettes. — Recettes générales..... 95 000

Chapitre 4 des recettes. — Vente de timbres-poste de l'ONU (Administration postale de l'ONU)

| | Dollars |
|---|-----------|
| Prévisions présentées par le Secrétaire général | 1 358 000 |
| Prévisions recommandées par le Comité consultatif | 1 400 000 |
| 1962 (montant effectif) | 1 358 623 |
| 1963 (montant estimatif) | 1 300 000 |

353. Les recettes nettes provenant de la vente de timbres-poste de l'ONU sont évaluées à 1 358 000 dollars, soit 58 000 dollars de plus que le montant estimatif approuvé pour 1963. On prévoit un chiffre d'affaires brut de 1 900 000 dollars, ce qui représenterait une augmentation de 91 500 dollars par rapport au chiffre approuvé pour 1963. Les sommes qu'il faudra déduire du chiffre d'affaires brut pour parvenir au montant des recettes nettes sont évaluées à 300 000 dollars pour les versements aux Postes des Etats-Unis (acheminement et oblitération du courrier) et à 242 000 dollars pour les dépenses d'exploitation imputables sur les recettes. Il ne faut pas oublier cependant que le coût des traitements des fonctionnaires permanents et les dépenses communes de personnel de l'Administration postale de l'ONU sont inscrits aux chapitres pertinents du budget. L'ensemble de ces dépenses étant évalué à 317 100 dollars pour 1964, le montant effectif de l'excédent des recettes par rapport aux dépenses directement attribuables à cette opération est estimé à 1 040 900 dollars.

354. Dans ses rapports sur les budgets des trois derniers exercices financiers⁶¹, le Comité consultatif a appelé l'attention sur les variations du chiffre d'affaires brut qui, après avoir diminué progressivement entre 1957 et 1959, a augmenté les années suivantes, ainsi qu'il ressort des chiffres ci-après:

| | Dollars |
|---|-----------|
| 1957: chiffre d'affaires brut (montant effectif) | 1 869 639 |
| 1958: chiffre d'affaires brut (montant effectif) | 1 601 961 |
| 1959: chiffre d'affaires brut (montant effectif) | 1 392 190 |
| 1960: chiffre d'affaires brut (montant effectif) | 1 562 964 |
| 1961: chiffre d'affaires brut (montant effectif) | 1 810 764 |
| 1962: chiffre d'affaires brut (montant effectif) | 1 875 804 |
| 1963: chiffre d'affaires brut (montant estimatif) .. | 1 808 500 |
| 1964: chiffre d'affaires brut (montant estimatif) .. | 1 900 000 |

On peut constater que le montant des ventes, après un nouveau fléchissement de brève durée en 1963, attribué en partie à la grève des journaux à New York, a repris son mouvement ascendant.

355. Le Comité consultatif note avec satisfaction les résultats excellents des efforts faits par l'Administration postale de l'ONU pour susciter l'intérêt du public pour l'ONU tout en procurant à l'Organisation des recettes appréciables. Il tient à souligner les efforts particuliers faits au cours des quatre dernières années pour développer les ventes de timbres-poste de l'ONU et en particulier pour atteindre un plus grand nombre de philatélistes en diffusant les timbres-poste de l'ONU par l'intermédiaire des administrations postales nationales. L'Administration postale stimule aussi l'intérêt du public en fournissant du matériel d'exposition et en participant à des expositions philatéliques dans divers pays.

⁶¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session, Supplément no 7 (A/4408), par. 304 et 305; *ibid.*, seizième session, Supplément no 7 (A/4814), par. 308; *ibid.*, dix-septième session, Supplément no 7 (A/5207), par. 331.

356. A ce propos, le Comité fait observer que, bien que l'on n'envisage pas d'installer un comptoir de vente de timbres de l'ONU à l'Exposition internationale de New York en 1964, l'Exposition attirera certainement un nombre considérablement accru de visiteurs à New York, dont une grande partie viendront sans doute visiter l'ONU et passeront, à cette occasion, au comptoir de vente de l'Administration postale. Il paraît raisonnable de penser que ces visiteurs achèteront des quantités assez importantes de timbres de l'ONU et d'escompter, de ce fait, des recettes quelque peu supérieures aux prévisions du Secrétaire général.

357. Compte tenu des observations présentées dans le paragraphe précédent, le Comité consultatif recommande d'approuver, pour le chapitre 4 des recettes, un montant estimatif de 1 400 000 dollars, soit 42 000 dollars de plus que le chiffre proposé par le Secrétaire général.

| <i>Augmentation recommandée:</i> | <i>Dollars</i> |
|--|----------------|
| <i>Chap. 4 des recettes.</i> — Vente de timbres-poste de l'ONU | 42 000 |

Chapitre 5 des recettes. — Vente des publications

| | <i>Dollars</i> |
|---|----------------|
| Prévisions présentées par le Secrétaire général | 528 800 |
| Prévisions recommandées par le Comité consultatif | 541 000 |
| 1962 (montant effectif) | 453 662 |
| 1963 (montant estimatif) | 541 000 |

358. Ce chapitre concerne les recettes provenant de la vente des publications et des brochures et autres ouvrages d'information de l'ONU, ainsi que des publications des institutions spécialisées.

359. Le montant estimatif de ces recettes est fixé, pour 1964, à 528 800 dollars, soit 12 200 dollars de moins que le montant approuvé pour 1963.

360. Le chiffre d'affaires brut pour 1964 est estimé à 1 033 000 dollars, contre un montant estimatif de 1 011 000 dollars pour 1963 et un chiffre d'affaires brut effectif de 869 939 dollars en 1962. Les sommes à déduire, en 1964, du chiffre d'affaires brut sont évaluées à 203 200 dollars, correspondant au coût des ouvrages vendus et aux ristournes, et 301 000 dollars, correspondant aux dépenses imputées sur les recettes. En conséquence, les recettes nettes sont chiffrées à 528 800 dollars, contre un montant estimatif de 541 000 dollars pour 1963, et un montant effectif de 453 662 dollars en 1962. On prévoit donc une diminution des recettes nettes en dépit de l'augmentation du chiffre d'affaires brut. Cela tient à ce que l'on évalue à 6 000 dollars de plus que pour 1963 le coût des ouvrages vendus et le montant des ristournes qui viendront en déduction du chiffre d'affaires brut, tandis que les autres dépenses imputées sur les recettes dépassent de 28 200 dollars le montant prévu pour 1963.

361. Les dépenses additionnelles ayant trait à cette activité sont inscrites aux chapitres pertinents du budget ordinaire: postes permanents et dépenses communes de personnel des Sections des ventes de New York et de Genève (chap. 3 et 4); coût marginal — coût du papier, des travaux d'impression et de reliure — des publications destinées à la vente (chap. 11); éclairage, chauffage, etc., et entretien de la librairie du Siège (chap. 9). Ces dépenses additionnelles sont évaluées à

323 800 dollars, contre 306 400 dollars en 1963. Dans ces conditions, le montant effectif de l'excédent des recettes provenant de la vente des publications par rapport aux dépenses directement attribuables à cette opération est estimé à 205 000 dollars pour 1964, contre 234 600 dollars pour 1963, soit une diminution de 29 600 dollars.

362. Les chiffres des paragraphes précédents montrent que, malgré un accroissement des ventes, on s'attend à une baisse des recettes. C'est ainsi que le rapport entre l'excédent des recettes sur les dépenses et le chiffre d'affaires brut tombera, selon les prévisions, de 23,20 p. 100 en 1963 à 19,34 p. 100 en 1964. Le Comité consultatif s'inquiète de cette tendance, que l'on devrait s'efforcer de renverser en renforçant le contrôle des dépenses administratives et autres imputables aux opérations de vente. Il y a également lieu d'intensifier la campagne entreprise pour le développement des ventes dans les régions où les perspectives sont bonnes.

363. Dans son rapport sur le projet de budget pour 1963⁶², le Comité a loué la décision en vertu de laquelle, depuis le 1^{er} janvier 1961, l'ONU s'occupe directement des ventes aux Etats-Unis au lieu de les confier à un dépositaire. Il est désormais prouvé que cette initiative a permis d'augmenter le chiffre d'affaires de façon substantielle. Les ventes ont dépassé les prévisions non seulement en 1961, mais encore en 1962. Alors que pour 1962, les prévisions de recettes initialement approuvées au chapitre 5 s'élevaient à 375 000 dollars [résolution 1734 B (XVI) de l'Assemblée générale du 20 décembre 1961], et que ce montant a été ultérieurement porté à 400 000 dollars [résolution 1860 (XVII) du 20 décembre 1962], les recettes effectives ont atteint cette année non moins de 453 662 dollars, soit près de 21 p. 100 de plus que le montant initialement approuvé.

364. Comme on l'a déjà indiqué à propos de la vente de timbres-poste de l'ONU (voir par. 356 ci-dessus), l'Exposition internationale qui se tiendra à New York en 1964 provoquera certainement un afflux de visiteurs au Siège, qui permettra à la Librairie de l'ONU d'améliorer son chiffre d'affaires.

365. Compte tenu des observations qui précèdent, le Comité consultatif est persuadé que les recettes effectives ne seront pas inférieures en 1964 au niveau approuvé pour 1963 (541 000 dollars), et il recommande par conséquent d'approuver, pour le chapitre 5 des recettes, un montant estimatif de 541 000 dollars, soit une augmentation de 12 200 dollars par rapport aux prévisions présentées par le Secrétaire général.

| <i>Augmentation recommandée:</i> | <i>Dollars</i> |
|--|----------------|
| <i>Chap. 5 des recettes.</i> — Vente des publications..... | 12 000 |

Chapitre 6 des recettes. — Services destinés aux visiteurs; restaurants et services annexes

| | <i>Dollars</i> |
|---|----------------|
| Prévisions présentées par le Secrétaire général | 743 000 |
| Prévisions recommandées par le Comité consultatif | 828 000 |
| 1962 (montant effectif) | 786 530 |
| 1963 (montant estimatif) | 731 500 |

366. Les prévisions de ce chapitre sont groupées sous deux articles: l'article 1^{er} concerne les services

⁶² Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-septième session, Supplément n° 7 (A/5207), par. 338.

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

destinés essentiellement aux visiteurs et au public (visites guidées, comptoir d'articles pour cadeaux et magasin de souvenirs de New York, visites guidées de Genève); l'article II concerne les services qui sont d'abord destinés aux délégations et au personnel (restaurants et services annexes).

367. On trouvera au tableau 11 une analyse des prévisions pour 1964 relatives aux divers services telles qu'elles sont indiquées à l'annexe B du projet de budget, avec, en regard, les chiffres correspondants pour 1963 et 1962.

Tableau 11

SERVICES DESTINÉS AUX VISITEURS (ART. I^{er}) ET RESTAURANTS ET SERVICES ANNEXES (ART. II):

RECETTES BRUTES ET RECETTES NETTES ^a

| | 1962 | | 1963 | | 1964 | |
|---|--------------------|-----------------|---------------------|-----------------|---------------------|-----------------|
| | Montants effectifs | | Montants estimatifs | | Montants estimatifs | |
| | Recettes brutes | Recettes nettes | Recettes brutes | Recettes nettes | Recettes brutes | Recettes nettes |
| <i>Dollars des Etats-Unis</i> | | | | | | |
| NEW YORK | | | | | | |
| <i>Art. I^{er}. — Services destinés aux visiteurs</i> | | | | | | |
| Visites guidées | 770 664 | 187 940 | 747 000 | 123 450 | 780 000 | 122 600 |
| Comptoir d'articles pour cadeaux de l'ONU..... | 627 332 | 184 030 | 640 000 | 184 000 | 640 000 | 182 000 |
| Magasin de souvenirs..... | 579 106 | 208 385 | 560 000 | 204 000 | 580 000 | 198 000 |
| <i>A déduire: Frais d'éclairage, de chauffage, d'entretien, etc., pour l'ensemble des services.....</i> | | (162 100) | | (169 500) | | (185 000) |
| TOTAL, article I ^{er} | 1 977 102 | 418 255 | 1 947 000 | 341 950 | 2 000 000 | 317 600 |
| <i>Art. II. — Restaurants et services annexes.....</i> | 2 145 825 | (20 790) | 2 133 000 | (90 500) | 2 230 000 | (87 500) |
| GENÈVE | | | | | | |
| <i>Art. I^{er}. — Services destinés aux visiteurs</i> | | | | | | |
| Visites guidées | 42 241 | 396 | 38 000 | (8 250) | 50 000 | 1 600 |

^a Recettes nettes, déduction faite: i) des dépenses directes imputées sur les recettes; ii) des dépenses additionnelles imputées sur le budget ordinaire.

368. Un mot d'avertissement est nécessaire à propos de ce tableau: les chiffres qui y figurent ne sont pas comparables aux chiffres contenus dans les tableaux correspondants publiés dans les rapports antérieurs du Comité. Cela tient à ce que les frais d'éclairage, de chauffage, d'entretien, etc., qui, les années précédentes, étaient entièrement imputés sur les recettes provenant des visites guidées, le sont désormais sur les recettes de l'ensemble de l'article I^{er}. Le Comité consultatif a été informé de ce que l'ancienne présentation du budget donnait une idée inexacte de la situation car, si ces frais sont bien attribuables pour la plus grande partie aux visites guidées, les recettes provenant des autres activités comprises dans l'article I^{er} sont directement fonction du nombre de personnes qui viennent visiter les bâtiments du Siège. On a par conséquent estimé que ces autres activités devaient supporter une part plus équitable de ces frais généraux.

369. Il est à noter que l'on prévoit une légère diminution des recettes nettes provenant des visites guidées (chiffrées à 122 600 dollars) malgré une augmentation, estimée à 33 000 dollars, du chiffre d'affaires brut au Siège. Cette prévision se fonde sur l'expérience de 1962 et du premier trimestre de 1963, et sur l'hypothèse que le nombre des visiteurs ne sera pas inférieur en 1964 à ce qu'il était en 1962. Le Secrétaire général indique qu'il sera peut-être nécessaire d'établir des prévisions révisées lorsqu'on aura une idée des répercussions éventuelles de l'Exposition internationale de New York et du programme de grands travaux, au Siège, sur le nombre des visites guidées en 1964. Or, pour les raisons énoncées aux chapitres 4 (Vente de timbres-poste de l'ONU) et 5 (Vente des publications)

des recettes, il semble qu'il aurait été tout à fait raisonnable de s'attendre à ce que l'Exposition provoque un afflux de visiteurs au Siège en 1964, et une augmentation correspondante des recettes.

370. Le Comité note avec inquiétude que les dépenses augmentent plus rapidement que le chiffre d'affaires brut. Tout en reconnaissant que ce fait est dû principalement au recrutement de guides supplémentaires pour assurer une meilleure surveillance des groupes de visiteurs et atténuer l'encombrement pendant les périodes de pointe, il estime que certaines mesures de rationalisation et de contrôle administratif contribueraient, à tout le moins, à maintenir le rapport entre les dépenses et le chiffre d'affaires brut au niveau de 1962.

371. Aux paragraphes 343 et 344 de son rapport concernant le projet de budget pour 1963, le Comité a présenté ses observations sur la persistance de l'accroissement régulier du nombre des visiteurs constaté en 1961, et a déclaré que, bien qu'il s'agisse là d'un fait encourageant en soi dans la mesure où il contribue à mieux faire connaître l'ONU, le Comité croyait comprendre que cet accroissement remarquable du nombre des visiteurs devenait peut-être excessif eu égard à la capacité des locaux. En particulier, le Comité avait des raisons de croire que l'on en était arrivé à un point où l'exploitation du Service des visites dans son ensemble demandait à être révisée. On avait signalé au Comité l'encombrement que les groupes importants de visiteurs causaient en divers points des bâtiments (escaliers mécaniques, portes à tambour) et qui gênaient les allées et venues normales des délégués et des fonctionnaires aux heures de pointe. De plus, l'encombrement général

des sorties et des halls, dans diverses parties du bâtiment, semblait poser certains problèmes de sécurité.

372. A l'époque, le Comité consultatif a estimé qu'il ne pouvait pas encore se prononcer sur les mesures à prendre le cas échéant, mais il espérait que le Secrétaire général étudierait le problème et présenterait les suggestions qui lui paraîtraient appropriées étant donné la situation, en ne manquant pas de se rappeler qu'il était souhaitable de recevoir le plus possible de visiteurs, tout en veillant à ce que le bon fonctionnement de l'Organisation ne soit en rien contrarié.

373. Le Comité croit savoir que les premiers résultats de cette étude montrent que la difficulté ne réside pas tant dans le nombre des visiteurs en chiffre absolu que dans leur répartition très inégale au cours de l'année, au point que le nombre des visiteurs a dû être limité pendant certains mois d'activité intense où le programme des conférences était particulièrement chargé. Une des mesures les plus efficaces que le Secrétariat ait prises a été de demander aux groupes organisés de visiteurs de suivre un programme déterminé. En particulier, les groupes scolaires comprenant des enfants âgés de moins de 11 ans ont été invités à ne pas visiter le Siège pendant les mois de pointe (avril, mai, octobre et novembre), tandis que les autres groupes ayant leur siège à New York ont été priés de s'abstenir autant que possible de visiter les bâtiments de l'ONU en avril et en mai. Une autre mesure a été l'établissement de trois parcours différents pour les visites, afin de réduire en tout temps l'importance de la foule circulant dans les escaliers mécaniques et aux portes à tambour.

374. Diverses expériences ont été faites pour déterminer la dimension optimum des groupes. Il semblerait que le chiffre de 25 visiteurs par groupe soit le plus approprié. On a essayé de ramener à 20 le nombre de visiteurs dans chaque groupe, mais cela s'est avéré à la fois peu économique, vu qu'il aurait fallu recruter de nombreuses guides supplémentaires, et peu satisfaisant, en raison de l'encombrement créé dans le hall du bâtiment de l'Assemblée générale par le ralentissement du rythme des visites. On a donné à entendre au Comité que le Secrétariat désirerait organiser en consultation avec le Comité administratif de coordination, une exposition sur les diverses institutions reliées à l'ONU, pour autant qu'il lui soit possible d'obtenir un appui financier extérieur. Dans le cadre de cette exposition, le Secrétariat envisagerait éventuellement de présenter des maquettes de tous les bâtiments de l'ONU et des diverses institutions spécialisées, si le coût de ces maquettes n'est pas exagéré.

375. S'il est probable que l'Exposition internationale de 1964 provoquera un afflux de visiteurs à l'ONU, le programme de grands travaux qui sera exécuté pendant l'année risque de gêner les visites guidées. Le Comité consultatif suggère donc que l'on envisage l'établissement de nouveaux parcours pour prévenir les encombrements éventuels en certains points des bâtiments. Le Comité pense notamment que l'on pourrait prévoir des visites moins longues pour les personnes pressées ou pour les enfants des écoles, des visites spéciales qui seraient mieux adaptées aux intérêts des jeunes visiteurs, et dans lesquelles on supprimerait par exemple certains points de détail ou certaines répétitions.

376. Etant donné les diverses mesures déjà prises ou envisagées, le Comité consultatif estime que les recettes procurées par les visites guidées pourraient être plus élevées que ne le prévoit le Secrétaire général. De

plus, il est certain que la tendance persistante à la hausse des prix, à laquelle on attribue la diminution progressive du rapport entre les recettes et le chiffre d'affaires brut, justifie un réexamen général des tarifs des visites de l'ONU tant à New York qu'à Genève.

377. Compte tenu des considérations qui précèdent et du fait que l'augmentation escomptée du nombre des visiteurs au Siège en 1964 devrait entraîner un accroissement du chiffre d'affaires des autres services compris dans l'article 1^{er}, à savoir le Comptoir d'articles pour cadeaux de l'ONU et le magasin de souvenirs, le Comité consultatif recommande d'approuver pour l'ensemble de cet article un montant estimatif de 828 000 dollars, soit 50 000 dollars de plus que le montant proposé par le Secrétaire général.

378. A l'article II (Restaurants et services annexes), le projet de budget prévoit un déficit de 35 000 dollars sur un chiffre d'affaires brut de 2 230 000 dollars. Le Secrétaire général indique que ce déficit "est entièrement imputable à la nécessité d'assurer le service au-delà des heures normales pour répondre aux besoins du personnel et des délégations. C'est pourquoi, si quelques prix ont été majorés en raison de la hausse du coût des approvisionnements et de la main-d'œuvre, on a estimé qu'il ne fallait pas les augmenter dans des proportions telles que la clientèle doive, elle aussi, supporter les dépenses supplémentaires résultant des besoins liés aux séances spéciales des organes de l'ONU."

379. Le Comité souligne tout d'abord que le chiffre de 35 000 dollars ne représente pas la totalité du déficit d'exploitation, car des dépenses additionnelles de l'ordre de 52 500 dollars pour les frais d'éclairage, de chauffage, d'entretien, etc., relatifs aux restaurants et services annexes sont inscrits aux chapitres de dépenses pertinents du budget. La question du traitement budgétaire et comptable qu'il convient de donner aux activités commerciales de ce genre a été soulevée par le Comité des commissaires aux comptes, et le Comité consultatif rappelle les observations qu'il a lui-même formulées sur la question dans son premier rapport à la dix-huitième session de l'Assemblée générale (A/5434, par. 11 et 12). Il suffit de rappeler ici que, de l'avis du Comité des commissaires aux comptes, les chiffres indiqués en tant que recettes ne font pas ressortir l'origine des pertes et des bénéfices, et les détails fournis dans le rapport financier du Secrétaire général ne donnent pas une idée nette des résultats de ces activités commerciales parce que les chiffres des "recettes nettes" ne sont pas vraiment nets mais correspondent en réalité aux recettes brutes déduction faite d'une partie des dépenses seulement. Le Comité des commissaires aux comptes estime que toutes les dépenses qui sont imputées directement sur le budget ordinaire devraient être réparties entre les diverses activités et imputées sur les recettes relatives à chacune d'elles de façon aussi exacte que possible. Dans le rapport susmentionné, le Comité consultatif a déclaré qu'à son avis il s'agissait là d'un problème qui pourrait utilement être étudié par le Secrétaire général.

380. En ce qui concerne les prévisions de recettes pour 1964, le Comité croit savoir que les salaires du personnel de la cafeteria et du restaurant, qui sont fixés par voie de négociations avec les syndicats, seront nettement plus élevés l'année prochaine, tandis qu'il est peu vraisemblable que la tendance à la hausse des prix des produits alimentaires se modifie. Etant donné cette

perspective de l'accroissement des coûts d'exploitation, qui vient s'ajouter aux difficultés financières actuelles de l'Organisation, il est souhaitable que l'administration prenne toutes les dispositions nécessaires pour éliminer au moins la partie du déficit indiquée à l'article II du chapitre 6 des recettes, qui s'élève à 35 000 dollars.

381. Parmi les mesures que l'on pourrait envisager de prendre à cet effet, le Comité consultatif suggère que l'on examine tout d'abord de façon détaillée les méthodes actuelles d'exploitation des divers services compris dans l'article II, et notamment du restaurant, des bars et de la cafeteria, dans le but de réduire les frais. Dans la mesure où toutes les autres possibilités auront été épuisées, l'ensemble des tarifs des divers services devra être ajusté afin d'éliminer tout déficit restant.

382. Sans préjudice des résultats des études que le Secrétaire général pourrait entreprendre pour faire suite à la suggestion du Comité des commissaires aux comptes, et en se fondant sur les observations formulées

dans les paragraphes précédents, le Comité consultatif recommande que l'on supprime des prévisions présentées par le Secrétaire général à l'article II le déficit apparent de 35 000 dollars. Cela revient en fait à augmenter d'un montant net de 35 000 dollars les prévisions de recettes présentées par le Secrétaire général pour l'ensemble du chapitre 6, en sus de l'augmentation de 50 000 dollars recommandée par le Comité à l'article I^{er}.

383. Compte tenu des observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'approuver, pour le chapitre 6 des recettes, un montant estimatif de 828 000 dollars, soit une augmentation de 85 000 dollars par rapport aux prévisions présentées par le Secrétaire général.

| <i>Récapitulation des augmentations recommandées:</i> | | <i>Dollars</i> |
|---|--|----------------|
| <i>Art. I^{er}. — Visites guidées, New York et Genève....</i> | | 50 000 |
| <i>Art. II. — Restaurants et services annexes.....</i> | | 35 000 |

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD: VAN SCHAICK'S BOOK STORE (PTY.), LTD.
Church Street, Box 724, Pretoria.

CAMEROUN: LIBRAIRIE DU PEUPLE AFRICAINE
La Gérante, B. P. 1197, Yaoundé.

DIFFUSION INTERNATIONALE CAMEROUNAISE
DU LIVRE ET DE LA PRESSE, Sangmelima.

CONGO (Léopoldville): INSTITUT POLITIQUE
CONGOLAIS
B. P. 2307, Léopoldville.

ETHIOPIE: INTERNATIONAL PRESS AGENCY
P. O. Box 120, Addis-Abeba.

GHANA: UNIVERSITY BOOKSHOP
University College of Ghana, Legon, Accra.

KENYA: THE E.S.A. BOOKSHOP
Box 30167, Nairobi.

MAROC: CENTRE DE DIFFUSION DOCUMENTAIRE
DU B.E.P.I., 8, rue Michaux-Bellaire, Rabat.

RÉPUBLIQUE ARABE UNIE: LIBRAIRIE
"LA RENAISSANCE D'ÉGYPTÉ"
9 Sh. Adly Pasha, Le Caire.

RHODÉSIE DU SUD: THE BOOK CENTRE
First Street, Salisbury.

AMÉRIQUE DU NORD

CANADA: THE QUEEN'S PRINTER
Ottawa, Ontario.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE: SALES SECTION,
UNITED NATIONS, New York

AMÉRIQUE LATINE

ARGENTINE: EDITORIAL SUDAMERICANA, S. A.
Alsina 500, Buenos Aires.

BOLIVIE: LIBRERIA SELECCIONES
Casilla 972, La Paz.

BRÉSIL: LIVRARIA AGIR
Rua Mexico 98-B, Caixa Postal 3291.
Rio de Janeiro.

CHILI:
EDITORIAL DEL PACIFICO
Ahumada 57, Santiago.

LIBRERIA IVENS
Casilla 205, Santiago.

COLOMBIE: LIBRERIA BUCHHOLZ
Av. Jiménez de Quesada 8-40, Bogotá.

COSTA RICA: IMPRENTA Y LIBRERIA TREJOS
Aparado 1313, San José.

CUBA: LA CASA BELGA
O'Reilly 455, La Habana.

ÉQUATEUR: LIBRERIA CIENTIFICA
Casilla 362, Guayaquil.

GUATEMALA: SOCIEDAD ECONOMICA-FINANCIERA
6a Av. 14-33, Ciudad de Guatemala.

HAÏTI: LIBRAIRIE "À LA CARAVELLE"
Port-au-Prince.

HONDURAS: LIBRERIA PANAMERICANA
Tegucigalpa.

MEXIQUE: EDITORIAL HERMES, S. A.
Ignacio Mariscal 41, México, D. F.

PANAMA: JOSÉ MENÉNDEZ
Agencia Internacional de Publicaciones,
Apartado 2052, Av. 8A, sur 21-58, Panamá.

PARAGUAY: AGENCIA DE LIBRERIAS
DE SALVADOR NIZZA
Calle Pte. Franco No. 39-43, Asunción.

PÉROU: LIBRERIA INTERNACIONAL DEL PERU, S. A.,
Casilla 1417, Lima.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE: LIBRERIA DOMINICANA
Mercedes 49, Santo Domingo.

SALVADOR: MANUEL NAVAS Y CIA.
1a. Avenida sur 37, San Salvador.

URUGUAY: REPRESENTACION DE EDITORIALES,
PROF. H. D'ELIA
Plaza Cagancho 1342, 1º piso, Montevideo.

VENEZUELA: LIBRERIA DEL ESTE
Av. Miranda, No. 52, Edf. Galipán, Caracas.

ASIE

BIRMANIE: CURATOR, GOVT. BOOK DEPOT
Rangoon.

CAMBODGE: ENTREPRISE KHMÈRE DE LIBRAIRIE
Imprimerie & Papeterie, S. à R. L., Phnom-Penh.

CEYLAN: LAKE HOUSE BOOKSHOP
Assoc. Newspapers of Ceylon, P. O. Box 244, Colombo.

CHINE:
THE WORLD BOOK COMPANY, LTD.
99 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.

THE COMMERCIAL PRESS, LTD.
211 Honan Road, Shanghai.

CORÉE (RÉPUBLIQUE DE): EUL-YOO PUBLISHING
CO., LTD.
5, 2-KA, Chongno, Seoul.

HONG-KONG: THE SWINDON BOOK COMPANY
25 Nathan Road, Kowloon.

INDE:
ORIENT LONGMANS
Bombay, Calcutta, Hyderabad, Madras et New Delhi.

OXFORD BOOK & STATIONERY COMPANY
Calcutta et New Delhi.

P. VARADACHARY & COMPANY
Madras.

INDONÉSIE: PEMBANGUNAN, LTD.
Gunung Sahari 84, Djakarta.

JAPON: MARUZEN COMPANY, LTD.
6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

PAKISTAN:
THE PAKISTAN CO-OPERATIVE BOOK SOCIETY
Dacca, East Pakistan.

PUBLISHERS UNITED, LTD.
Lahore.

THOMAS & THOMAS
Karachi.

PHILIPPINES: ALEMAR'S BOOK STORE
769 Rizal A. nue, Manila.

POPULAR BOOKSTORE
1573 Doroteo Jose, Manila.

SINGAPOUR: THE CITY BOOK STORE, LTD.
Collyer Quay.

THAÏLANDE: PRAMUAN MIT, LTD.
55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.

NIBONDH & CO., LTD.
New Road, Sikak Phya Sri, Bangkok.

SUKSAPAN PANIT
Mansion 9, Rajadamnern Avenue, Bangkok.

VIÊT-NAM (RÉPUBLIQUE DU): LIBRAIRIE-
PAPETERIE XUÂN THU
185, rue Tu-do, B. P. 283, Saigon.

EUROPE

ALLEMAGNE (RÉP. FÉDÉRALE D'):
R. EISENSCHMIDT
Schwanthaler Str. 59, Frankfurt/Main.

E. WERT UND MEURER
Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.

ALEXANDER HORN
Spiegelgasse 9, Wiesbaden.

W. E. SAARBACH
Gertrudenstrasse 30, Köln (1).

AUTRICHE:
GEROLD & COMPANY
Graben 31, Wien, I.

B. WÜLLERSTORFF
Markus Sittikusstrasse 10, Salzburg.

GEORG FROMME & CO., Spengergasse 39, Wien, V.

BELGIQUE: AGENCE ET MESSAGERIES DE LA
PRESSE, S. A.
14-22, rue du Persil, Bruxelles.

BULGARIE: RAZNOÏZOS, I, Tzar Assen, Sofia.

CHYPRE: PAN PUBLISHING HOUSE
10 Alexander the Great Street, Strovolos.

DANEMARK: EJNAR MUNKSGAARD, LTD.
Nørregade 6, København, K.

ESPAGNE:
LIBRERIA BOSCH
11 Ronda Universidad, Barcelona.

LIBRERIA MUNDI-PRENSA
Castelló 37, Madrid.

FINLANDE: AKATEEMINEN KIRJAKAUPPA
2 Keskuskatu, Helsinki.

FRANCE: ÉDITIONS A. PÉDONE
13, rue Soufflot, Paris (V°).

GRÈCE: LIBRAIRIE KAUFFMANN
28, rue du Stade, Athènes.

HONGRIE: KULTURA, P. O. Box 149, Budapest 62.

IRLANDE: STATIONERY OFFICE
Dublin.

ISLANDE: BÓKAVERZIUN SIGFÚSAR
EYMUNDSSONAR H. F.
Austurstræti 18, Reykjavík.

ITALIE: LIBRERIA COMMISSIONARIA SANSONI
Via Gino Capponi 26, Firenze,
et Via Paolo Mercuri 19/B, Roma.

LUXEMBOURG: LIBRAIRIE J. TRAUSCHSCHUMMER
Place du Théâtre, Luxembourg.

NORVÈGE: JOHAN GRUNDT TANUM
Karl Johansgate, 41, Oslo.

PAYS-BAS: N.V. MARTINUS NIJHOFF
Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.

POLOGNE: PAN, Pałac Kultury i Nauki, Warszawa.

PORTUGAL: LIVRARIA RODRIGUES & CIA.
186 rua Aurea, Lisboa.

ROUMANIE: CARTIMEC, Str. Aristide Briand 14-18,
P. O. Box 134-135, Bucaresti.

ROYAUME-UNI: H. M. STATIONERY OFFICE
P. O. Box 569, London, S.E.1
(et agences HMSO à Belfast, Birmingham,
Bristol, Cardiff, Edinburgh, Manchester).

SUÈDE: C. E. FRITZ'S KUNGL. HOVBOKHANDEL A-B
Fredsgatan 2, Stockholm.

SUISSE:
LIBRAIRIE PAYOT, S. A.
Lausanne, Genève.

HANS RAUNHARDT
Kirchgasse 17, Zürich 1.

TCHÉCOSLOVAQUIE: ARTIA LTD., 30 ve Smečtáčech,
Praha, 2.

ČESKOSLOVENSKÝ SPISOVATEL
Národní Třída 9, Praha 1.

TURQUIE: LIBRAIRIE HACHETTE
469 İstiklal Caddesi, Beyoğlu, Istanbul.

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES
SOVIÉTIQUES:
MEJDOUNARODNAJA KNIGA
Smolenskaia Plochtchad, Moskva.

YUGOSLAVIE:
CANKARJEVA ZALOŽBA
Ljubljana, Slovenia.

DRŽAVNO PREDUZEĆE
Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11, Beograd.

PROSVJETA
5, Trg Bratstva i Jedinstva, Zagreb.

PROSVETA PUBLISHING HOUSE
Import-Export Division, P. O. Box 559,
Terazije 16/1, Beograd.

MOYEN-ORIENT

IRAK: MACKENZIE'S BOOKSHOP
Baghdad.

ISRAËL: BLUMSTEIN'S BOOKSTORES
35 Allenby Rd. et 48 Nachlat Benjamin St., Tel Aviv.

JORDANIE: JOSEPH I. BAHOS & CO.
Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.

LIBAN: KHAYAT'S COLLEGE BOOK COOPERATIVE
92-94, rue Bliss, Beyrouth.

Océanie

AUSTRALIE:
WEA BOOKROOM, University, Adelaide, S.A.

UNIVERSITY BOOKSHOP, St. Lucia, Brisbane, Qld.

THE EDUCATIONAL AND TECHNICAL BOOK AGENCY
Parap Shopping Centre, Darwin, N.T.

COLLINS BOOK DEPOT PTY. LTD.
Monash University, Wellington Road, Clayton, Vic.

MELBOURNE CO-OPERATIVE BOOKSHOP LIMITED
10 Bowen Street, Melbourne C.1, Vic.

COLLINS BOOK DEPOT PTY. LTD.
363 Swanston Street, Melbourne, Vic.

THE UNIVERSITY BOOKSHOP, Nedlands, W.A.

UNIVERSITY BOOKROOM
University of Melbourne, Parkville N.2., Vic.

UNIVERSITY CO-OPERATIVE BOOKSHOP LIMITED
Manning Road, University of Sydney, N.S.W.

NOUVELLE-ZÉLANDE
GOVERNMENT PRINTING OFFICE
Private Bag, Wellington
(et Government Bookshops à Auckland,
Christchurch et Dunedin)